

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
Condition Juridique
de
L'ENFANT ADULTÉRIN

Le Droit n'est pas une science mathématique; pour le comprendre, il ne suffit pas d'étudier la lettre des Lois, il faut en pénétrer l'esprit, en rechercher l'origine, en prévoir les résultats.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin 1912, à 1 h. 1/2

PAR

PAUL PRUNET

AVOUÉ PRÈS LE TRIBUNAL DE PROVINS (S.-ET-M.)

Président : M. PIÉDELIÈVRE, *professeur*
Suffragants { MM. AUDIBERT, *professeur*
MAY, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

DE LA
Condition Juridique
de
L'ENFANT ADULTÉRIN

Le Droit n'est pas une science mathématique; pour le comprendre, il ne suffit pas d'étudier la lettre des Lois, il faut en pénétrer l'esprit, en rechercher l'origine, en prévoir les résultats.

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le Mercredi 5 Juin 1912, à 1 h. 1/2

PAR

PAUL PRUNET

AVOUÉ PRÈS LE TRIBUNAL DE PROVINS (S.-ET-M.)

Président : M. PIÉDELIÈVRE, *professeur*

Suffragants { MM. AUDIBERT, *professeur*
MAY, *professeur*

PARIS

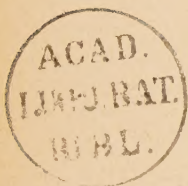
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549928_0066

A MON MAITRE MONSIEUR GASTON MAY

BIBLIOGRAPHIE

I. — Sur le chapitre préliminaire

D'AGUESSEAU. — *Œuvres*, édit. Pardessus, Paris, 1849, tome VII, page 381.

BEAUMANOIR. — *Coutumes du Beauvoisis*, édition Beugnot, 1842.

GODEFROY. — *Dictionnaire de l'Ancien Droit*, tome I, chap. XVIII, p. 541.

POTHIER. — *Œuvres complètes*, édit. 1821, tome IX, page 45.

RABETTE. — *Enfants naturels dans l'ancien Droit*, Thèse, Province, 1907, tome XVIII.

ARON. — *Etude sur le Droit civil de la Révolution. Les successions*, note, page 26.

BOSSUET. — *De la Connaissance de Dieu et de soi-même*, chap. IV, n° 41.

COCHE. — *Condition de l'enfant né hors mariage durant la Révolution*, Thèse, Paris, 1892, t. XVIII.

Moniteur universel. Réimpression, Paris, 1863. A consulter notamment pour la période de 1790 à 1795. Ensuite il n'est qu'un résumé du Moniteur.

SAGNAC. — *Législation civile de la Révolution Française*, Paris, 1899.

Ouvrage remarquable. Extrêmement intéressant à cause de sa documentation et de ses nombreuses références.

TURPIN. — *Condition des enfants incestueux et adultérins*, Thèse, Paris, 1910.

VERNHES. — *Des enfants adultérins et incestueux*, Thèse, Province, 1902, tome LXVI.

WOLFF. — *Abrégé en langue française d'un ouvrage latin sur le Droit de la nature*, tome III, p. 59.

Projet du Code Civil et Conférences des observations des Tribunaux d'appel. An VIII-X.

- DERVILERS. — *Thèse*, Paris, 1893, tome VI. (*De la filiation des enfants adultérins ou incestueux*).
- PITON. — *Thèse*, Paris, tome LXIV.
- POUDÈS. — *Thèse* Bordeaux, 1905, tome LXVI. (*De la condition des enfants adultérins ou incestueux*).
- Sur la législation au Code civil*. Ouvrages courants : Laurent, Demolombe, Fenet, Baudry-Lacantinerie, Planiol, etc.

II. — Sur le chapitre premier

- EMILE DE GIRARDIN. — *Questions philosophiques*.
- ALEXANDRE DUMAS, fils. — Préface de : « M. Alphonse » ; « Les femmes qui tuent » ; « Le fils naturel ».
- GIDE. — *Condition privée de la femme*.
- HENRI JOLY. — *De la corruption de nos institutions* (Paris, 1903). Chapitre « De la Crise du Mariage », p. 226 et suiv.
- VIGIÉ. — *Revue critique de législation et de jurisprudence*, tome XXV, 1896, p. 273.
- DUVERGY. — *Revue critique de jurisprudence en matière civile*, tome XXXVIII, p. 433.
- TISSIER. — *Revue bourguignonne. Etude de jurisprudence sur l'adultère*, p. 643.
- HENRI COULON. — *De la condition des enfants naturels reconnus dans la succession de leurs père et mère*, Paris, 1887 et 1896, pages 12 et suiv.
- Le divorce et la séparation de corps*, t. I, p. 239 et suiv.
- Journal Officiel*. — Chambres 1889, annexes, p. 554 ; 13 déc. 1902, annexe 501, p. 383 ; 14 décembre 1904 ; Chambres, 1890, p. 1425 ; 28 mai 1891 ; 1897, annexes. *Doc. parl.*, n° 2880, p. 267 à 275 ; 1902, *Déb. parl.*, Chambre, p. 2223 ; 1907, *Déb. parl.*, p. 381.
- GABRIEL PRÉVOST. — *Revue Internationale de Sociologie. La famille et la partie devant la philosophie*, t. XIV, pages 417 et 512.
- Revue politique et parlementaire*. — 1909, t. LX, p. 5 ; Deschanel, *Tri-bunaux pour enfants*.
- Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1905, p. 253 et suiv.
- Gazette du Palais*, 1900, t. II, p. 674.
- ALVAREZ. — *Thèse*, Paris, 1899, t. LXVI. *De l'influence des phéno-*

mènes politiques, économiques et sociaux sur l'organisation de la famille moderne.

PARIGOT. — Thèse, Paris, 1896, t. III.

MOLIMÉ. — Thèse, Paris, 1899, t. 64. *L'enfance coupable.*

Thèse, Paris, 1902, t. CXX. *Protection de l'enfance par l'initiative privée à Paris.*

Thèse, Paris, 1899, t. XVI. *Protection de l'enfance maltraitée.*

Thèse, Paris, 1902, t. XXX. *L'enfant devant la famille et l'Etat.*

III. — Sur le chapitre second

Journal Officiel. — 30 avril 1907, annexe 494, p. 203 ; *Doc. parl.*, Chambre, annexe 629, p. 19. ; 19 février 1907, p. 377 et suiv. ; 12 mai 1907, annexes 732, p. 107 ; 20 juin 1907 ; 23 octobre 1907, annexe 166, p. 140 ; 25 octobre 1907, p. 953 ; 30 octobre 1907, annexe 1281, p. 38 ; Séance du 25 nov. 1907, *Doc. parl.*, Chambre, annexe 1331.

RAYMOND. — Thèse, Paris, 1908, t. LXXXVI. *De la légitimation des enfants adultérins et incestueux* (ouvrage intéressant, très inspiré d'un Cours de Droit civil approfondi fait par M. Cheneaux de la faculté de Droit de Bordeaux en 1907-1908).

TURPIN. — Thèse, Paris, 1910. *De la condition juridique des enfants adultérins et incestueux.*

IV. — Sur le chapitre troisième

Bulletin de la Société d'Etudes législatives, 1910, p. 104, 137.

Journal Officiel. — 1912. *Doc. parl.*, Sénat, annexe 356.

Le Journal. — 6 avril 1910. M. Maxime Lecomte.

Le Siècle. — 29 avril 1910. M. Henri Coulon.

Le Siècle. — 24 juin 1910. M. Maxime Lecomte.

Le Journal. — 20 décembre 1910. M. Violette.

La Lot. — 11 février 1911. M. Laurent Bailly (greffier au Tribunal civil de la Seine).

ROUX. — Thèse, Paris, 1902, t. XXXVII. *De la condition juridique des enfants naturels dans le Code civil allemand.*

PRÉFACE

S'il est une institution que le législateur doive réglementer avec un soin particulier, c'est celle de la famille, base de notre société. D'elle et de la législation qui la régit dépendent l'avenir de notre race. La famille prend l'être humain à sa naissance, le suit pendant toute son existence et le soutient jusque dans la mort.

Aussi la moindre modification à son organisation, la plus petite réforme aux lois qui la régissent, mérite-t-elle l'attention, non seulement des jurisconsultes, mais encore de tous ceux dont le métier ou le goût est de penser et d'écrire, de tous ceux qui, délaissant un instant leurs intérêts personnels, s'intéressent à notre conservation et à notre grandeur.

C'est ce qui explique l'émotion qu'a soulevé le législateur français, lorsque récemment, sous la pression peut-être d'une partie de la littérature et de la presse, sous la poussée plutôt d'une évolution sociale, il s'est avisé de modifier pour l'améliorer, la Condition Juridique des enfants naturels, adultérins ou incestueux. Jurisconsultes

éminents, moralistes, praticiens, journalistes, ont compris qu'il s'agissait d'une question vitale, intéressant l'institution du mariage et l'organisation de la famille. Donner des droits à des enfants nés en dehors du mariage et même à des enfants nés en contradiction avec ses lois, c'était porter à cette institution un coup funeste. Aussi avec une ampleur magistrale les professeurs de nos facultés, avec une louable ardeur les avocats et les écrivains les plus célèbres ont-ils vivement critiqué l'essai du législateur autorisant, dans certains cas, la légitimation des enfants adultérins et incestueux et engagé d'ardentes polémiques à son sujet dans les livres et dans la presse.

A peine née, la loi du 7 novembre 1907, en accordant cette légitimation à l'enfant adultérin, mais en la lui accordant dans certains cas seulement, a soulevé de toutes parts des protestations véhémentes, les uns criant à la ruine de la famille à cause de sa hardiesse, les autres déplorant les injustices qu'engendre sa timidité.

Bien que de très excellents esprits aient discuté cette question avec une autorité auprès de laquelle notre avis paraîtra bien timide, nous avons pensé que son étude méritait plus que tout autre sujet notre attention et nos efforts. Son intérêt est aussi puissant au point de vue juridique qu'au point de vue social.

Au point de vue juridique, parce que la condition de l'enfant adultérin est une question importante de l'Etat des Personnes, base de notre droit civil.

Au point de vue social, parce qu'elle met en opposition

deux idées fondamentales, qui relèvent de la morale philosophique autant que du droit, la défense de la famille et celle de l'enfant, la défense de la société et celle de l'individu.

La condition de tous les enfants nés hors du mariage présente cet intérêt, parce qu'elle est toujours en opposition avec le respect et la solidité de la famille. Mais les plus dangereux pour cette dernière institution, si on leur donne des droits, sont ceux dont la naissance résulte d'un adultère ou qui sont le fruit d'un inceste. La loi de presque tous les temps a fait différente la condition des enfants naturels simples, d'une part, et celle des enfants adultérins et incestueux, d'autre part. Aussi est-il d'usage lorsqu'on ne veut pas faire l'étude de l'enfant naturel en général d'aborder à la fois celle des enfants adultérins et celle des incestueux, leur condition, jusqu'à ces derniers temps étant à peu près également misérable.

Rompant avec cette habitude, nous n'étudierons que l'enfant adultérin et laisserons complètement de côté l'incestueux.

La condition de ce dernier a, de tout temps, été la moins intéressante. L'inceste, lorsqu'il est commis entre personnes unies par un lien de parenté étroit, entre père et fille, mère et fils, frère et sœur, soulève le dégoût et l'indignation générales ; il est, heureusement, d'une rareté extrême. Lorsque, par malheur, de telles relations portent fruit, l'enfant qui naît est, en quelque sorte, un monstre : La nature le frappe souvent avec rigueur : tous les traités

de médecine constatent la fréquence chez ces êtres de tares et de dégénérescences physiques ou mentales. La Loi est forcée d'agir de même à leur égard. Comment concevoir une reconnaissance de cet enfant par ses père et mère, comment penser à une légitimation, puisque le mariage de ses parents mettrait le comble à leur turpitude. Un tel enfant incestueux, heureusement fort rare en fait, est nécessairement en marge de la société et si le moraliste peut déplorer son sort, le jurisconsulte ne peut guère s'y intéresser.

Au contraire, l'inceste est-il commis entre parents moins rapprochés, mais entre lesquels pourtant le mariage est interdit sans une dispense facile à obtenir. Il perd alors tout caractère délictueux : bien faible est une interdiction que peuvent relever des dispenses. L'enfant qui naît de relations entre oncle et nièce, beau-frère et belle-sœur (*celles-ci n'étant, bien entendu, pas compliquées d'adultère*), entre cousin et cousine au degré prohibé, diffère peu de l'enfant naturel simple. De tout temps on l'a si bien reconnu que la jurisprudence, négligeant l'article 334 du Code civil pourtant formel, admettait leur légitimation lorsque, par suite d'une dispense, leurs parents étaient admis ensuite à contracter mariage après leur naissance.

Depuis 1907, la condition des enfants incestueux a encore perdu pour le commentateur une partie de l'intérêt qui lui restait, la loi du 7 novembre ayant nettement confirmé cette jurisprudence.

Ni au point de vue social, ni au point de vue juridique, son étude ne présente donc un intérêt puissant.

Tout autre est la condition de l'enfant adultérin.

La littérature, notamment celle de la seconde partie du *xix^e* siècle, a placé à chaque instant l'adultère sous les yeux du lecteur, on l'a montré au théâtre, bien plus souvent pour l'excuser que pour le flétrir. Aujourd'hui, il est devenu, en quelque sorte, la partie nécessaire et constitutive d'une pièce ou d'un roman. Les mœurs en ont subi le contre-coup et, après elles, le juge et le législateur, qui se sont montrés de plus en plus indulgents à son égard. Cette faute a presque cessé, en pratique, d'être un délit : à peine les tribunaux correctionnels prononcent-ils une faible amende contre ces délinquants, dont le public s'amuse et sourit.

Le rétablissement du divorce avait déjà été favorable à l'adultère, malgré les efforts du législateur de 1884 pour éviter cette conséquence ; il donnait à l'époux coupable et à son complice un moyen de se refaire ensemble une nouvelle vie dans le mariage, chaque fois que leur complicité n'était pas flagrante.

L'abrogation de l'article 298 du Code civil en permettant à l'époux adultère d'épouser, dans tous les cas, son complice, s'est montré à son égard plus favorable encore.

Dès lors, maintenir la rigueur du Code civil à l'égard des enfants, fruits de cet adultère pour lequel le législateur et le juge sont si indulgents, aurait été une anomalie.

C'eut été punir les innocents quand on négligeait de frapper les coupables.

L'enfant adultérin n'est pas comme l'incestueux un produit que la nature elle-même réprouve et dont les tares physiologiques égalent les tares morales. Seules les conventions humaines, qui ont créé l'institution du mariage, l'ont mis en marge de la Société. Et puisque la faute qui l'a fait naître est excusée, presque tolérée, où subsiste la raison qui fait qu'on le frappe ?

Pourquoi ne pas lui permettre d'être reconnu par ses auteurs, au moins par celui qui est libre, et même par l'autre, après que le divorce ou la mort de son conjoint l'ont également fait libre ? Pourquoi lorsque l'un de ces deux événements s'est produit et que les deux complices peuvent s'épouser, ne pas accorder à leur enfant la place avantageuse que lui procurerait une légitimation ? Pourquoi, enfin, s'il ne peut être ni reconnu ni légitimé, ne pas lui faire au moins une situation convenable et réduire à un morceau de pain son droit héréditaire ?

C'est qu'une considération impérieuse s'y oppose : La défense de la famille et, avec elle, la constitution de notre société actuelle. Si le législateur est trop favorable à l'adultère et à ses fruits, s'il donne à des époux le droit d'avoir des enfants en dehors de leur mariage, il porte un coup fatal à l'institution du mariage, qui devient un rouage inutile de la machine sociale.

Et c'est là que réside tout l'intérêt de notre travail, c'est dans cette opposition entre, d'une part, le droit de

l'enfant innocent de la faute de ses parents, les tendances actuelles qui militent en sa faveur et gagnent tous les jours du terrain, et, d'autre part, la conservation de l'institution du mariage et de la famille, sur laquelle la société repose et que des intérêts puissants engagent à sauvegarder. Justice et conservation sociale, hardiesse et prudence, telles sont les idées en opposition, et dont il faut tenir compte pour comprendre et juger la législation qui nous occupe.

Dans ce sujet qui relève de la morale autant que du droit, nous n'avons pas craint, non seulement de rechercher les principes et les causes des lois examinées, mais encore d'aller chercher ces principes et ces causes jusqu'au plus profond de la philosophie ou de l'histoire, dussions-nous, quelquefois, paraître nous écarter un peu de la question.

Nous avons pensé que c'était le seul moyen de juger la loi nouvelle et d'en pressentir les améliorations.

Comme un auteur contemporain dont l'ouvrage nous a beaucoup servi (1) : *Nous avons essayé de considérer la législation civile non..... comme un élément abstrait, mais comme un élément vivant et concret qui sort naturellement des conditions de la société, des idées particulières à une nation et à une époque. Rattacher le droit civil à l'histoire générale, en coordonner les parties, en former un système lié à des principes généraux qui dérivent eux-mêmes de la*

(1) SAGNAC, *La Législation civile de la Révolution française*, Paris, 1899, préface.

tradition historique ou de la pensée philosophique.... ; on pourrait ajouter des mœurs, qu'un nouvel élément est venu nous permettre de surveiller, de toucher du doigt à chaque instant, la presse quotidienne, dont l'influence est capitale.

Dans notre travail, nous avons à peu près négligé l'étude historique de la condition de l'enfant adultérin ou plutôt nous ne l'avons pas fait remonter au-delà des temps modernes. La Révolution française a été pour nous le point extrême.

Dans un chapitre préliminaire nous avons examiné, avec quelque développement, les lois de la période intermédiaire concernant l'enfant adultérin et surtout les influences qui les avaient suggérées au législateur de l'an II ; ce sont les mêmes influences qui se font sentir aujourd'hui.

Nous avons suivi le revirement des idées et l'évolution de la législation intermédiaire vers les solutions du Code civil. Un rapide aperçu de cette dernière législation, tant en ce qui concerne la reconnaissance et la légitimation de l'enfant adultérin qu'en ce qui concerne ses droits et ses obligations, nous a paru suffisant.

Pour nous, en effet, qui vivons depuis 1907 sous l'empire d'une autre législation, celle du Code, au moins en ce qui concerne la légitimation, n'a plus qu'un intérêt rétrospectif et fait déjà partie de l'histoire.

Au contraire, tous nos efforts se sont portés sur l'étude de la législation actuelle qui occupe les trois chapitres de notre travail.

Le premier est consacré à l'étude des différentes in-

fluences qui, dans les mœurs, dans la littérature et dans les idées, ont amené le législateur de 1907 à réformer la condition de l'enfant adultérin. Nous avons suivi pas à pas ces influences, en signalant chacune de leurs manifestations dans la législation de ces trente dernières années. Puis les propositions de loi qui, sans aboutir, ont préparé la réforme de 1907, ont été passées en revue et nous ont permis d'examiner dans quel état d'esprit cette loi a été élaborée.

Dans le second chapitre, la loi du 7 novembre 1907 a été étudiée en elle-même. Nous avons examiné d'abord comment elle fut votée par les Chambres et après quelles discussions. Puis nous avons étudié les différents cas qu'elle vise, en notant au passage ses imperfections, ses obscurités, ses conséquences souvent injustes et déplorables.

Enfin nous avons examiné, en troisième et dernier lieu, les modifications à cette loi qui s'imposent au législateur, les propositions actuellement en discussion, les polémiques qu'elles soulèvent, les travaux dont elles sont l'objet et surtout l'étude si magistrale qu'en a faite la Société d'Etudes Législatives. Nous avons vu très rapidement quelle situation les nations voisines de la France ont faite dans leurs Codes à l'enfant adultérin, notamment le législateur allemand dont le système de filiation plus libéral et plus équitable mériterait peut-être d'entrer dans notre législation.

Une courte conclusion, où nous avons émis notre avis timide, termine cet ouvrage trop modeste pour l'ampleur d'un sujet si passionnant.

DE LA
CONDITION JURIDIQUE
DÉ
L'ENFANT ADULTÉRIN

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'ENFANT ADULTÉRIN AVANT LA LÉGISLATION
ACTUELLE

PREMIÈRE PARTIE

**L'Enfant adultérin avant le Code civil. — Evolutions
qui ont préparé les dispositions du Code**

La nécessité de protéger la femme qui devient mère, d'assurer la subsistance de l'enfant qu'elle met au monde, a fait, à une époque fort lointaine, créer l'institution du mariage.

Cette union d'un seul homme et d'une seule femme ne paraît pas avoir répondu, de tous temps, à un instinct naturel capable de la faire adopter universellement ; à toutes époques de nombreux dissidents pratiquèrent l'union libre, et de nombreux époux violèrent le devoir de

fidélité. Les enfants qui purent naître de ces unions libres ou illicites, les enfants nés hors mariage, ont fait dans toutes les législations l'objet de dispositions particulières, généralement peu favorables, mais avec des degrés entre elles.

Ceux nés d'une union libre, les enfants naturels simples, les bâtards comme on dira à une certaine époque, seront considérés comme le fruit d'une faute, comme un produit irrégulier, né d'êtres qui n'ont pas voulu se plier à cette habitude sociale commode pour l'intérêt général : *Le Mariage* ; la législation leur sera déjà sévère.

Ceux nés de l'infidélité d'un époux seront regardés comme le fruit d'un crime, comme un produit taré, nés de personnes qui ont renié leurs promesses, qui se sont mis en contradiction formelle avec l'institution du mariage, en opposition absolue avec la volonté de la loi ; ils seront traités, par le législateur, avec la dernière rigueur.

L'enfant adultérin, qui seul doit nous occuper dans cet ouvrage, est donc celui né d'une personne mariée et d'un autre que son conjoint.

Il résulte de cette définition même que la condition de l'enfant adultérin est intimement liée à l'institution du mariage. Celui-ci est-il en très grand honneur dans les mœurs d'un peuple, est-il considéré comme un lien sacré et qui doit, avant tout, être protégé, l'infidélité devient un crime et son produit, l'enfant adultérin, un monstre, pour lequel la législation ne trouve pas de rigueurs assez sévères. Au contraire, les liens du mariage se relâchent-ils,

lui-même est-il considéré par une nation comme une formalité inutile et incommode que l'habitude seule perpétue, le divorce est-il courant et les écarts conjugaux tolérés, l'enfant adultérin devient aussitôt un être malheureux que les lois antérieures ont injustement frappé et qui mérite toute la sollicitude du législateur. Evidemment, d'autres considérations politiques, religieuses ou autres, peuvent influencer en législation sur la condition de l'enfant adultérin, mais elles ne sont jamais que secondaires.

I. — L'ENFANT ADULTÉRIN AVANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

A Rome, ignoré à la première époque, par suite des principes qui gouvernaient la famille et qui basaient sur l'agnation tous les liens de parenté, l'enfant adultérin fût, plus tard, l'objet de dispositions rigoureuses ; Justinien le traita avec la dernière sévérité, puisqu'il alla jusqu'à lui refuser des aliments, c'est-à-dire le droit même de vivre.

Notre Droit coutumier réglementa, d'une façon assez complète, au point de vue du droit public surtout, la condition du bâtard en général, traité déjà assez rigoureusement.

La plupart des coutumes lui refusaient le droit de succéder à ses parents ; ses biens, lorsqu'il décédait sans pos-

térité directe, allaient au seigneur ou au roi, par droit de bâtardise à l'exclusion de tous collatéraux.

De l'enfant adultérin proprement dit, de l'*avoutre* (1), *advoutre* ou *avoistre*, comme on l'appelait parfois, le Droit Coutumier s'occupa fort peu. Quelques coutumes, celles de Valenciennes et de Bretagne, le mentionnèrent seulement pour lui ôter tous droits à la succession de ses parents.

Et il en est ainsi jusqu'à la Révolution Française. L'adultérinité, situation un peu trop complexe pour le droit de cette époque, est le plus souvent ignorée ; elle n'est mentionnée, parfois, que pour une prohibition ou une incapacité, visant presque toujours les droits successifs.

De la légitimation de l'enfant adultérin, il n'en faut guère parler, bien qu'elle fut admise assez largement à l'égard du simple bâtard.

Si Louis XIV put légitimer les enfants doublement adultérins qu'il eut de M^{me} de Montespan, il ne le dut qu'à sa qualité de monarque dont on ne discutait ni les droits ni les fantaisies. La prohibition était certaine en pareil cas pour le commun des mortels.

(1) PH. DE BEAUMANOIR, chap. XVIII, p. 102, ligne 30. — « Les avoutres sont chil qui sont engendrés en femmes mariées d'autrui que de leurs seigneurs et hommes mariés. »

GODEFROY, t. I, p. 541: *avoutre*, adultérin (*avoutire-adultère*).

« Comme appelant ung enfant en présence de ses père et mère « *champs* ou *avoistre*, c'est honnestement, tacitement, dire le père « coquv et sa femme ribaude. »

Les jurisconsultes et penseurs de notre ancien droit, même les plus profonds et les plus célèbres, même les Bossuet, les d'Aguesseau (1), les Séguier, les Lebrun et les Pothier, trouvaient toute naturelle cette rigueur à l'égard du bâtard et surtout à l'égard de l'adultérin. Il est intéressant de remarquer combien leur langage est différent de celui des orateurs et jurisconsultes de la période intermédiaire que nous allons bientôt citer ; on mesure ainsi l'influence si profonde exercée sur cette branche du droit privé par les idées de la Révolution.

Punir les pères dans leurs enfants, disait Bossuet (2), c'est les punir dans leur bien le plus réel, c'est les punir dans une partie d'eux-mêmes que la nature leur a rendue plus chère que leurs propres membres et même que leur propre vie ; en sorte qu'il n'est pas moins juste de punir un homme dans ses enfants que de le punir dans ses membres et dans sa personne.

En admettant même que ce raisonnement soit vrai au point de vue de l'efficacité du châtiment, il l'est moins au point de vue de l'efficacité de la peine, puisqu'il fait supporter à des enfants innocents le poids d'une faute commise par leurs parents.

En 1779, à la veille de la grande crise qui allait bouleverser la société, l'avocat-général Séguier disait :

On a reconnu que le frein le plus fort qu'on a apporté aux

(1) D'AGUESSEAU, 1772, *Dissertation sur les Bastards*, t. VII, p. 381 et suiv. et 416.

(2) *Tratité de la Connaissance de Dieu et de soi-même*, chap. iv, n° 41

conjonctions illicites était de flétrir, en quelque sorte, les enfants qui en étaient le fruit..... de là le principe admis dans presque toutes nos coutumes que les enfants naturels ne peuvent venir à succession,..... Il était juste de punir ce crime jusque dans les enfants en privant les père et mère de la satisfaction qu'ils auraient eue à verser des bienfaits sur le fruit de leur union criminelle.

C'est le même raisonnement que celui de Bossuet, il a les mêmes défauts.

II. — LA CONDITION DE L'ENFANT ADULTÉRIN SOUS LA RÉVOLUTION ET PENDANT LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE

§ 1^{er}. — *Influences ayant agi sur cette condition.*

Mais les grands philosophes étaient nés dont les idées nouvelles allaient saper le vieil édifice de l'Ancien Régime et mettre sur la façade du nouveau le mot d'Egalité. Les doctrines des Montesquieu, des Rousseau et des Voltaire commençaient à échauffer les esprits et allaient bientôt entrer dans le domaine de l'action. Leur influence devait, d'ailleurs, dépasser de loin les prévisions de ceux qui les avaient émises et faire, des réformes qu'ils demandaient, un bouleversement social, une Révolution.

En ce qui touche notre matière, comme bien d'autres du droit privé, il importe de remarquer que les réformes profondes qui furent appliquées ne furent l'œuvre des

philosophes qu'à leur insu. On trouve bien quelques plaidoyers en faveur des enfants nés hors mariage chez les écrivains de l'époque. En 1758, Wolff, disciple de Leibnitz, écrivait (1) : *On ne saurait imputer aux enfants illégitimes le défaut de leur naissance ; et, par conséquent, les droits et les obligations entre eux et leurs parents sont naturellement les mêmes que ceux qui concernent les enfants légitimes. La tache qu'on leur reproche n'est point naturelle, et c'est leur faire injure que de répandre sur eux, à cause de cela, une sorte d'opprobre.*

L'Encyclopédie renfermait également le passage suivant en faveur du bâtard : *Dans l'ordre de la nature, la condition des bâtards et des enfants légitimes est la même, parce qu'ils sont tous du même sang ; mais elle est inégale dans le droit civil qui prononça contre les bâtards l'incapacité de succéder à leur père et même de recevoir de lui des dons et des legs considérables... Cette loi est bien dure et je me demanderais volontiers ce que les mœurs y ont gagné.*

Mais ni Voltaire qui s'attaqua à tant d'iniquités, ni Rousseau, le grand égalitaire du Contrat Social, ne parlèrent en faveur du bâtard, encore moins de l'adultérin. Bien plus, Montesquieu dans l'Esprit des Lois, au chapitre : « Des lois sur les Bâtards (2), écrit : « *Dans les Républiques, où il est nécessaire que les mœurs soient pures, les bâtards doivent être plus flétris que dans les monarchies.* Il ajoute

(1) *Abrégé en langue française d'un ouvrage latin sur le droit de la nature*, t. III, p. 59.

(2) *Esprit des lois*, liv. XXIII, chap. II et VI.

seulement : *On fit peut-être à Rome des dispositions trop dures contre eux.*

En 1786, si Robespierre, plus tard trop célèbre, proposait, en vrai disciple de Rousseau, dans un discours qu'il prononça à Arras (1) sur les bâtards, de *modifier dans un sens plus conforme à l'humanité des lois empreintes de la barbarie d'un autre âge*, c'était beaucoup plus aux inégalités sociales du bâtard qu'il s'attaquait, qu'à la place défavorable faite dans la famille à cet enfant : *Je ne proposerai pas, ajoutait-il, de leur accorder le droit de famille, de les appeler avec les enfants légitimes à la succession de leurs parents; non! pour l'intérêt des mœurs, pour la dignité du lien conjugal, ne souffrons pas que les fruits d'une union illicite viennent partager avec les enfants de la loi les honneurs et le patrimoine des familles auxquels ils sont étrangers à ses yeux.*

Comment, dès lors, expliquer que, quelques années plus tard, la Convention soit allée si loin en faveur du bâtard et même de l'adultérin, alors que ce même Robespierre occupait, dans cette Assemblée, une situation prépondérante jusqu'à être une dictature.

C'est que les idées d'égalité sociale et de liberté semées par les philosophes avaient eu le temps de germer et de produire des fruits qu'eux-mêmes n'avaient pas prévus. C'est que ce besoin de nivellement s'était répandu partout,

(1) Discours de l'Académie d'Arras, 27 avril 1786. — HAMEL, *Histoire de Robespierre*, t. I, p. 58 et 59.

en dehors même de la vie politique, dans le droit privé et dans la famille. On dut s'armer, pour avancer dans cette voie, de l'article 1^{er} de la Déclaration des Droits de l'Homme : *Les hommes naissent et demeurent égaux en droit*, sans prendre garde, souvent, qu'il y avait à la suite : *Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune*.

Quelques considérations politiques plaidèrent également en faveur du bâtard ; le désir notamment d'attacher les enfants naturels à la cause de la Révolution, tout en frappant ses adversaires dans leur fortune. Le souci de cette considération se manifeste dans certains discours, notamment dans un discours de Chabot, que nous retrouverons plus loin.

Mais la considération principale, directe, primordiale, ici comme toujours, fut le relâchement des liens du mariage. Ce qui est spécial à l'époque, c'est que ce relâchement, au lieu d'être le résultat d'une dépravation des mœurs, comme dans la société romaine et dans d'autres sociétés antiques, fut une conséquence de l'esprit d'égalité et de liberté, dont chacun se prévalut. Partant de ce principe que l'égalité et la liberté sont dans la nature, il était naturel qu'on cherchât à affranchir la femme de la dépendance à l'égard de l'homme, dans laquelle l'ancien Régime l'avait tenue. C'est ce qu'on fit en établissant un divorce facile et rapide, basé au besoin sur le consentement mutuel, sur la simple volonté des époux, sans même d'indication de motif ou sur l'incompatibilité d'humeur (*Décret du*

20 septembre 1792, complété par le décret du 4 floréal, an II).

Les liens du mariage ainsi relâchés, la solidité de la famille, ainsi ébranlée, il devait évidemment en résulter une amélioration de la condition du bâtard ; l'adultérin lui-même devait trouver grâce devant l'opinion. Ce résultat ne manqua pas de se produire et à un degré qu'exagérât encore les besoins d'égalité qui animait les esprits de l'époque, égalité entre les enfants d'une même famille comme entre tous les hommes.

Liberté, égalité, défense de l'individu, voilà les idées qui, rendant le mariage moins sévère, devaient, par voie de conséquence, adoucir la rigueur de la législation à l'égard du bâtard adultérin.

§ 2. — *Le bâtard pendant la période intermédiaire
de 1789 à 1795 (1).*

Certains cahiers des Etats Généraux, notamment ceux du Tiers, demandaient l'amélioration de la condition du bâtard ; ceux du Tiers de Tréguier, de Lannion, de Dinan, s'attaquaient surtout au droit de bâtardise, qui accordait la dévolution de la succession du bâtard aux seigneurs et en demandaient l'attribution, pour une part, au Clergé, pour l'autre, aux héritiers du bâtard ; certains autres cahiers, ceux du Tiers-Etat du baillage de Dijon, de la

(1) ARON, *Etude sur le Droit civil de la Révolution. Les successions*, p. 26.

noblesse du baillage de Tours allaient plus loin et demandaient qu'on leur donnât comme à l'étranger, notamment dans les *Etats de l'Empereur*, une existence civile et politique... attendu que la nation française ne doit le céder à aucun autre en humanité (1).

Toutefois ces vœux encore timides et isolés ne frappèrent pas la Constituante, qui avait tant à faire à cette époque ; c'est seulement en dehors de cette Assemblée qu'un publiciste, Peuchot, étonné qu'on ne s'attaquât pas à cette injustice, rédigea un projet de législation sur le bâtards (2) : *Quand l'Assemblée Nationale, disait-il, n'aurait point fait une loi positive de l'égalité de droit de tous les hommes ; quand elle n'aurait point établi sur les bases de la raison les moyens de bonheur et de liberté sociale, la justice naturelle, la religion et la philosophie se réuniraient pour demander la proscription de la bâtardise... pour effacer de la législation française ces distinctions insensées et barbares qui privent l'homme en naissant de ses droits les plus chers et le frappent d'une excommunication qu'il n'a pas méritée.*

Peuchot demandait pour le bâtard l'intégralité des droits de famille, l'égalité pure et simple entre l'enfant

(1) Dijon, A. P., t. III, p. 140. Tours, A. P., t. IV, p. 43. Dinan, t. III, p. 49. Les cahiers de la Sénéchaussée de Saint-Brieuc demandaient que les biens des bâtards ne passent plus aux seigneurs et « qu'ils soient donnés aux fabriques des paroisses ou a des bureaux de charité. »

(2) *Moniteur*, 2 juillet 1790 et 4 janvier 1891. Voir aussi SAGNAC *Lég. civile de la Révolution Française*, pages 317 et 318.

légitime et l'enfant naturel, sans distinguer s'il était ou non adultérin.

Accueilli et défendu par Le Chapelier, vivement combattu par beaucoup d'autres, le projet sombra ; la Constituante, pressée de travaux, passa outre, se contentant d'abolir, avec bien d'autres droits de l'ancien Régime, celui de bâtardise (1).

La condition de l'infortuné bâtard n'en était guère changée.

L'Assemblée Législative fut sollicitée par une pétition de M^{me} Grandval (2), qui, après un plaidoyer d'une éloquence passionnée et toute féminine en faveur de l'enfant naturel, implorait pour lui, au moins, le droit d'hériter de sa mère et de recevoir ses libéralités. L'Assemblée accueillit la pétitionnaire, lui fit l'honneur de l'écouter, mais ne fit rien pour lui donner satisfaction. Dans son sein, pourtant, un membre du Comité de Législation établit un projet qui donnait dans la succession de ses parents à l'enfant naturel simple, la moitié de ce qu'il aurait eu s'il avait été légitime, à l'adultérin des aliments. La Législative, occupée par la sécularisation de l'Etat Civil, n'eut pas le temps d'examiner ce projet.

C'était la Convention, cette assemblée, dont l'activité

(1) Droit qui permettait au Seigneur de s'approprier la succession du bâtard quelle que soit la descendance de ce dernier.

(2) *Moniteur*, XI, 727. SAGNAC, précité. *Thèse Raymond*, Province, 1908, t. LXXXVI. *De la légitimation des enfants adultérins et incestueux*.

grandiose forgea tant de lois et dont la folie sublime fit tomber tant de têtes, qui devait s'attaquer à l'iniquité dont souffrait le bâtard.

Au mois de mars 1793, ayant chargé son Comité de Législation de lui présenter un projet de décret sur les Enfants Naturels, c'est Cambacérès qui est chargé du rapport. Le 4 juin 1793, il fait son rapport à l'Assemblée et demande d'accorder à ces enfants une part dans les successions de leurs parents qui les auront reconnus ; toutefois, il apporte à ce droit de successibilité des restrictions destinées à protéger l'institution du mariage. *Par toutes ces attentions, dit-il, par ces scrupules, le législateur aura environné le mariage d'une garde d'honneur.* Cambacérès avait compris par quel lien étroit sont liés la filiation naturelle et l'avenir de la famille légitime.

Le même jour, 4 juin, la Convention, habituée à agir sans retard, vote le principe du droit de succession des enfants naturels à leurs père et mère.

Puis, influencé peut-être par Berlier et par Chabot qui ne craint pas de dire au Club des Jacobins : « *Que me parle-t-on de mariage ? Il n'est d'autre mariage que celui de la nature,* » Cambacérès oublie un peu sa première prudence et veut aller plus loin : jusqu'à assimiler l'enfant naturel à l'enfant légitime.

Au mois d'août 1793, il fait un second rapport, où il demande l'assimilation complète entre l'enfant légitime et l'enfant naturel. La discussion sur ce rapport s'engage en septembre, ouverte par un discours de Chabot : *Vous*

avez ajourné à la séance d'aujourd'hui, dit-il, une des grandes questions qui doivent fixer notre révolution, celle de la succcessibilité des enfants naturels. Ils ont combattu, comme vous, pour la liberté et l'égalité ; comme vous, ils doivent jouir de leurs bienfaits ; pourrions-nous les priver de cet avantage ?... la société a intérêt de diviser les fortunes ; ce n'est point en les abandonnant à des muscadins collatéraux que l'on parviendra à ce but, mais bien en les livrant à des enfants que des lois bizarres condamnaient à l'opprobre et à la misère et à qui nous devons rendre tous leurs droits.

Cambacérés, désormais partisan de l'assimilation complète, parle dans le même sens et appuie son second rapport : *Tous les enfants indistinctement, dit-il, ont le droit de succéder à ceux qui leur ont donné l'existence. Les différences établies entre eux sont l'effet de l'orgueil et de la superstition. Elles sont ignomineuses et contraires à la justice... et si le mariage est une institution précieuse, son empire ne peut s'étendre jusqu'à la destruction de l'homme et des droits du citoyen (1).*

Il emporte l'avis du Comité de Législation, puis celui de la Convention tout entière et fait aboutir la loi du 12 Brumaire, an II (2 novembre 1793) intitulée : *Décret relatif aux droits des enfants nés hors mariage.*

A l'égard de l'enfant naturel simple, la loi était non l'application et le développement du principe voté le 4 juin, mais la résultante des idées nouvelles beaucoup

(1) *Moniteur du 2 Brumaire an II.*

plus avancées, défendues par Chabot et Cambacérès.

Dans sa simplicité brutale elle assimilait purement et simplement, au point de vue du droit de succession, l'enfant naturel à l'enfant légitime.

Article 1^{er}. — Les enfants actuellement existants, nés hors mariage, seront admis aux successions de leurs père et mère...

Article 2. — Leurs droits de successibilité sont les mêmes que ceux des autres enfants.

Prenant le contre-pied absolu de l'Ancien Régime qui accordait peu de droits au bâtard, mais lui rendait facile la preuve de sa filiation, la loi nouvelle exigeait, pour que l'enfant pût prétendre à ces précieux avantages, qu'il eût été volontairement reconnu ou que sa filiation fut prouvée par écrit ou par possession d'état. Le législateur de l'an II avait voulu supprimer ainsi ces recherches de paternité fréquentes et abusives, dont les procès, à eux seuls, étaient des scandales.

Puis la loi, d'ailleurs assez confuse, se perdait dans une foule de dispositions transitoires, dont la principale consistait à en faire rétroagir les effets aux successions ouvertes avant le 14 juillet 1789, à condition qu'elles ne fussent pas encore partagées. Cette disposition transitoire, un peu abusive, eût suffi, à une autre époque, à empêcher l'application de la loi, en soulevant des protestations véhémentes. En cette année 93, où on n'hésitait pas à guillotiner le moindre mécontent, elle ne souleva pas plus d'observations que le reste de la loi.

A l'égard de l'enfant adultérin, qui doit surtout nous occuper ici, que décidait cette loi si égalitaire ? (1)

Dans son rapport du 4 juin, Cambacérès proposait que les droits de succession ne fussent applicables qu'aux enfants naturels simples et non aux enfants adultérins « *Tout ce qu'on peut dire en faveur des enfants naturels issus de personnes libres, n'est applicable ni à ceux nés de conjonctions illicites, ni à ceux dont l'existence est le fruit de la débauche et de la prostitution.* »

Il ne paraît pas très ferme dans cette disposition d'esprit, car trois jours plus tard, le 7 juin, au maire de Montbard, lui annonçant la naissance d'un enfant naturel, après quatre autres issus de son mariage et lui disant son espoir qu'il pourrait recevoir une part égale aux légitimes, Cambacérès répondait (2) : *...Le principe est consacré et c'est déjà un grand pas. Les articles de développement et de détail ne tarderont pas à occuper l'attention du Comité et celle de la Convention Nationale. Je félicite le jeune citoyen qui vous doit le jour de n'être pas la victime de nos vieilles erreurs et de nos atroces préjugés.*

N'était-ce pas dire que le jeune enfant adultérin du maire de Montbard devait recevoir satisfaction de la prochaine loi ?

D'ailleurs Cambacérès, après le mois de juin, devient beaucoup plus radical, nous l'avons vu. Et cette égalité

(1) ARON, déjà cité, p. 59.

(2) Documents inédits sur les enfants naturels. SAGNAC, *Appendice*, p. 929. *Archives nationales*, D. M. 380, cahier de juillet 1793.

de traitement entre tous les enfants, légitimes, naturels ou adultérins qu'il a écartée dans son premier rapport, il la défend au mois d'août devant le Comité de Législation. Seul, l'avis de la majorité de ses collègues, l'empêche de faire son second rapport dans ce sens. Il indique cette disposition d'esprit dans ce rapport : *Ce n'est pas de mes propres pensées que je devais vous entretenir, c'est de la discussion du Comité. On a pensé presque unanimement que le respect des mœurs, la foi du mariage, les convenances sociales ne permettaient pas de comprendre dans la disposition les enfants de ceux qui étaient déjà liés par des engagements.*

La Convention adopta la manière de voir du Comité de Législation ; après avoir assimilé, notamment au point de vue successoral, l'enfant naturel simple à l'enfant légitime, la loi de Brumaire stipula :

Article 13. — Sont exceptés ceux de ces enfants dont le père ou la mère était, lors de leur naissance, engagé dans les liens du mariage. Il leur sera seulement accordé à titre d'aliment le tiers, en propriété de la portion à laquelle ils auraient droit, s'ils étaient nés dans le mariage.

Ainsi, la loi distingue les enfants adultérins des naturels simples au point de vue des droits dans la succession de leurs parents. Encore est-elle bien favorable, puisqu'au lieu de leur allouer seulement une pension alimentaire, quelle que soit l'importance de la succession, ainsi que le fera le Code civil, elle leur accorde un tiers de la succession ; c'est improprement qu'elle a dit à titre d'aliments, car ce

tiers de la succession pourra être très important et atteindre, dans certains cas, les proportions d'une forte part.

Bien plus, si les enfants adultérins ne sont pas nés en pleine opposition avec l'institution du mariage, si les liens qu'il engendre sont relâchés par une séparation de corps, lors de leur naissance, la rigueur déjà modérée de la loi fait aussitôt trêve ; les droits qu'elle leur enlevait par son article 13, elle les rend à ceux-ci par l'article 14 ainsi conçu :

Article 14. — Néanmoins s'il s'agit de la succession de personnes séparées de corps par jugement ou acte authentique, leurs enfants nés hors du mariage exerceront tous les droits de successibilité énoncés dans l'article 1^{er}, pourvu que leur naissance soit postérieure à la demande en séparation.

Voici donc réglé d'une manière précise par la loi du 12 Brumaire, an II, les droits successoraux de l'enfant adultérin.

Avant de quitter cette matière de la transmissibilité des patrimoines, il y a lieu de se demander si la loi a maintenu pour l'enfant adultérin quelque-une de ces prohibitions de recevoir à titre gratuit de ses parents, qu'avait connues l'ancien droit et que l'article 908 de notre Code civil a conservées.

Elle n'en parle pas. Pour l'enfant naturel simple, la question ne se pose pas, puisqu'elle l'a relevé de toutes les déchéances. Pour l'enfant adultérin, il est très probable que son esprit libéral n'a pas conçu cette restriction de recevoir à titre gratuit, la plus rigoureuse peut-être de toutes les incapacités qui s'appliquent à cet enfant. Le

libellé de l'article 13, rédigé sous forme d'exception, et devant, comme tel, être interprété restrictivement, ne permettrait pas d'en douter, même si l'esprit de la loi ne suffisait à rendre cette opinion évidente.

Comment la loi a-t-elle traité les autres éléments de la condition juridique de cet enfant, notamment sa reconnaissance et sa légitimation ? C'est là un point aussi important que la successibilité.

Comment l'enfant adultérin, sous le régime de la loi de l'an II, va-t-il prouver sa filiation et ainsi recueillir le bénéfice des dispositions édictées en sa faveur. Devra-t-il, pour cela, être reconnu par ses parents, cette reconnaissance est-elle licite et quelles en sont les conditions ? Et allant plus loin encore, l'enfant adultérin pourra-t-il rechercher ses père et mère si ces derniers négligeaient de les reconnaître ?

La loi de Brumaire stipule dans son article 8 : *Pour être admis à l'exercice des droits ci-dessus dans la succession de leur père décédé, les enfants nés hors mariage seront tenus de prouver leur possession d'état. Cette preuve ne pourra résulter que de la représentation d'écrits publics ou privés du père, ou de la suite des soins donnés, à titre de paternité et sans interruption, tant à leur entretien qu'à leur éducation. La même disposition aura lieu pour la succession de leur mère.*

Cette loi qui vise les enfants nés hors mariage comprend-elle dans ses dispositions l'enfant adultérin et lui applique-t-elle le même traitement ?

Si on ne se base que sur la place des articles de la loi qui visent l'enfant adultérin (1) et sur la forme de leurs dispositions (2), on pourrait croire que cet enfant n'ait droit ni à la reconnaissance volontaire par ses parents, ni à la recherche de sa filiation.

Pourtant ce n'est guère l'esprit de cette loi libérale à l'excès. Cette interprétation reviendrait à empêcher l'enfant adultérin d'exercer un droit que la loi vient de lui conférer ; cela paraît d'autant plus loin de l'idée du législateur révolutionnaire, qu'il a pris ses précautions pour limiter ce droit dans des proportions convenables. Il est infiniment probable que les Conventionnels, moins effrayés que les législateurs du Code civil par la filiation adultérine n'hésitaient pas à accorder à l'enfant qui nous occupe, le droit d'être reconnu volontairement, comme celui de rechercher ses parents, trop oublieux de leur rejeton.

Quant à la légitimation la loi n'en parle pas, ni concernant l'enfant naturel simple, ni, à plus forte raison l'adultérin. Le renvoi qu'elle fait à l'article 10 : *A l'égard des enfants nés hors du mariage, dont le père et la mère seront encore existants lors de la promulgation du Code civil, leur état et leurs droits seront, en tous points, réglés par les dispositions du Code*, indique que son intention était de remédier seulement provisoirement en attendant la mise en vigueur

(1) Article 13 précité.

(2) « Sont exceptés ceux de ces enfants, etc... »

du Code alors en préparation, aux injustices les plus flagrantes. Elle se contente de fixer le droit successoral des enfants naturels et adultérins et de réglementer la recherche de la paternité qui avait donné lieu à tant d'abus sous l'ancien Régime. Pour le reste, la loi de l'an II renvoie au Code qui devait la suivre et la remplacer. Il ne faut donc rien chercher dans la loi de Brumaire sur la légitimation à laquelle elle n'a pas songé, mais qu'elle aurait certainement traité dans un esprit large et libéral.

Telles sont les dispositions de cette loi du 12 Brumaire, an II, qu'il est particulièrement intéressant d'examiner au moment où le législateur du ^{xx}^e siècle, sous la pression des idées qui évoluent, revient aux hardiesses de la Révolution. Et ce qui mérite notre attention, c'est moins ce que les conventionnels ont fait que ce qu'ils ont voulu faire, c'est moins le résultat que l'effort, moins l'application que les principes. Partant d'une idée d'égalité, de justice et aussi de haine du préjugé, ils sont allés au secours de ces innocents persécutés qu'étaient les enfants naturels. Ils ont relevé le bâtard de la condition misérable que lui avait faite l'Ancien Régime, ils ont cherché à effacer la tache originelle dont la faute de ses parents l'avaient injustement marqué. Dans un élan de générosité, ils ont pris la défense du faible, ils ont secouru l'enfant quel qu'il soit, quelque regrettable que soit sa filiation.

Mais le souci de la conservation de la société et de la nation, la nécessité de défendre la famille les a arrêtés dans cet élan. Ils se sont trouvés en face de l'éternel di-

lemne, qui pèse sur cette grave question de législation, défense de la famille ou défense de l'enfant, défense de la société ou défense de l'individu. Alors ils ont ralenti leur ardeur et, à regret, ils ont modéré leurs faveurs à l'égard de l'enfant adultérin dont la situation se trouve par trop en contradiction avec l'institution du mariage. Ceci doit servir d'enseignement au législateur d'aujourd'hui, pour lui montrer qu'il est une limite aux faveurs qui peuvent être accordées à l'enfant adultérin, limite ne pouvant être franchie qu'au détriment de la solidité de l'édifice familial et social.

Elle était encore trop belle la part que la loi de Brumaire avait faite à cette classe d'enfants. Autoriser la reconnaissance de l'enfant adultérin, lui donner une part successorale encore importante, c'était bien pour les législateurs hardis de la Révolution, c'était trop pour les législations qui suivirent. Pour elle un morceau de pain, lui-même encore discuté, sera suffisant pour l'enfant adultérin et il sera refusé aux parents de lui donner autre chose.

§ 3. — *La réaction contre le bâtard. Sa condition de 1795 jusqu'au Code civil.*

Jusqu'en 1795, le législateur est animé des grands principes philosophiques de la Révolution de liberté, d'égalité entre tous les hommes et même entre hommes et femmes, générosité envers tous les individus et même envers les plus faibles, les enfants.

Après 1795, l'esprit philosophique cède devant l'esprit juridique. On revient au respect des traditions ; on reprend les anciennes idées d'autorité, d'intérêt public et quelquefois d'intérêt privé.

La loi du 12 Brumaire an II (septembre 1793) avait donné à ces dispositions un effet rétroactif jusqu'au 14 juillet 1789. Au nom des principes juridiques, c'est à cette rétroactivité qu'on s'attaque d'abord. Après l'avoir supprimée le 3 Vendémiaire an IV (25 septembre 1795), puis rétablie le 25 du même mois (1), une loi du 15 Thermidor an IV (2 août 1796) reporte les effets de la loi de Brumaire du 14 juillet 1789 au 4 juin 1793, date à laquelle fut voté le principe de la loi. C'est à ce mois de juin 1793 qu'est limitée sa rétroactivité et les bâtards ayant recueilli leurs parts dans les successions de leurs parents, ouvertes du 14 juillet 1789 au 4 juin 1793, doivent rapporter, sous réserve seulement des revenus d'un tiers de ces parts, qu'ils sont autorisés à conserver.

Une loi du 2 Ventôse an VI (20 février 1798) supprime tout à fait cette rétroactivité et réduit de moitié la part de tout enfant naturel reconnu après le mariage.

Ici on retourne pas à pas aux antiques rigueurs. La famille reprend ses droits au détriment de l'individu si cher aux révolutionnaires de 1793.

Le ton des rapporteurs de ces lois a bien changé. Camba-

(1) DUVERGIER, VIII, 404.

cérès fait toujours partie des Commissions, mais il y parle un autre langage.

De même son collègue, Siméon (1) : *Trop maltraités sous l'Ancien Régime, déclare ce dernier, les enfants nés hors mariage furent trop favorisés sous le Nouveau. On confondit les droits de la nature avec les droits civils, et l'on oublia que les individus en faveur desquels on appliquait si largement les premiers, avaient des concurrents pour qui la nature ne réclamait pas d'une voix moins puissante et qui avaient de plus en leur faveur l'autorité et la garantie des lois sociales, la sainteté du mariage, le lien et le pacte des familles... il ne faut pas envisager la nature seule. Certes elle ne met aucune différence dans la naissance des individus. Mais la sociabilité mais la moralité qui nous élèvent si haut au-dessus de la condition des bêtes, ne nous permettent pas de ne pas considérer quelles circonstances ont présidé à sa naissance.*

Ainsi de 1795 à 1800, se produit un recul de l'esprit philosophique devant l'esprit juridique. De 1800 jusqu'à la confection de notre Code civil, ce mouvement s'accroît et l'esprit juridique inspire complètement la législation. La tradition de l'Ancien Droit, le Droit Romain lui-même reprennent une place prépondérante. On s'aperçoit qu'en voulant tout niveler, on a tout détruit et on s'inquiète. *Vouloir changer tout d'un coup les lois d'un tel peuple, dit Boulay de la Meurthe au Tribunat (2), c'est un contre-sens*

(1) Rapport 18 Messidor an V, p. 30 et p. 24. A. D. XVIII, C. t., 453, p. 22.

(2) FENET, X, 431. Même page, BOULAY : « Il faut tracer entre les

dans lequel on n'est tombé que trop souvent dans le cours de la Révolution, ce n'est pas ainsi que marche la nature.

§ 4. — *L'enfant adultérin lors de la rédaction du Code.*

C'est dans cet esprit de réaction contre les idées de la Révolution, au milieu de cette renaissance des traditions anciennes, où se rencontraient d'étroits préjugés et de sages prudences, que fut élaboré le Code civil. C'est de cet esprit que sont animés les quatre jurisconsultes, Tronchet, Portalis, Maleville et Bigot-Préameneu, chargés par le gouvernement consulaire de préparer un projet de Code. Ils reviennent à la tradition : *Jamais*, dit l'un d'eux, *un peuple ne s'est livré à la périlleuse entreprise de se séparer subitement de tout ce qui l'avait civilisé et refaire son entière existence.* Et encore : *Les théories nouvelles ne sont que les maximes de quelques individus ; les maximes anciennes sont l'esprit des siècles* (1).

Les hommes d'État sont dans les mêmes dispositions ; Bonaparte traite les questions avec le souci unique de l'intérêt de la nation qu'il gouverne quand ce n'est pas le souci de son intérêt personnel et celui surtout de son autorité.

Le consul Cambacérès renie les idées du conventionnel et reprend la prudence et la modération de l'ancien conseiller

enfants légitimes et les enfants naturels, une ligne de séparation parfaite. »

(1) LOCRÉ, I, 271-272. Discours préliminaire du Projet de la Commission.

à la *Cour des Aides d'Aix* (1). Il ne parle plus comme en 1793 des regrets qu'il a de traiter l'enfant adultérin autrement que l'enfant naturel simple et le légitime. Il revient, avant tous les autres, aux idées juridiques de l'Ancien Régime.

Dans la Commission chargée de rédiger le projet du Code et dont sa nouvelle dignité de Consul empêcha Cambacérès de faire partie, il ne fallut pas moins que l'influence bienfaisante de Portalis pour éviter aux rédacteurs du Code de faire une œuvre de réaction ; c'est grâce à lui qu'il est une œuvre de transaction, où l'esprit philosophique et l'esprit juridique ont chacun leur place, où les idées de liberté et d'égalité ne sont pas bannies, mais sont subordonnées à celle d'autorité.

La condition de l'enfant naturel et de l'adultérin ne pouvait que se ressentir profondément de ce nouvel esprit. Elle devait d'autant plus s'en ressentir, que cette réaction avait porté atteinte quelques années plus tôt à l'institution du divorce, tel que l'avait conçu l'Assemblée Législative. Par une loi du premier jour complémentaire de l'an V (17 septembre 1797), le législateur du Directoire avait, dans une forte proportion, diminué les facilités de son admission, rendu ses formes plus rigoureuses et ses cas plus étroits. Or nous savons combien l'institution du divorce et celle du mariage touchent à la condition des enfants naturels et adultérins. Resserrer les liens du mariage en rendant leur rupture plus difficile, c'est pré-

(1) SAGNAC, *Législation civile de la Révolution française*, p. 393-394).

parer une législation plus rigoureuse pour ces enfants.

C'est ce qui ne manqua pas de se produire.

Les défenseurs, que ces malheureux bâtards auraient pu garder, eussent d'ailleurs été intimidés par la volonté contraire de Bonaparte : *La Société*, dit-il, pendant la discussion du Code, *n'a aucun intérêt à ce que les bâtards soient reconnus*. Comment mieux peindre que par cette courte formule l'esprit d'une époque qui sacrifiait l'individu à la Société ?

Aussi l'enfant naturel simple, s'il a conservé jusque dans le Code son droit à la reconnaissance, à la légitimation, s'est-il vu discuter et parfois interdire le droit de rechercher ses parents et surtout restreindre son droit successoral.

Quant à l'enfant adultérin, il semble qu'on l'ait tout d'abord un peu oublié. Le projet présenté le 24 Thermidor, an VIII par la Commission de rédaction (1) n'en faisait pas mention au titre *De la paternité et de la filiation*. C'est seulement au titre *Des Successions* que le projet le mentionnait pour lui accorder, dans la succession de ses parents une part variable entre le sixième ou le douzième de cette succession. Le projet ajoutait (*Livre III, titre I^{er}, section II*).

Article 68. — Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent qu'au cas où l'enfant adultérin et incestueux a été légalement reconnu et dans les cas où il peut l'être.

Article 69. — Toutes les règles établies dans la section

(1) Composée de Tronchet, Bigot de Préameneu, Portalis et Malleville.

précédente à l'égard des enfants naturels nés de personnes libres, sont communes aux enfants adultérins et incestueux, en ce qui peut leur être applicable.

La rédaction de ces deux articles montrait qu'il y avait une lacune dans le projet, puisqu'on y parlait de reconnaissance d'enfant adultérin dont il n'était fait mention nulle part ailleurs. Toutefois, on semblait bien admettre la possibilité de cette reconnaissance ; c'était là l'important.

Lorsque le projet fut soumis à l'examen des Cours et des tribunaux, la Cour d'appel de Lyon remarqua ces deux articles et s'en émut. Elle formula une observation dont certains passages sont fort intéressants (1) : *La loi en accordant au titre des successions, des aliments aux enfants naturels adultérins... ajoute ces mots : légalement reconnus... Serait-il possible que la loi autorisât la déclaration publique et authentique... de l'adultère ?*

Ce ne sont pas précisément les actions immorales qui anéantissent les mœurs lorsqu'elles demeurent ensevelies sous le voile d'un mystère impénétrable ; le mystère lui-même est un hommage aux mœurs ; ce n'est pas même leur publicité, si l'opinion publique les flétrit, si elle voue au mépris les êtres immoraux ; mais si l'opinion publique, si la loi elle-même les tolère, si elle n'en proscriit pas les fruits, l'immoralité triomphe, la vertu est dédaignée ; bientôt par une contagion

(1) Projet de Code civil, observation des Tribunaux d'appel sur le Code civil, liv. I, p. 40. V. aussi FENET, t. X, p. 76 et 42. V. aussi PLANIOL, t. I, n° 1539.

funeste, il n'y a plus de mœurs, plus de vertu, et qu'est-ce qu'une nation sans vertu et sans mœurs ?

Il est donc impossible que la loi autorise... un libertin à publier légalement et impunément qu'il est capable d'adultère. La loi peut tolérer une faiblesse, elle ne peut supporter un crime ; s'il existe, elle doit le punir.

La Cour de Lyon demandait, en conséquence, la prohibition de la reconnaissance de l'enfant adultérin, la nullité de celle qui aurait pu être faite et des peines correctionnelles pour les parents et pour l'officier de l'état-civil, qui se seraient permis de le faire.

Les législateurs du Code firent leur profit de cette importante observation. On s'en rend compte en lisant, dans l'*Exposé des Motifs* que fit Bigot du Préameneu lors de la présentation du projet au Corps Législatif (1) : *La reconnaissance des enfants adultérins... serait de la part du père et de la mère l'aveu d'un crime. Il a été réglé qu'elle ne pourrait avoir lieu qu'au profit d'enfants nés d'un commerce libre.*

C'était la prohibition de la reconnaissance de l'enfant adultérin, telle qu'elle est passée dans le Code.

On a voulu également éviter, continue Prémeneu, le scandale public que causerait l'action judiciaire d'un enfant adultérin... qui rechercherait son état dans la preuve du délit de ceux qu'il prétendrait en même temps être les auteurs de ses jours. Ils ne seront, dans aucun cas, admis à la recherche soit de la paternité, soit de la maternité.

(1) Séance du 20 ventôse an II, avant-projet, articles 331 et 338. V. aussi FENET, t. XII, p. 30.

C'était la prohibition de la recherche de filiation adultérine.

Par ailleurs, Bigot du Préameneu ajoute : *Si l'intérêt des mœurs a fait admettre la légitimation par mariage subséquent, ce même intérêt s'oppose à ce qu'elle ait lieu, si les enfants ne sont pas nés de pères et de mères libres. Les fruits de l'adultère... ne sauraient être ensuite assimilés à ceux d'un hymen légitime.*

C'était enfin, pour l'enfant qui nous occupe, la prohibition de la légitimation.

Plus tard, lorsqu'on en arriva au droit de succession, ce fut au tour de Treilhard d'expliquer les rigueurs du projet à l'égard de l'adultérin (1). Il le fit en ces termes : *Remarquez, je vous prie, que cet avantage (le droit successoral) n'est accordé qu'à l'enfant reconnu ; or, la reconnaissance d'enfants adultérins ou incestueux n'étant pas permise... ils ne pourront réclamer la portion des enfants naturels. Cependant comme la recherche de la maternité... pourrait entraîner la preuve de commerces adultérins ou incestueux, il a bien fallu assurer des aliments aux fruits malheureux de ces désordres révoltants ; mais on n'a pas dû pousser plus loin l'indulgence ; il serait inutile de justifier devant vous cet article ; et puisse notre siècle être assez heureux pour n'être jamais témoin de son application.*

On ne pouvait jeter à l'enfant adultérin un morceau de pain avec plus de mépris.

(1) FENET, t. XII, p. 231.

Le Corps Législatif discuta et admit ces idées en formulèrent les articles 331, 335, 342, 762 et suivants du Code civil, lesquels ont constitué, jusqu'à ces dernières années, à peu près toute la législation concernant la condition juridique des enfants adultérins.

Après avoir examiné les diverses fluctuations que subit cette condition, il y a un siècle, sous la poussée des idées de la Révolution et sous la réaction qui suivit ; avant d'entreprendre l'étude du mouvement actuel et de se demander s'il n'est, lui aussi, qu'un essai éphémère, ou s'il est, au contraire, le résultat d'une évolution durable, il nous faut parcourir brièvement cette législation du Code civil dont s'accommoda le *xix^e* siècle et dont le *xx^e* ne songe qu'à s'affranchir.

DEUXIÈME PARTIE

L'Enfant adultérin dans le Code Civil

Pour examiner d'une façon méthodique la condition de l'enfant adultérin dans le Code civil, il nous faut déterminer quel est, dans cette législation, son état au sens juridique du mot, quels droits lui sont accordés, quelles obligations lui sont imposées.

I. — NATURE DE L'ADULTÉRINITÉ

Et tout d'abord il est nécessaire de préciser les circonstances dans lesquelles un enfant peut être qualifié d'adultérin.

Nous savons qu'un enfant naturel est adultérin, quand il est né d'une personne mariée et d'un autre que le conjoint de celle-ci. Mais à quel moment faut-il se placer pour apprécier sa filiation ? Est-ce au moment de sa naissance ou au moment de sa conception ? Pour que l'enfant soit adultérin, l'un de ses auteurs devait-il être marié au moment où l'enfant a été conçu, ou suffit-il qu'il le soit lors de sa naissance ? Les auteurs et la Jurisprudence s'accordent pour admettre que la conception seule a de l'importance et que c'est d'elle qu'il faut s'occuper. Cette solution ne semble pas respecter la lettre de l'article 335 qui ne parle que de la naissance (1) ; mais elle est rationnelle, la filiation d'un enfant résultant, non du fait de sa naissance, mais évidemment du commerce qui l'a procréé.

Une question beaucoup plus discutée est celle de savoir comment on pourra fixer la date de cette conception. Devra-t-on recourir aux présomptions des articles 312 et 315 du Code civil, et, en conséquence, dire que l'enfant sera adultérin, si l'un de ses auteurs où tous les deux n'étaient

(1) Article 335. Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants *nés* d'un commerce incestueux ou adultérin.

pas libres pendant le laps de temps qui s'est écoulé entre le 300^e et le 180^e jour qui a précédé sa naissance ? Ou devra-t-on, au contraire, laisser aux Tribunaux le soin de déterminer, selon les circonstances, à quelle époque se place la conception ? C'est, à n'en pas douter, la première de ces solutions qui doit être admise. L'arbitraire du juge, en matière d'état, doit être écarté le plus possible ; le Code n'en a pas voulu ; c'est pourquoi il a établi les présomptions des articles 312 et 315, préférant être souvent dans l'inexactitude plutôt que de laisser une matière aussi délicate à l'appréciation d'hommes susceptibles d'erreurs ou de passions. Si ces articles ont été écrits pour l'enfant légitime, à vrai dire, il n'y a guère de raison de ne pas les appliquer par analogie à l'enfant naturel.

Ainsi, faisant application des présomptions légales, pendant le laps de temps compris entre le 300^e et le 180^e jour qui ont précédé la naissance de l'enfant, l'un de ses auteurs était-il dans les liens du mariage avec une tierce personne, l'enfant est adultérin et ne peut être admis à faire la preuve contraire.

Ici pas de difficultés ; mais si, l'un de ses auteurs étant libre, l'autre est dans les liens du mariage seulement pendant une partie des 121 jours critiques ; par exemple, ce dernier, libre pendant les 100 premiers jours, se marie à ce moment. L'enfant sera-t-il réputé conçu pendant les 100 premiers jours et partant naturel simple, ou pendant les 21 jours qui suivent et partant adultérin ? Ici encore certains auteurs proposent de laisser chaque espèce à l'ap-

préciation des juges ; mais nous préférons nous ranger à un avis contraire et interpréter la présomption légale dans le sens le plus favorable à l'enfant. Dans l'exemple qui nous occupe, l'enfant sera naturel simple comme né moins de 300 jours après la fin de la liberté d'un de ses parents. C'est suivre ainsi les préférences de la loi, qui présume toujours la filiation légitime plutôt que la filiation naturelle, celle-ci plutôt que l'adultérine.

Pour être exacte, la définition de l'enfant adultérin doit être complétée ainsi :

C'est l'enfant dont l'un au moins des auteurs est marié avec une tierce personne à l'époque de sa conception, celle-ci calculée d'après les présomptions du Code civil.

II. — ETAT DE L'ENFANT ADULTÉRIN

Ce qui, dans la condition de l'enfant adultérin, mérite le plus d'attention est son état ; il détermine exactement, comme celui de toutes les personnes juridiques, la place que cet enfant occupe dans la société.

En l'espèce, cette place n'est pas brillante et la loi n'a guère réglementé l'état de cet enfant que par des prohibitions.

§ 1^{er}. — *Prohibition de la reconnaissance.*

L'enfant naturel simple peut être reconnu par ses parents, il peut rechercher sa mère, et quelquefois son père,

pour en tirer une reconnaissance forcée ; enfin, avantage inestimable, il peut être légitimé par le mariage de ses parents.

Ces avantages, dont le dernier est considérable, ont-ils été accordés à l'enfant adultérin ?

Nullement. Pour lui, pas de reconnaissance, pas de recherche de paternité ni de maternité, pas de légitimation, autant dire pas d'état. Il est en marge de la loi, qui l'a trouvé trop abject pour s'intéresser à lui.

La reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce... adultérin, dit l'article 335.

Cette prohibition se manifeste de deux façons. D'une part, il est interdit aux officiers de l'état civil de dresser l'acte de reconnaissance d'un enfant adultérin, interdiction qui ne se trouve nulle part formellement dans la loi, mais qui s'y trouve implicitement ; elle n'empêchera, d'ailleurs pas toujours, de telles reconnaissances de se produire en fait, les parties se gardant bien de révéler à l'officier de l'état civil la filiation adultérine. D'autre part, la reconnaissance qui aurait été surprise à la bonne foi de l'officier de l'état civil est radicalement nulle.

Sur le premier point, il y a lieu de se demander quand la reconnaissance sera réputée s'appliquer à un enfant adultérin et devra, par suite, être refusée ou annulée ; sur le second, si cette nullité est absolue ou laisse subsister quelques-uns des effets de la reconnaissance ainsi annulée.

Pour répondre à la première question, il faut distinguer trois cas :

1^o Si les parents de l'enfant, tous les deux mariés, chacun avec une tierce personne au moment de la conception, ont reconnu dans un même acte ou dans des actes distincts le fruit de leur double adultère, les deux reconnaissances sont évidemment nulles.

2^o Si, au contraire, l'enfant a été conçu par une personne mariée et par une libre, et que cette dernière seule l'ait reconnu, cette reconnaissance est valable ; car si la filiation est adultérine en fait, elle n'est pas légalement connue, et c'est précisément cette révélation que la loi prohibe. L'enfant sera considéré comme naturel simple, à moins, toutefois, que l'auteur libre n'ait commis la maladresse de désigner comme autre auteur un homme ou une femme mariée.

3^o Enfin, si dans une troisième hypothèse, on suppose que l'enfant est reconnu par ses deux auteurs, dont l'un est libre, l'autre marié, il faut faire la distinction suivante : ou bien les deux auteurs, l'un libre, l'autre marié, font leur reconnaissance par un seul et même acte ; affirmant ainsi la filiation adultérine, ils font un acte nul, et nul pour tous les deux ; la reconnaissance de l'auteur libre tombe comme l'autre ; ou bien ils font deux reconnaissances séparées, alors elles doivent être envisagées chacune isolément. Celle de l'auteur libre est valable, pourvu que le nom de l'autre parent ne soit pas indiqué, celle de l'auteur adultère est radicalement nulle, et n'ayant pas d'existence, ne peut vicier l'autre.

Il résulte de ces explications que la rigueur de la loi à

l'égard de la reconnaissance de l'enfant adultérin ne reçoit, en fait, qu'une demi application. Le plus souvent celui de ses auteurs qui est libre peut le reconnaître ; l'autre parent restant inconnu, rien ne vient révéler l'adultère. Si même ce dernier, dans un but quelconque, par exemple pour créer un ennui à son ou à sa complice, voulait ensuite le reconnaître, il n'y parviendrait pas ; l'article 335 l'en empêcherait ou annulerait sa reconnaissance, laissant intacte la situation de l'enfant vis-à-vis de son auteur libre.

Il faut se féliciter de ce résultat que le législateur n'a peut-être pas prévu. Ne serait-il pas barbare d'empêcher, par exemple, une fille de reconnaître son enfant, parce qu'il paraît avoir été conçu par un homme marié. Les liens qui le lient à sa mère en sont-ils moins étroits, et à qui donc la reconnaissance qu'elle en fait peut-elle nuire ?

Quant au père, s'il s'intéresse à son enfant adultérin, il ne pourra pas, à vrai dire, le reconnaître, mais il pourra lui léguer toute la quotité disponible de son patrimoine, c'est-à-dire beaucoup plus que s'il l'avait reconnu.

On peut même ajouter que cette application mitigée d'une loi trop rigoureuse l'a seule rendue supportable pendant un siècle ; et le législateur d'aujourd'hui qui apporte des modifications ne doit pas oublier que la législation du Code est beaucoup moins dure qu'elle ne le paraît, ses rigueurs manquant le plus souvent leur but.

§ 2. — *Nature de la nullité de la reconnaissance.*

Une autre question agitée dans la doctrine est celle de savoir si la reconnaissance de l'enfant adultérin est radicalement nulle, d'une nullité absolue, ou si, au contraire, certains effets de la reconnaissance peuvent subsister. Beaucoup d'auteurs et non des moindres pensent que la nullité doit être limitée à la filiation : par suite de l'annulation de la reconnaissance, l'enfant n'est pas le fils de celui qui a eu le tort de le reconnaître, mais il peut toutefois se servir de cette reconnaissance nulle pour réclamer des aliments ; de même les tiers peuvent s'en armer contre lui pour faire réduire les libéralités qui lui auraient été consenties.

Sans vouloir entrer dans la discussion de cette question délicate qui nous ferait sortir de notre sujet, nous pensons, qu'au contraire, la reconnaissance est nulle d'une nullité absolue, et ne peut être invoquée ni pour, ni contre l'enfant. C'est conforme à l'esprit de la loi qui, à tort ou à raison, considère comme nuisible à l'ordre public la reconnaissance de la filiation adultérine et veut ignorer cette filiation. Reconnaître le moindre effet à une telle reconnaissance, c'est donner à l'enfant adultérin la faculté de réclamer ses droits dans des débats, où le scandale de sa filiation sera étalé au grand jour. Or, c'est précisément ce que la loi n'a pas voulu.

§ 3. — *Prohibition de la recherche de la filiation.*

Ainsi, l'enfant adultérin ne peut être reconnu volontairement par ses parents. Mais l'enfant naturel a, pour prouver sa filiation, un autre moyen, l'action en réclamation d'état. Si, en général, la recherche de la paternité est interdite par nos lois, peut-être à tort d'ailleurs, celle de la maternité est admise. Il suffit à l'enfant naturel de prouver, d'une part, que telle femme qu'il prétend être sa mère est accouchée, d'autre part, qu'il y a identité entre l'enfant dont elle est accouchée et lui-même, pour qu'il soit considéré comme son fils. C'est la reconnaissance judiciaire ou forcée. Cette reconnaissance forcée, notre Code la refuse à l'enfant adultérin comme il lui a refusé la reconnaissance volontaire. L'article 342 complète l'article 335 : *Un enfant ne sera jamais admis à la recherche, soit de la paternité, soit de la maternité, dans le cas où, suivant l'article 335, la reconnaissance n'est pas admise.* C'est toujours la même idée ; la loi ne veut qu'en aucune façon la filiation adultérine puisse être connue. Jamais il ne pourra rechercher son père, dans les cas où, exceptionnellement, cette recherche est permise à l'enfant naturel ; jamais il ne pourra rechercher sa mère.

Cette prohibition absolue empêche que la filiation de l'enfant adultérin soit invoquée pour ou contre lui ; prohibition qui, par suite, pourra lui être salutaire, en empêchant, par

exemple, des tiers de demander, par application de l'article 908 (1), la réduction des libéralités qui lui auraient été faites.

Cette prohibition pourra lui servir encore en empêchant l'annulation d'une reconnaissance faite par un homme libre, sous le prétexte que l'enfant reconnu est né d'une femme mariée et de cet homme. Ce cas s'est, à différentes reprises, présenté dans la pratique (2).

Ainsi la rigueur de la loi vient, ici encore, en aide à l'enfant adultérin.

§ 4. — *Cas où la filiation adultérine a une existence juridique.*

A ce point de nos observations une question se pose au commentateur.

Si, comme nous venons de le voir, la reconnaissance, tant volontaire que forcée de l'enfant adultérin, est interdite, il semble que l'étude de sa condition doive s'arrêter ici.

Il n'existe pas, tout simplement : la loi l'a rayé de la vie juridique, elle l'ignore.

Pourquoi le Code s'est-il occupé ailleurs de cet enfant qui ne doit pas exister à ses yeux ? Pourquoi a-t-il réglé sa condition juridique, pourquoi lui a-t-il délimité sa part

(1) Art. 908. Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donation entre vifs ou par testament au delà de ce qui leur est accordé par les art. 762, 763 et 764.

(2) Paris, 8 mai 1879, D. 82.1.203. Sous cassation, 16 février 1881. Cassation, 13 juin 1882, D. 82. 1.308.

héréditaire ou la quotité des libéralités pouvant lui être faites ?

Est-ce une inadvertance du législateur ? Son insistance à déterminer la condition de l'adultérin ne permet pas de le croire. Il a certainement compris que si, dans la pratique, on devait trouver peu d'enfants adultérins par suite des prohibitions qu'il a établies, il se présenterait toutefois des cas où une filiation adultérine se trouverait prouvée légalement. Il a pensé que ces quelques cas méritaient deux ou trois articles ; c'est pour eux qu'ont été insérés les articles 762 et suivants et 908. En cela, le législateur du Code a fait preuve d'un esprit juridique sûr, qu'aidait l'expérience de l'Ancien Droit.

Le plus fréquent peut-être de ces cas est celui qui se présente chaque fois qu'il y a désaveu de paternité, lorsque ce désaveu est possible, conformément aux articles 312 et 313. Le fait par le mari de prouver que l'enfant né et conçu pendant le mariage appartient à la femme et n'a pas été conçu de ses œuvres, établit d'une façon évidente la filiation adultérine.

Une variété de ce cas est celui auquel donne lieu l'article 325 (1). Un enfant réclame sa filiation légitime à la fois contre une femme et contre le mari de celle-ci ; s'il

(1) Liv. I, tit. VII, chap. II, *Des preuves de la filiation des enfants légitimes...*

Art. 325. La preuve contraire pourra se faire par tous les moyens propres à établir que le réclameur n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

réussit à prouver sa filiation vis-à-vis de la femme, mais qu'il échoue vis-à-vis du mari, la filiation qu'il a prouvée est adultérine. Pour que ce cas se présente, les deux actions en réclamation doivent être intentées simultanément. Sinon, la première des deux actions, l'action en recherche de maternité établirait une filiation légitime ou naturelle simple, l'enfant ne serait pas admis à intenter la seconde, puisqu'elle tendrait alors à prouver une filiation adultérine.

Enfin, il est un troisième cas de nature à se présenter rarement, mais qui pourtant n'est pas purement théorique (1). Il faut supposer qu'un jugement passé en force de chose jugée a admis à tort la preuve d'une filiation adultérine. A l'égard de ceux auxquels ce jugement est opposable, la filiation adultérine est définitivement établie.

Enfin, l'annulation d'un mariage pour cause de bigamie peut créer un quatrième cas dans lequel une filiation adultérine se trouvera légalement prouvée. Il suffit de supposer que les deux époux étant de mauvaise foi, leur

(1) Cass., 12 déc. 1854. D. 55. 1. 53. Req., 3 août 1908, D. 1909. I. 48
Une filiation adultérine peut se trouver légalement établie par la force même des choses lorsqu'elle est fondée non sur un acte de reconnaissance, mais sur les constatations d'une décision passée en force de chose jugée. Il en est ainsi notamment, lorsqu'elle intervient comme conséquence du rapprochement de deux décisions ayant acquis l'autorité de la chose jugée, constatant l'une la paternité d'une personne déterminée, l'autre qu'à l'époque de la conception de l'enfant cette personne était engagée dans les liens du mariage...

union ne peut valoir comme mariage putatif ; les enfants qui en sont issus ne pouvant, dès lors, prétendre au bénéfice de la légitimité sont adultérins. Cependant on en a douté, en faisant remarquer que le mariage étant nul, la présomption de paternité cesse d'exister ; rien ne prouve que l'enfant soit conçu des œuvres du mari, la maxime *Pater is est...* n'a pas d'effet, puisque le mariage est nul, l'enfant est donc simplement naturel. Nous ne pouvons admettre cette manière de voir, quelque désir que nous puissions avoir d'être favorable à l'enfant. Le mari ayant eu ici, comme ailleurs, le droit d'obliger sa femme à le suivre et à co-habiter avec lui, et cette co-habitation rendant infiniment probable sa paternité, il y a les mêmes raisons d'admettre la maxime *Pater is est* et de déclarer l'enfant adultérin. Il y a lieu de remarquer, toutefois, qu'il en est ainsi, seulement si les deux époux sont de mauvaise foi ; l'un d'eux est-il de bonne foi, le mariage est putatif et les enfants sont traités en enfants légitimes.

Tels sont les cas, assez peu fréquents d'ailleurs, où il peut arriver qu'une filiation adultérine soit légalement prouvée. Ces cas constituent des exceptions ; en principe, telle est la volonté de la loi, la filiation adultérine ne doit pas être prouvée et l'enfant adultérin ne doit pas avoir d'existence juridique.

En fait, est-il si rare que des enfants soient le fruit d'un adultère ? Nullement. L'adultère est fréquent et les enfants auxquels il donne naissance nombreux. Mais la loi ne veut pas les connaître ; pour les ignorer, elle a établi une pré-

somption presque toujours irréfragable de paternité à l'égard du mari de la mère. C'est la grande règle déjà maintes fois citée, principe de toute l'organisation de la famille et de la société, *Pater is est quem nuptiæ demonstrant*.

Comment dès lors pourrait-il, autrement que dans des cas exceptionnels, exister des enfants adultérins, puisque le mari de la mère est réputé être le père de l'enfant, même si le contraire est évident, comme dans les cas si pratiques d'impuissance du mari, ou de ressemblance frappante de l'enfant avec un tiers. Voici pour les enfants adultérins par la mère qui, aux yeux de la loi sont purement légitimes, sauf exceptions.

Quant à ceux qui pourraient l'être à l'égard de leur père, la prohibition de reconnaissance par le père marié, suffit à rendre leur filiation adultérine à peu près impossible. Ils ne peuvent être réputés qu'enfants naturels simples.

C'est ainsi que, journellement, nous pouvons coudoyer des enfants adultérins, qui, aux yeux de la loi et du monde, sont scrupuleusement légitimes ou tout au plus naturels simples.

§ 5. — *Prohibition de la légitimation.*

Si rare que soit l'existence légale de l'enfant adultérin, l'article 321 a pris soin de lui refuser la légitimation accor-

dée à l'enfant naturel simple en cas de mariage de ses parents.

La reconnaissance étant un élément de la légitimation, il a paru logique de priver l'enfant adultérin de ce bénéfice. Ainsi lui est enlevé le plus précieux avantage accordé au bâtard, le droit de cesser de l'être pour devenir légitime, le droit d'effacer sa tache originaire. Sous l'empire du Code, c'était pour toujours que l'adultérin était marqué de sa déchéance ; rien ne pouvait l'en relever. Vainement la femme de son père pouvait disparaître, vainement celui-ci épousait son ancienne maîtresse, mère de son enfant, dans les cas où il n'en était pas empêché par les dispositions de l'article 298 (1), l'enfant issu de ces deux personnes mariées ensemble restait pour toujours en dehors de la famille nouvellement fondée. Ses frères ou sœurs naissaient légitimes, il demeurait adultérin ; étranger légalement à ceux qui étaient ses frères et sœurs par le sang.

Nous verrons dans quelle mesure une loi récente (2) est venue modifier cette législation, pour la rendre moins rigoureuse, nous verrons ce qu'elle a fait et ce qui reste à faire.

Avant de quitter cette question passionnante de la légitimation, il y a lieu de dire un mot d'un cas qui s'en rapproche, celui de l'enfant conçu alors que l'un des deux

(1) Art. 298. Dans le cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice. *Aujourd'hui abrogé.*

(2) Loi du 7 novembre 1907.

auteurs était marié avec une tierce personne, mais né après que cette tierce personne a disparu et que ses deux auteurs se sont mariés ensemble. Est-il adultérin ou légitimé par ce mariage ? Rigoureusement, il devrait être adultérin (1), puisque, d'une part, c'est la conception seule qui importe, et que, d'autre part, la légitimation de l'adultérin est impossible. Pourtant certains auteurs (2), et certains arrêts (3) s'inspirant peut-être d'arguments de fait plutôt que de considérations juridiques, ont préféré admettre qu'il était légitime comme tout enfant né dans le mariage. Nous préférons cette opinion, moins juridique peut-être, mais moins rigoureuse ; car elle évite d'exercer, à l'égard d'un innocent, une sévérité bien inutile.

Pour en terminer avec l'état de l'enfant adultérin dans le Code civil, il reste à dire quelques mots de la possibilité ou de l'impossibilité pour lui d'être adopté. Certains auteurs (4) ont pensé à ce moyen pour lui de reconquérir, en cas d'adoption par ses parents, une place légale auprès d'eux. Il y a lieu de remarquer surtout que l'hypothèse est peu pratique, partant qu'elle a peu d'intérêt. En fait, l'enfant né d'un adultère pourra être souvent adopté par l'un

(1) En ce sens, PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. I, n° 1559.

(2) DEMOLOMBE, t. V, n° 61 à 63.

(3) Poitiers, 19 juillet 1875, D. 76. 2. 28. Lyon, 6 avril 1870, D. 70. 2. 227.

(4) BEBEL, cité par VERNHES, *Thèse*, Province, 1902, t. LXVI. *Des enfants adultérins et incestueux*.

de ses parents, mais en profitant seulement de l'ignorance dans laquelle est tenue sa filiation ; parce qu'on ne verra en lui que l'adoption d'un enfant quelconque par une personne quelconque, le lien secret qui unit l'un et l'autre ne pouvant être révélé que dans des cas exceptionnels. Pour que le cas se présentât, il faudrait admettre qu'une personne voulut adopter un enfant dont la filiation a été prouvée, dans les hypothèses assez rares, où nous avons vu qu'elle pouvait l'être. La Jurisprudence n'a jamais eu à examiner cette situation, mais seulement des cas où l'adoption était attaquée comme s'appliquant à un enfant adultérin, que l'un de ses auteurs avait à tort reconnu. Or, cette reconnaissance était nulle en elle-même, l'enfant était, par suite, un étranger pour l'adoptant et pouvait, évidemment, être adopté par lui. D'où il résulte encore une fois que les prohibitions dirigées contre l'adultérin peuvent parfois lui servir. Si le cas se présentait dans toute son intégrité, pourquoi ajouter une nouvelle rigueur à la loi déjà si dure, pourquoi refuser à l'adultérin l'adoption qu'on accorde à l'enfant naturel simple dont la situation, à ce point de vue, n'est pas différente ? Rien ne paraît devoir l'empêcher.

III. — DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ENFANT ADULTÉRIN

Sur l'étude des droits et obligations de l'enfant adultérin, il y a lieu, comme le Code lui-même, d'être très bref ;

ces droits et ces obligations n'ont en effet d'objet qu'autant que l'enfant adultérin peut exister comme tel ; or, nous venons de voir, en étudiant son état, que légalement son existence sera très rare.

En fait, l'enfant qui est le fruit prouvé d'un adultère, ne pourra, le plus souvent, ni exercer les droits à lui conférés, ni subir les obligations que la loi lui impose puisqu'elle commence par l'empêcher de prouver sa filiation.

Pourtant, en vue des quelques cas énumérés ci-dessus, où sa filiation pourra être établie légalement, il y a lieu de fixer ses droits et ses obligations.

§ 1^{er}. — *Ses droits.*

En droit public, l'enfant adultérin a les mêmes droits que les plus légitimes. Il est un citoyen comme les autres, il a, comme eux, des droits d'électeur et peut avoir accès à toutes les fonctions publiques. C'est là un bienheureux héritage de la Révolution ; si misérable soit-il, rien ne l'empêche de monter, si sa valeur ou les circonstances l'y aident, aux plus brillantes destinées. A vrai dire, il aura rarement en mains les armes pour y réussir, mais c'est déjà beaucoup qu'il n'en soit pas empêché radicalement. L'Ancien Droit a ignoré cette égalité politique.

Mais c'est en Droit Privé qu'il faut examiner quels sont ses droits ; c'est dans la famille qu'il faut le suivre, famille peu étendue puisqu'elle comporte tout au plus le père et

la mère, sans aïeux ni collatéraux. A peine admet-on par décence un empêchement au mariage de l'adultérin avec ses frères et sœurs légitimes.

Un droit qu'on lui reconnaît assez généralement est celui de porter le nom de son auteur dont la paternité ou la maternité est légalement prouvée. Le plus souvent ce sera le nom de la mère, la source la plus fréquente de filiation adultérine constatée étant le désaveu du mari.

On lui accorde ordinairement aussi un droit à l'éducation, le mot étant pris dans un sens large et comprenant, pour les parents, l'obligation de l'entretenir pendant son enfance et de l'élever. L'article 203 (1) rattache, il est vrai, ce droit *au fait seul du mariage*. Mais on a été unanime à considérer que c'était là une inadvertance du législateur, l'obligation pour les parents d'élever leurs enfants découlant, non du mariage, mais du fait de leur naissance. Comme on a reconnu à l'enfant naturel simple un droit formel à l'éducation, on doit le reconnaître à l'adultérin.

Droit à des aliments. — Le Code civil, muet sur les autres droits de cet enfant, n'en reconnaît explicitement qu'un seul. Dans son article 762, il lui accorde *des aliments* dont il détermine la quotité dans son article 763 *eu égard aux facultés du père et de la mère, au nombre et à la quotité des héritiers légitimes*.

La place de ces deux articles au titre des successions,

(1) Les époux contractent ensemble, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants.

leur libellé même, ont fait penser qu'il s'agissait seulement du droit successoral de l'enfant adultérin à l'égard de ses père et mère. Cependant il faut y voir, en outre, autre chose : le droit à une pension alimentaire du vivant de ses parents. Le Code ne l'a pas dit, mais l'obligation alimentaire est trop naturelle pour être discutée ici : *qui fait l'enfant, doit le nourrir*, disait Loysel dans son bon sens un peu brutal. L'enfant adultérin a droit d'exiger de ses parents une pension alimentaire, et c'est le droit qu'en pratique il aura le plus souvent à faire valoir.

Après leur mort, c'est cette même pension, ces mêmes aliments qu'il pourra seulement recueillir dans leur succession.

Que seront cette pension, ces aliments ? Ils seront, dit le Code, proportionnels aux facultés des parents ; c'est le droit commun en matière alimentaire. Ils seront également proportionnels au nombre et à la qualité des héritiers. C'est là une disposition toute spéciale ; plus il y aura d'héritiers et plus ils seront proches, moins sera belle la part de l'enfant adultérin ; son caractère d'intrus dans la famille sera, en effet, plus flagrant.

Il y a lieu de remarquer ceci : Si la loi calcule la part de l'enfant adultérin eu égard aux facultés des parents, elle n'entend pas moins réduire cette part à un morceau de pain, la fortune des parents ou leur succession fût-elle riche à plusieurs millions ; en effet, dans son article 764, le Code stipule qu'au cas où ses parents lui auraient fait apprendre *un art mécanique*, l'enfant adultérin n'aurait

droit à aucune part dans leur succession. Par art mécanique on est d'accord pour entendre tout métier permettant à l'enfant de subvenir à ses besoins matériels. S'il peut gagner son pain par lui-même, a pensé le législateur, il est inutile de le lui donner. N'est-ce pas dire que son droit dans la succession de ses parents se limite à celui de ne pas mourir de faim, puisqu'il disparaît dès que sa subsistance est assurée.

On reconnaît généralement, bien que ce soit contesté (1), que l'enfant adultérin peut réclamer les aliments auxquels il a droit, soit sous forme d'une rente viagère payée par les héritiers, soit sous forme d'un capital représentatif de cette rente. Mais puisqu'il s'agit d'aliments, si dans la suite l'enfant acquiert une aisance suffisante, il a paru logique d'admettre qu'ils cessent d'être dus. Au contraire, ses besoins augmentent-ils par suite d'infirmités, ou par une impossibilité survenant d'exercer *l'art mécanique* qui devait le faire vivre, on admet qu'il n'a le droit de rien demander aux héritiers, puisqu'il n'était créancier que de la succession de ses parents, laquelle n'existe plus. C'est volontairement que nous disons « créancier de la succession », car il ne vient pas comme héritier, mais seulement comme créancier d'une dette d'aliments.

Telle est l'excessive rigueur à laquelle les meilleurs esprits ont dû arriver pour appliquer logiquement les données du Code.

(1) PLANIOL, t. III, n° 1847.

Prohibition de recevoir à titre gratuit. — Bien plus, le législateur de 1804 a cru n'avoir pas assez fait contre l'enfant adultérin ; il a craint que le père ou la mère de cet enfant, plus généreux que lui ou simplement humain, veuille donner à ce malheureux enfant un peu plus qu'une maigre pension destinée à assurer ses besoins matériels. Il l'a interdit. Même, s'il le veut, l'auteur de l'enfant adultérin ne pourra, par testament ou par donation, lui donner autre chose que les seuls aliments auxquels il a droit. Ainsi l'ordonne l'article 908 (1).

Cet article stipule à l'égard de l'enfant naturel simple une incapacité de recevoir à titre gratuit analogue, mais dans des proportions plus larges. La loi de 1896 a pris soin d'ajouter que, seuls les très proches parents du donateur ou du testateur pourraient se prévaloir de cette interdiction à l'égard de l'enfant naturel simple. Il n'a rien dit de semblable concernant l'enfant adultérin, de telle sorte que tout intéressé peut s'en prévaloir contre lui. Par exemple, une personne riche, n'ayant aucun héritier présomptif, a un enfant adultérin dont la filiation s'est trouvée établie par l'un des moyens que nous connaissons. Elle n'a aucun moyen légal de laisser à son enfant autre chose, dans sa succession, qu'une pension alimentaire. Lui donne-t-elle ou lui lègue-t-elle une part plus importante, toute personne intéressée et même l'Etat peuvent demander la

(1) Art. 908. Les enfants naturels ne pourront, par donation entre vifs ou par testament, rien recevoir au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions.

réduction de cette libéralité. Si cette personne laisse quelques parents éloignés, il ne lui sert à rien de faire renoncer, souvent moyennant compensation, ce parent à invoquer l'article 908 ; après sa mort, l'héritier pourra revenir sur sa renonciation. La Jurisprudence ne la reconnaît pas valable.

Si cette législation concernant l'enfant adultérin recevait, en fait, son application, elle serait à peu près intolérable à force d'être dure. Heureusement, il n'en est rien en pratique. Toutes ces sévérités de la loi viennent, le plus souvent, se briser contre l'inexistence légale de l'enfant adultérin. Ces difficultés n'ont l'occasion de s'exercer qu'à l'égard des enfants adultérins dont la filiation adultérine se trouve être établie. Or nous avons vu que leur nombre est relativement rare.

Dans la presque unanimité des cas, l'enfant adultérin reste étranger à ses parents qui peuvent, par suite, lui donner toute la quotité disponible. C'est ce qui ne manque pas d'arriver journellement ; des enfants nés d'un adultère, mais dont la filiation n'est pas établie, reçoivent de leurs parents des libéralités importantes.

La Jurisprudence avait voulu à une époque (1) faire respecter cette législation rigoureuse en annulant les libéralités non pour incapacité, la filiation adultérine n'étant pas reconnue, mais pour cause illicite. S'il est interdit, pensait-elle, de vérifier cette filiation, il n'est pas défendu

(1) Cass., 31 juillet 1860, D. 60. 1. 458.

de constater l'opinion que le testateur avait de cette filiation ; or, dans tous les cas où cette opinion du testateur était révélée d'une manière quelconque, la libéralité ayant pour mobile une adultérinité présumée, devait être annulée. Heureusement, la Jurisprudence s'est arrêtée dans cette voie ; afin de ne pas violer les textes formels qui s'opposent à toute recherche de filiation adultérine, elle a décidé d'annuler seulement les libéralités qui contiendraient *en elles-mêmes* la preuve de l'opinion du testateur visée plus haut. Ainsi, pour prendre un exemple pratique, une libéralité faite dans un testament à un enfant adultérin sera annulée seulement si le testateur déclare qu'il dispose en faveur de son enfant adultérin (1). C'est déjà beaucoup ; et il eut été regrettable de voir la jurisprudence augmenter la rigueur d'une loi déjà si dure et dont la sévérité est loin, peut-être, d'être justifiée.

*
* * *

Un auteur récent (2) s'est demandé, relativement aux droits de l'enfant adultérin, si la loi du 9 avril 1898 pourrait lui être appliquée.

Un ouvrier meurt victime d'un accident de travail,

(1) Pau, 16 juin 1884, D. 85. 2. 254. Limoges, 27 février 1900, D. 1902. 2. 281.

(2) POUDES, *Thèse*, Bordeaux, 1905, t. LXVI.

laissant dans le besoin un enfant adultérin ; celui-ci a-t-il droit à la rente prévue par la loi pour les enfants de la victime d'un accident ? Le cas est peu pratique. Toutefois, il semble que ce droit étant reconnu à l'enfant naturel pris en général, l'adultérin doive en bénéficier, une exception ne pouvant se présumer. M. Martin Nadaud et les autres promoteurs de cette loi n'y ont pas songé, mais ils ont conçu leur loi dans un esprit trop libéral pour qu'on puisse supposer une prohibition qui n'est point exprimée et que rien ne justifie. En accordant le bénéfice aux *enfants naturels reconnus*, la loi de 1898 a voulu, évidemment, comprendre dans cette appellation les *enfants nés hors mariage* dont la filiation est légalement prouvée.

§ 2. — *Ses obligations.*

L'enfant adultérin a trop peu de droits pour avoir beaucoup d'obligations. Aussi n'y a-t-il que quelques mots à en dire.

Il n'a guère que celles qui sont imposées à l'enfant par le droit naturel et que le Code n'a pris la peine de consacrer qu'à la charge de l'enfant légitime, mais qui doivent être étendues à l'enfant adultérin, ces obligations découlant, non de la qualité de la filiation, mais du fait seul de la naissance.

Ainsi, pour des raisons de convenance, l'enfant adultérin, comme tout autre, doit, à tout âge, *honneur et respect à ses père et mère*.

Est-il tenu à l'obligation alimentaire envers ses parents ?
Question plus discutée.

Certains auteurs pensent que les parents ne doivent pas profiter de leur propre turpitude et ne peuvent rien exiger de leur enfant adultérin. Pourtant, il n'y a aucune raison assez bonne pour permettre à un enfant de laisser ses parents mourir de faim, quels que soient leurs torts, alors surtout que ceux-ci lui doivent des aliments et que la réciprocité est l'un des caractères de l'obligation alimentaire.

On s'est demandé si l'enfant adultérin était soumis à la puissance paternelle, comprenant droit d'éducation, de correction, jouissance et administration légales. Il semble que la discussion, sur ce point, soit impossible, l'enfant adultérin étant, avant tout, un enfant naturel, et celui-ci étant toujours en simple tutelle. L'adultérin le sera comme lui.

Ce sont à peu près les seules observations pouvant rentrer dans ce cadre des obligations de l'enfant adultérin.

Telle est, rapidement esquissée, la condition, dans le Code, de cet enfant, dont il n'a pris soin de parler que pour lui être défavorable et dont il a voulu nier jusqu'à l'existence, comme s'il dépendait de lui qu'un être existât ou n'existât pas.

Plutôt que de vouloir le rayer de la liste des mortels, n'aurait-il pas dû reconnaître franchement que l'enfant adultérin put exister et le traiter d'une façon un peu plus humaine. La loi que d'autres situations aussi délicates n'a pas effarouchée, n'aurait-elle pas dû regarder celle-ci en

face et réglementer un peu plus soigneusement la condition de l'enfant qui nous occupe. Elle qui s'est si souvent trouvée en présence de l'adultère, devait-elle s'écarter de l'adultérin ?

C'est ce que nous allons nous demander dans la suite de cet ouvrage.

CHAPITRE PREMIER

ÉTUDE DE L'ÉVOLUTION DES IDÉES QUI A PRÉPARÉ LA RÉFORME DE 1307

Liée intimement à l'institution du mariage et à celle de la famille, la condition de l'enfant adultérin, à quelque époque qu'on se place, ne peut être comprise, si l'on n'a pris soin, tout d'abord, d'examiner ces deux institutions dont elle subit les fluctuations.

Etudier l'enfant naturel et l'adultérin sans s'occuper de la faveur ou du mépris dans lequel est tenu le mariage, du respect ou de l'indifférence qu'on témoigne à la famille, c'est enregistrer les effets sans en chercher les causes, c'est analyser une condition sans savoir ce qui l'a rendue meilleure ou pire.

C'est pourquoi il était intéressant de remonter dans l'histoire, au moins jusqu'à la Révolution Française. A cette époque bouleversée, sous la poussée d'un individualisme excessif, d'un besoin effréné de liberté et d'égalité, les bases du mariage ancien, qui mettait la femme sous l'étroite dépendance de l'homme, sont ébranlées, le divorce est rendu facile, la famille elle-même est sacrifiée

à l'individu ; les raisons diminuent alors de sévir contre le bâtard, qui rentre en grâce auprès du législateur et voit sa condition s'améliorer d'une façon notable.

Aujourd'hui, sous l'influence d'autres causes, les idées évoluent dans le sens d'un relâchement des liens du mariage par la facilité du divorce, de l'excuse de l'adultère, d'un amoindrissement de la famille.

Cette évolution a les mêmes effets qu'en 1793 : une amélioration de la condition de l'enfant naturel et même de l'adultérin.

I. — AFFAIBLISSEMENT DE L'INSTITUTION DU MARIAGE (1)

Le mariage traverse actuellement une période critique, on est unanime à le reconnaître.

Un auteur récent (2), peut-être un peu pessimiste, n'a pas craint de réserver, dans l'un de ses ouvrages, un chapitre d'ailleurs remarquable à la *Crise du mariage*.

C'est en termes vigoureux qu'il constate cette crise.

En écrivant ces mots : Crise du mariage, dit-il, vais-je étonner le lecteur ? Et m'opposera-t-il tout d'abord une sorte de question préalable en s'écriant qu'on se marie de notre temps comme de tout autre ? Mais comment nier, dirai-je à

(1) Sur ce point. voir l'ouvrage de M. GIDE, *Condition privée de la femme*.

(2) M. HENRI JOLY, *De la corruption de nos institutions*, Paris, 1903. *La Crise du mariage*, pages 226 et suiv.

mon tour, que cette crise existe et qu'elle menace de s'envenimer, alors qu'un ministre, peut, à la tribune du Parlement, qualifier le divorce d'institution fondamentale du régime sous lequel nous vivons ; alors que les journaux socialistes, ayant tous les droits possibles à se qualifier de journaux officiels, prêchent l'union libre, ou que les plus modérés d'entre eux, pour ménager la transition, se contentent de réclamer, à l'heure actuelle, la reconnaissance d'un concubinat légal ; alors enfin que la magistrature, chargée d'appliquer les lois, mais chargée aussi de les préserver des interprétations abusives, s'applique à aggraver encore, par ses complaisances, celle qui a déjà porté au mariage les coups les plus rudes.

Mais si l'on se demande à quoi est due cette *Crise du mariage* l'entente devient moins facile. A des causes politiques ou économiques, disent les uns, nous venons de le voir ; fiscales ou juridiques, disent les autres ; scientifiques, prétendent quelques-uns ; religieuses et morales, pensent la plupart. A toutes un peu, peut-être.

Si la complication des formalités exigées pour la célébration du mariage civil, si un système fiscal qui protège trop peu le père de famille, si l'habitude de faire travailler la femme à l'atelier ou à l'usine, ont pu nuire dans une certaine proportion au mariage, c'est dans les mœurs surtout qu'il faut chercher les raisons de sa décadence, bien plus que dans quelques défauts de la législation.

Les idées font les lois, les lois influencent bien rarement les idées.

L'affaiblissement des idées chrétiennes et surtout l'inquiétante prédominance des tendances égoïstiques, l'extrême irritabilité des individus impatients des jougs les plus légitimes, font préférer, surtout dans les milieux ouvriers et dans les villes, l'union libre au mariage.

Il faut voir là le résultat de sentiments nouveaux, nés de la ruine de la croyance à l'immortalité de l'âme et à l'espoir d'une autre vie, nés aussi d'un besoin de liberté et d'égalité qui n'en est peut-être qu'une conséquence ; sentiments nouveaux que les jeunes cerveaux expriment d'un mot bien moderne, « on veut vivre sa vie ». Si on ne la vit pas suffisamment dans un mariage, qu'on trouve mal assorti ou qui a cessé de plaire, on ne se résigne plus, on veut la vivre autrement, dans l'adultère ou dans le divorce.

Cette évolution des idées vers la recherche d'un idéal terrestre, à défaut de l'idéal futur que promettaient les religions, ce besoin de jouir d'une vie dont on sent la brièveté, a mené au rétablissement du divorce et à l'excuse de l'adultère ; ce sont là les deux agents destructeurs du mariage.

Puisque la vie est courte et qu'on ne la vit qu'une fois, pourquoi la gâter en restant dans les liens d'un mariage qui, par suite de circonstances diverses, est devenu une lourde chaîne ; pourquoi respecter une union qui n'a plus d'attraits ?

*
* *

Le divorce a semblé un excellent remède permettant aux époux désunis de mettre fin à cette union et de cher-

cher ailleurs un bonheur que le mariage ne leur procurait plus.

Sans vouloir étudier les raisons qui ont guidé le législateur de 1886, ce qui sortirait du cadre de ce travail, il est juste de remarquer que le rétablissement du divorce est dû à ce courant d'idées. C'est pour pouvoir se refaire une vie, après qu'elle a été brisée, qu'on a préféré le divorce à la séparation de corps, laquelle détruit sans réparer. Le législateur a suivi l'évolution. Le divorce a été rétabli, et, par là, un coup funeste a été porté au mariage.

Dévié de ses conditions premières par une jurisprudence un peu large, servie d'ailleurs par des textes insuffisamment précis, le divorce fournit à ceux qui sont lassés du mariage un moyen facile d'en sortir.

En se prévalant de faits souvent anodins et très improprement parfois dénommés injures graves, les Tribunaux, par complaisance ou par tendance personnelles, en sont arrivés à laisser divorcer à peu près tous ceux qui le veulent.

Le mariage a cessé d'être indissoluble ; il a perdu, par là même, son caractère de haute solennité et de gravité.

Dans le *Bilan du divorce*, M. Hugues le Roux cite la parole d'un juge d'instruction, M. Guillot : *Le mariage considéré comme union indissoluble n'existe presque plus. C'est une conséquence de la passion d'indépendance sans limite, sans obstacle qui est l'état nouveau des esprits. On a besoin d'une liberté absolue, on ne veut être attaché par rien.*

La loi du 6 juin 1908, modifiant l'article 310 du Code civil, a encore facilité la dissolution du mariage en rendant

obligatoire, pour les Tribunaux, la conversion de séparation de corps en divorce après trois ans de séparation (1). *De par la loi l'époux malheureux, qui voudrait pourtant se contenter de la séparation, n'en est pas libre. Il faut... qu'au bout d'un certain temps il subisse le divorce, et voie se rompre complètement des liens qu'il aurait tenu à laisser subsister. De cette façon, celui qui, par passion, par fantaisie ou par calcul criminel, veut imposer la rupture définitive, est toujours sûr de venir à ses fins. Ce n'est plus le divorce proprement dit, c'est la répudiation à la mode païenne ou sauvage car le patient honnête et scrupuleux est forcément désarmé.*

Il est indéniable que cette facilité du divorce ait nui à la solidité du mariage. Devons-nous le déplorer autant que cet auteur que nous venons de citer ? C'est une question que nous ne pourrions examiner sans sortir du cadre de ce travail.

Ce qui nous suffit de constater ici, c'est que la crise du mariage est indéniable. Ce sont les conséquences de cette crise que nous avons à examiner.

*
* *

Dès lors qu'on a admis le remariage de l'époux divorcé, dès lors que le mariage n'a plus été l'union pour toute la vie d'un seul homme et d'une seule femme, il s'est rappro-

(1) M. HENRI JOLY, ouvrage précité. Il est à remarquer que lorsque cet auteur écrivait ses lignes, la loi de 1908 n'existait pas. Il déplorait donc déjà un état de choses que cette loi est venu aggraver.

ché, dans une certaine mesure, de l'union libre. Un lien qui n'est plus serré n'est presque plus un lien.

Par suite, l'union libre a paru moins choquante et plus excusable. Et d'évolution en évolution les enfants nés des unions libres, les enfants naturels ont profité de cette excuse et, dans une large mesure, sont rentrés en grâce devant l'opinion.

Le législateur qui subit la pression des idées et des mœurs, surtout dans les démocraties, a réalisé cette tendance et a largement amélioré la condition des enfants naturels, ainsi que nous le verrons.

C'est donc tout d'abord dans le courant d'idées qui a fait rétablir le divorce et qui a, par suite, amoindri le mariage, qu'il faut trouver par voie de conséquence une cause d'amélioration de la condition de l'enfant naturel et de l'adultérin.

Cette amélioration n'en est pas découlée d'une façon directe, mais en quelque sorte par contre-coup. Le divorce l'affaiblissement du mariage ont fait gagner à la famille naturelle ce qu'ils ont fait perdre à la famille légitime.

II. — AFFAIBLISSEMENT DE L'IDÉE DE FAMILLE

L'institution du divorce a modifié les rapports entre les parents et les enfants presque autant qu'il a modifié les rapports entre les époux ; de même que ceux-ci ne se

sentent plus liés l'un à l'autre indissolublement, quelles que soient les circonstances, de même les enfants ne sentent plus peser du même poids, sur eux, la puissance paternelle ; le fait seul qu'elle peut être discutée légalement et enlevée à celui à qui la nature semblait l'avoir confiée, a fait perdre à la puissance paternelle son caractère de puissance intangible, de délégation de la puissance divine. Et les malheureux enfants qui se sont trouvés dans cette crise terrible qui est le procès du divorce de leurs parents, qui sont ensuite privés légalement de l'un d'eux, ont vu leur situation se rapprocher singulièrement de celle de l'enfant naturel.

Dès lors, il est logique que celui-ci ait paru moins méprisable et qu'on se soit intéressé à lui. La famille naturelle s'est constituée au détriment de la famille légitime.

Chacun le constate en expliquant ce phénomène par des causes différentes.

Pour certains, c'est un sentiment d'humanité, de sensibilité excessive qui l'a produit, c'est une tendance à améliorer la condition de tous les individus, abstraction faite de toute considération. Se demandant comment se pose le problème juridique de l'organisation de la famille moderne, ils (1) y répondent en substance : Nous avons constaté que le Code civil de 1804, à côté de la famille légitime qu'il a fortement organisée, réglemente à peine la famille natu-

(1) Voir ALVAREZ, *Thèse*, Paris, 1899, t. 66. *De l'influence des phénomènes politiques, économiques et sociaux sur l'organisation de la famille moderne.*

relle, qu'il regarde avec défaveur. Aujourd'hui nous assistons, d'un côté, à un affranchissement du lien juridique de la famille légitime et, d'un autre côté, à la consolidation des liens juridiques de la famille naturelle, au point que l'on peut dire qu'il existe déjà une famille naturelle juridiquement organisée. Ce double mouvement, en apparence contradictoire, s'explique par la même cause : la tendance constante de la démocratie à améliorer sans cesse la condition matérielle et morale de tous les individus, abstraction faite de toute considération de famille. C'est par la poursuite de cette amélioration que les liens juridiques entre époux se sont affaiblis, que les droits de la puissance paternelle, jadis exclusifs, se sont peu à peu relâchés pour laisser place à des influences extérieures bienfaisantes, que les liens juridiques de la famille naturelle se sont consolidés pour permettre à l'individu de sortir de la catégorie des déclassés où l'avait arbitrairement placé le Code de 1804.

C'est là que réside la véritable question de la famille moderne. D'un côté, affaiblissement graduel et incontestable de la famille légitime, de l'autre, amélioration rapide et certaine de la condition de la famille naturelle.

Peut-on espérer une réaction, s'est-on demandé (1), nullement, répond-on. La tendance générale au moins conservera son caractère persistant et continu parce que persistante et continue elle-même, est la cause qui la pro-

(1) Auteur précité.

duit. Et cette cause, d'après cette opinion que nous citons, c'est une idée démocratique dominante dans la société moderne, à savoir : l'effort constant pour procurer à tout individu le plus grand bien-être possible, abstraction faite de toute considération de famille ou de condition.

C'est très bien constater l'affaiblissement de la famille légitime et l'avènement de la famille naturelle.

Mais est-ce suffisant d'expliquer ce phénomène par une idée démocratique ; qu'est-ce qu'une idée démocratique, sinon une idée morale mise à la portée du peuple par des politiciens.

Et cette idée morale, d'où vient-elle ? Est-elle née toute seule ou n'est-elle pas elle-même la résultante d'évolutions plus profondes.

Quant à nous, nous avons expliqué cette idée par le besoin de vivre que ressent un monde qui ne croit plus à une vie future et qui veut jouir vite des plaisirs terrestres avant de disparaître à jamais.

* * *

C'est par d'autres causes aussi que M. G. Prévost, dans un article d'ailleurs remarquable paru dans la *Revue Internationale de Sociologie* (1), sous la rubrique : *La famille et la patrie devant la philosophie*, explique ce phénomène qu'il constate également.

(1) *Revue internationale de Sociologie*, G. PREVOST, t. XIV. p. 417 et 512.

Pour lui, les causes que nous avons indiquées ne sont pas les vraies, le divorce n'est pour rien dans l'affaiblissement de la famille légitime. *On va répétant, dit-il, qu'il tue la famille, ce n'est pas la famille qu'il tue, mais l'antique façon de la concevoir.* D'accord, mais cette antique façon n'est-elle pas la bonne ? C'est ce que nous nous demanderons tout à l'heure.

Quant à présent, voyons les raisons que donne cet auteur de l'amoindrissement de l'idée de famille qu'il constate également.

Nous sommes autorisés, dit-il, par les variations du passé à affirmer que dans sa forme, tout au moins, elle (la famille) n'a aucun caractère d'immutabilité et que, au contraire, elle se modifiera dans un sens ou dans un autre, à mesure que les idées générales subiront une évolution. Remarquons bien que nous ne parlons pas ici de destruction, mais de modification, la famille, c'est-à-dire la procréation organisée dans ses conséquences sociales, restant toujours l'unique moyen de ne pas rétrograder vers les âges primitifs de l'humanité où la promiscuité découle fatalement d'instincts animaux abandonnés à leur libre expansion..... Le Code civil, qui fut nettement anti-féodaliste, en principe au moins, brisa par la suppression du droit d'aînesse, par une nouvelle fonction donnée à l'épouse, par la restriction du droit de correction, l'ancien moule de la famille. Il en sera ainsi chaque fois qu'on tentera d'améliorer le sort de la femme et de l'enfant...

...Les lois qui ont suivi le Code, s'engageant dans la voie ouverte, ont fait subir à la famille des modifications qui ne

tendent pas, encore une fois à la détruire, mais à l'adapter aux temps nouveaux... profonde modification de l'ancienne cellule sociale. La femme hérite de son mari, conserve ses gains personnels, est égale dans l'adultère.

En ce qui concerne l'enfant, chose bien grave bien qu'excellente, la loi arme la société du droit d'enlever l'enfant à l'autorité des parents, quand ceux-ci compromettent sa santé, sa vie ou son éducation.

Le fait social nouveau de la société contemporaine qui ne fera que s'accuser avec ses progrès, est l'obligation imposée à tous les individus qui la composent d'avoir à pourvoir par le travail individuel, sous toutes ses formes, aux besoins primordiaux de l'existence. Les derniers obstacles résidant dans les entraves d'obéissance en seront certainement écartés. Relativement aux enfants, les diverses majorités ou minorités concernant leur établissement par mariage ou la gestion de leurs biens devront se résoudre dans la fixation d'un âge unique d'incapacité, coïncidant à peu près avec l'époque où la nature elle-même leur donne la force intellectuelle et physique de parer à leurs besoins.

Ainsi, c'est à des causes puisées dans la législation et dans l'économie politique que M. Prévost cherche les causes de l'affaiblissement de l'idée de famille.

Il serait fort intéressant de se demander si cette évolution est regrettable et si nous sommes, sur ce point, en progrès ou en décadence.

La question rentre-t-elle bien dans le cadre de notre sujet ? Oui, de loin peut-être, mais elle y rentre d'une

façon certaine. Chercher s'il est bon que la famille légitime n'absorba pas toutes les faveurs du législateur, c'est se demander en même temps s'il est mauvais d'en avoir accordé quelques-unes à la famille naturelle ou adultérine.

M. G. Prévost, dans cet article dont nous venons de citer un fragment (1), ne s'effraie pas du tout de cette évolution qu'il constate : *On lit tous les jours, dit-il, des déclamations contre la décadence de l'esprit de famille, soit disant avant-coureur de toutes les catastrophes. On s'efforce de comparer ce qu'il était jadis avec ce qu'il est aujourd'hui. Tantôt on accuse les père et mère de manquer à leurs devoirs en abdiquant les fonctions de magistrats répressifs ; tantôt on accable les enfants de reproches sur leur indépendance croissante et leur rébellion contre une autorité nécessaire. Est-il bien sûr qu'on ne se rapproche pas du progrès au lieu de s'en éloigner. Est-il bien certain que le symptôme soit aussi mauvais qu'on le représente. La plupart de ceux qui sont appelés à marquer dans la vie, tous ceux chez qui l'intelligence et la volonté sont précoces font, malgré eux, éclater le vieux moule dont l'étroitesse les étouffe. Mauvais fils, diront les prud'hommes. Prenons garde, c'est avec de mauvais fils dans le sens que les races latines donnent à ces mots que les Anglo-Saxons sont arrivés à coloniser le tiers de la terre.*

Cet avis doit-il être adopté et devons-nous nous réjouir de voir cette évolution de la famille se produire. Le caractère français s'y prête-t-il ?

(1) G. PRÉVOST, même article

Il faut attendre encore pour juger les effets de cette évolution. Mais, en tout cas, il serait bien dangereux, à notre avis, d'aller plus avant dans cette voie et de chercher à augmenter ou à précipiter le mouvement. La famille est un édifice qu'on devra se garder de diminuer ou de détruire tant qu'on ne saura par quoi le remplacer.

Quoi qu'il en soit, pour nous, un point doit subsister dans ce débat, c'est l'amoindrissement de l'idée de famille, fait tangible et indiscutable.

C'est là la première des causes qui ont préparé l'amélioration de la condition juridique de l'enfant naturel et de l'enfant adultérin, celle-ci influencée en outre par une cause spéciale que nous retrouverons plus loin, l'indulgence des temps modernes à l'égard de l'adultère.

III. — PROTECTION DE L'ENFANT

Mais une autre grande idée s'est jointe à celle d'affaiblissement de la famille légitime, pour servir la famille naturelle et faire modifier la législation qui la régit. C'est une idée de protection de l'enfant en général.

Depuis quelques années, depuis un quart de siècle environ, l'enfant a été presque continuellement l'objet des préoccupations et des sollicitudes du législateur mû par ce sentiment bien naturel qui porte le puissant à secourir le faible.

Si l'on se demande pourquoi cette tendance si naturelle s'est seulement manifestée à la fin du siècle dernier, c'est par une série de raisons, à notre avis, qu'il faut y répondre.

Tant que la famille était restée intangible, le législateur n'avait pas osé s'immiscer jusque dans son sein pour défendre l'enfant. Trop respectueux de la puissance paternelle pour y toucher, il comptait sur les liens d'amour qui en sont la contre-partie pour protéger le jeune être sans défense.

Puis deux causes sont apparues qui sont venues modifier cette manière de voir ; tout d'abord on s'est ému de la dépopulation qui menace l'avenir de la France.

Pour conserver des vies présentes à la défense nationale, d'autant plus fragiles qu'elles sont plus neuves, le législateur a fait de légitimes efforts, les pouvoirs publics et l'initiative privée se sont unis pour cette protection de l'enfant en général, notamment de l'enfant en bas âge (1).

Une loi du 13 mai 1863 a modifié l'article 345 du Code pénal, pour interdire plus étroitement les suppressions d'enfant.

Une loi Roussel du 23 décembre 1874 a cherché à protéger la vie de l'enfant en nourrice en le mettant sous la surveillance de l'autorité publique. Et les maires ont été

(1) Sur la protection de l'enfance et ses raisons d'être : *Thèse*, Paris, 1902, 120, *Protection de l'enfance par l'initiative privée à Paris. Thèse*, Paris, 1899, 64, *L'enfance coupable. Thèse*, Paris, 1899, 16, *Protection de l'enfance maltraitée. Thèse*, Paris, 1902, 30, *L'enfant devant la famille et l'Etat*.

invités à pourvoir à son application par une circulaire du 15 juin 1877.

On a protégé l'enfant indirectement en donnant aux parents des secours dans les premières années de son existence, en réglementant le travail des femmes en état de grossesse, en créant les Maternités, les cliniques Baude-locque, Tarnier. La charité privée a agi dans le même sens. C'est ainsi que sont nées les Sociétés de charité maternelle, l'association des Mères de famille et bien d'autres œuvres.

Puis on a exercé sur l'enfant employé dans l'industrie, une surveillance étroite, pour empêcher qu'un travail trop prématuré ne vienne compromettre sa jeune vie. Ce fut l'objet des lois du 2 novembre 1892 et 30 mars 1900, réglementant l'âge où l'enfant peut commencer à travailler, le nombre d'heures que le travail peut durer, etc.

Dans ce désir d'enrayer la dépopulation inquiétante, on a peut-être omis seulement un point fort important en oubliant volontairement ou involontairement de frapper l'avortement. Ou plutôt si le législateur ne l'a pas omis, les pouvoirs publics ont oublié trop souvent d'appliquer la loi, de telle sorte que si l'enfant né est protégé, celui à naître ne l'est pas.

* * *

Une autre cause, d'un ordre tout différent a porté le législateur à s'occuper de l'enfant : L'inquiétude que lui cause la criminalité croissante.

Il s'est produit dans le droit pénal contemporain une évolution. La vengeance n'anime plus aujourd'hui la justice contre le criminel. Son but n'est plus de punir, mais de réformer ; l'antique rigueur, cette forme raffinée de la barbarie, a fait place à un nouveau sentiment d'une moralité plus haute et plus féconde en résultats heureux : la pitié. La société songe plutôt à éviter les crimes qu'à les punir, à empêcher la formation des criminels qu'à les exterminer. Aussi s'applique-t-elle à surveiller autant que possible, malheureusement pas avec tout le succès désirable, l'éducation de l'enfance et à protéger l'enfance elle-même contre les misères et les mauvais exemples.

C'est en s'inspirant de cette idée qu'on a demandé de ne pas traîner en police correctionnelle l'enfant qu'un défaut d'éducation pernicieuse a conduit dans la voie du mal. M. Paul Deschanel, député (1), président de *L'œuvre du sauvetage de l'enfance*, s'inspirant des *juvenile courts* américains, a déposé une proposition de loi *portant création de tribunaux spéciaux pour enfants et instituant le régime de la liberté surveillée* ; il a demandé une juridiction spéciale, de préférence composée d'un juge unique et animée de sentiments plus paternels que sévères ; système dont l'ensemble tendrait au redressement de l'enfant coupable plutôt qu'à sa punition.

Depuis 1906, à Paris, par suite d'une décision du Par-

(1) *Revue politique et parlementaire*, 1909, t. LX, p. 5. *Tribunaux pour enfants*, de M. DESCHANEL.

quet, l'enfant coupable se voit appliquer un régime spécial ; quatre juges d'instruction sont chargés de réunir les dossiers des mineurs qui sont jugés à l'audience spéciale du lundi de la 8^e Chambre correctionnelle, laquelle devient un véritable tribunal d'enfants.

Une Société composée d'avocats et de personnages importants s'est formée sous un nom qui dit, par lui-même, ce qu'est cette Société : *Le Comité de défense des enfants traduits en justice*.

Une grande loi édictée en faveur de l'enfant, qui s'inspire à la fois des deux considérations qui vont le protéger, est celle du 24 juillet 1889, complétée dans une certaine mesure par celle du 19 avril 1898, sur la déchéance de la puissance paternelle et contre les mauvais traitements. Ces lois sont d'autant plus intéressantes à citer ici qu'elles se dressent entre les parents et les enfants, pour protéger ceux-ci contre les abus commis par ceux-là. Elles sont donc la résultante des deux idées que nous avons développées, amoindrissement de la puissance paternelle, c'est-à-dire relâchement des liens de famille et protection de l'enfance. La loi de 1889, en permettant de priver des parents indignes de la puissance paternelle, s'est montrée juste et humanitaire. Mais elle n'en est pas moins hardie, puisqu'elle ne craint pas de se mettre entre le père et l'enfant pour défendre celui-ci contre celui-là. Elle est la résultante des deux courants que nous avons signalés, l'un dirigé contre la famille, l'autre au profit de l'enfant.

Dans tout ce faisceau de lois, ce qui est intéressant pour

nous de constater, c'est qu'on se préoccupe moins de la solidité de la famille, beaucoup plus de la protection de l'enfant, quelles que soient sa naissance ou sa condition.

De l'enfant en général, la protection est venue peu à peu jusqu'à l'enfant naturel et plus tard, nous le verrons, jusqu'à l'adultérin.

IV. — AMÉLIORATION DE LA CONDITION DE L'ENFANT NÉ HORS MARIAGE (1)

§ 1^{er}. — *L'enfant naturel dans la littérature.*

Il était logique que l'enfant né hors mariage arrivât à bénéficier de ces dispositions d'esprit. Cela était d'autant plus naturel que sa condition était fort dure dans le Code civil. Depuis longtemps sa défense avait été prise avec éloquence. Dès le milieu du siècle dernier, les écrivains, les journalistes, les dramaturges se font ses défenseurs et s'indignent de la rigueur du Code à son usage.

Emile de Girardin, dans ses *Questions philosophiques*, y met toute son ardeur et toute son éloquence. Pour lui c'est

(1) Sur ce point, v. l'ouvrage de M. HENRI COULON, cité plus loin, *De la condition des enfants naturels reconnus dans la succession de leurs père et mère, ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être.*

une idée d'égalité qui doit faire rendre justice à l'enfant naturel. *Est-ce que l'égalité civile, dont les états se vantent d'être en possession, existe entre l'enfant légitime et celui né hors le mariage. Est-ce que l'égalité civile existe entre deux frères issus de la même mère, l'un pendant le mariage, l'autre avant l'union civile ? Est-ce que l'égalité existe entre deux frères, tous deux fils du même père, mais l'un mis au monde par l'épouse, l'autre mis au monde par la maîtresse ? Est-ce que cette flagrante inégalité peut longtemps subsister là où l'égalité politique a triomphé ?*

Emile de Girardin paraissait seulement oublier ici que l'égalité civile, l'égalité des conditions n'avait pas triomphé et qu'il s'agissait précisément ici d'une inégalité civile.

Il continue : *L'esclave a conquis la liberté ; est-ce que le bâtard ne finira pas par conquérir l'égalité ? Est-ce que l'enfant innocent a moins de droit que le père coupable à la justice de la société ?... Est-ce que l'enfant de la nature est d'essence inférieure à celui de la loi ? On peut ajourner ces questions, on ne peut pas les supprimer.*

Bien d'autres que lui ont été des précurseurs, mais celui qui, en littérature, s'est peut-être le plus inquiété de la malheureuse condition des enfants nés hors mariage, est Alexandre Dumas fils. L'un de ses ouvrages est une véritable thèse en faveur de ces pauvres êtres et porte un titre significatif : *Le fils naturel*. Dans d'autres de ses écrits, on trouve des plaidoyers ardents ou ironiques en faveur de la même idée.

Dans *Les femmes qui tuent*, il tourne en dérision la législation qui régit l'enfant naturel (1).

Ailleurs, dans la préface de « Monsieur Alphonse », c'est sur le même ton goguenard qu'il fait le procès de la législation du Code sur la même matière ; mais ici il commet une erreur de droit ; il confond l'enfant naturel simple et l'enfant adultérin et il applique au premier des rigueurs que la loi n'applique qu'au second : *Si tu es un enfant naturel reconnu*, fait-il dire au bâtard, *tu auras droit d'exiger de tes parents le gîte en plus de ta nourriture ; mais s'ils t'ont fait apprendre un métier manuel, ils ne te devront plus rien. A leur mort, quand leur père, leur mère, leurs frères, leurs sœurs, leurs neveux et leurs nièces se seront partagés*

(1) « Les femmes qui tuent. »

La fille mère. — On me laissera mon fils ?

— Oui.

— Et je pourrai lui donner mon nom ?

— Si tu veux.

— Et si j'acquiers du bien en travaillant pour lui, je pourrai lui laisser mon bien pour qu'il ait au moins l'indépendance ?

— Non, si tu lui donnes ton nom, et que tu aies un père, une mère, des frères, des sœurs, tu ne pourras lui donner qu'une partie de ton bien.

— Même si mon père, ma mère, mes frères et mes sœurs m'ont chassée pour l'avoir mis au monde ?

— Oui ; mais tu n'as qu'à ne pas lui donner ton nom, qu'à ne pas l'appeler ton fils, qu'à le traiter comme un étranger, tu pourras alors lui donner tout ton bien.

— Qui a décidé cela ?

— Les lois ?

— Qui a fait les lois ?

— Les hommes.

l'héritage, on te donnera quelque chose, selon le nombre des descendants, ou des collatéraux, ou des descendants légitimes qui auront pu venir après toi. Si ton père t'ayant reconnu veut te laisser la totalité de sa fortune, il ne le pourra pas au détriment des parents ci-dessus nommés ; mais il pourra la laisser, sauf la petite part que nous te reconnaissons, au premier étranger venu.

Bien d'autres citations pourraient être faites, mais nous ne voudrions pas faire dévier le sujet purement juridique que nous traitons.

§ 2. — *L'enfant naturel dans la législation.*

La loi du 25 mars 1896.

Nous en arrivons aux conséquences de ces idées propagées par la littérature et par la presse.

Les publicistes devaient s'en inspirer et guider le législateur vers un adoucissement de la condition de l'enfant naturel.

Un avocat (1), que ces questions d'état ont intéressé et qui, aujourd'hui encore comme président de la Commission pour la réforme du mariage, exerce sur la législation une certaine influence, a traité, en 1887, la condition de l'enfant naturel dans une brochure intitulée : *De la condition des enfants naturels reconnus dans la succession de*

(1) Henri Coulon.

leurs père et mère, ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être.

Il exposait dans cet ouvrage un projet de loi modifiant sensiblement la condition juridique de l'enfant naturel.

Il demandait l'égalité absolue entre les enfants légitimes et naturels dans les successions de leurs parents, mais il ne demandait aucune amélioration du sort de l'enfant adultérin.

Cet opuscule ne contenait peut-être pas des idées très neuves, ni très juridiques. Néanmoins repris par MM. Letellier, Rivet et Jullien, députés, le projet qu'il contenait devait passer un peu plus tard, sans discussion, à la Chambre et presque de même au Sénat et devenir, avec quelques modifications, la loi du 25 mars 1896 sur les enfants naturels.

Nous verrons que cette loi, qui ne se souciait pas de l'enfant adultérin, lui fut néanmoins utile en préparant la législation actuelle.

Bien que la loi proposée en 1887 (1) ait attendu près de huit ans avant de passer dans le Code, elle n'était que la consécration d'idées admises depuis longtemps. Le système du Code était condamné, le procès de l'enfant naturel gagné. On estimait que le système du Code était injuste, puisqu'il consistait à punir les parents dans la personne de leurs enfants, les coupables dans la personne d'êtres innocents de la faute commise.

(1) *Journal officiel*, Chambres 1888-1889, Annexes, p. 554.

On estimait également, et à juste titre, que ses rigueurs étaient inefficaces puisqu'il n'empêchait pas le nombre des enfants illégitimes d'augmenter.

Dans l'*Exposé des motifs* (1) ce sont ces idées que développaient MM. Letellier, Rivet et Jullien, les auteurs de la proposition de loi : *N'est-il pas bien naïf, disaient-ils, de croire les hommes assez altruistes pour penser qu'ils reculeraient devant un châtiment qui doit frapper seulement leurs enfants ? C'était mal connaître les passions humaines que de s'imaginer qu'une pareille législation aurait de l'influence sur les mœurs...*

Les enfants naturels sont mis, pour ainsi dire, au ban de la société en punition de la faute commise par leurs parents, alors que cependant personne ne méconnaît cette vérité fondamentale de la morale que chacun n'est et ne peut être responsable que de son fait.

Ce sont les mêmes idées que reprenait M. Demole au Sénat.

Que la faute des parents retombe sur leurs enfants, disait-il. Tel est encore le principe sur lequel est basée la condition faite aux enfants par notre Code. Le législateur a cru pouvoir débarrasser ainsi la société d'un fardeau trop gênant; mais il n'a fait que grossir le poids de la responsabilité qui incombe à la société qu'il a voulu défendre. Il n'est plus permis, aujourd'hui, de nier l'injustice de la doctrine biblique, qui fait porter aux générations le poids des crimes de l'aïeul,

(1) *Journal officiel*, numéro déjà cité.

doctrine qui a cependant inspiré, depuis tant de siècles, les lois de tous les pays qui ont hérité des coutumes de l'ancien monde.....

De nos jours, le droit naturel, en s'affirmant et en se dégageant des diverses doctrines religieuses et philosophiques, tant à s'appuyer sur les seuls faits de l'ordre expérimental et peut enfin admettre qu'un droit naît d'un état de fait et non d'une théorie sentimentale, établie a priori, qui néglige ou repousse par passion ou par intérêt, jusqu'à l'évidence même. L'idée de justice a pu revêtir une forme plus concrète, et les principes qui en découlent se sont généralisés progressivement, basés qu'ils sont sur la constatation de résultats à peu près identiques chez tous les peuples plus ou moins civilisés.

Il concluait nettement à l'amélioration de la condition de l'enfant naturel. La loi votée sans discussion à la Chambre, passa sans grande difficulté au Sénat. Modifiant les articles 756 à 766 et 908 du Code civil, elle augmenta notablement le droit successoral de l'enfant naturel simple et sa capacité de recevoir à titre gratuit.

A l'égard de l'enfant adultérin qu'a-t-elle fait ? Rien ! Est-ce parce qu'il a paru moins intéressant ou pas intéressant du tout ? Est-ce parce que l'amélioration de son sort a été considérée, comme un danger dubie ? Peut-être ! Mais peut-être aussi a-t-il été sacrifié, parce qu'il était un peu trop gênant pour ses défenseurs, lesquels ont craint de compromettre leur proposition de loi en demandant à lui en étendre les effets. En 1896, c'est à cette idée qu'a obéi notamment M. Demole. Voyant la proposition com-

battue il se hâta de se débarrasser de ce client par trop difficile à défendre.

Conformément au projet initial, M. Demole demandait l'assimilation pure et simple de l'enfant naturel à l'enfant légitime dans les successions de ses père et mère. Et comme la Commission s'opposait à cette assimilation en prétendant, notamment, qu'assimiler ces deux classes d'enfants faisait, à l'égard des enfants adultérins et incestueux, une trop grande injustice qu'on serait obligé de réparer, en améliorant également la condition de ces derniers, M. Demole répondit : *L'honorable rapporteur dit, dans son exposé, que nous serons forcés par une logique implacable, après avoir assimilé les enfants naturels aux enfants légitimes, d'assimiler encore à ces derniers ceux qui naîtront d'un commerce incestueux ou adultérin. Il y a là un étrange abus de raisonnement. Il faut s'entendre sur la portée des mots « Les enfants nés d'un commerce illégitime ». Les unions libres n'ont jamais été considérées comme des faits délictueux ; que la morale les réprouve, je le veux et je suis de votre avis ; mais enfin cela est permis et licite. Mais l'inceste et l'adultère sont des faits délictueux ; l'adultère est puni de peines correctionnelles... à la base de la naissance d'un enfant adultérin... il y a un fait délictueux, je dirai même criminel.*

M. BUFFET. — *Mais l'enfant n'en est pas coupable.*

M. DEMOLE. — *...et par conséquent quelque pitié, quelque générosité que j'éprouve pour l'enfant innocent qui naît de ce commerce, je ne peux cependant pas m'y arrêter, parce qu'il y a un intérêt moral et supérieur à ce que des enfants*

nés dans des conditions que la loi réproouve, dont elle ne veut pas entendre parler, ne jouissent pas des avantages de ceux qui sont nés dans des conditions où la loi n'a rien à voir.

Voilà donc les catégories : d'une part, les enfants légitimes nés dans le mariage et les enfants provenant d'unions libres. Vous pouvez avoir vos sentiments particuliers en ce qui touche ces derniers, mais vous n'avez pas à intervenir à leur égard au nom de la loi. D'un autre côté, les enfants nés d'un commerce que la loi qualifie de délictueux, que l'on considère comme dangereux pour la société, pour ce que nous appelons encore la morale publique. De quelque générosité dont votre cœur soit pénétré, quelque pitié que vous éprouviez pour ces malheureux enfants, vous ne pouvez pas ne pas mettre au-dessus de cette pitié, de ces généreux sentiments, l'intérêt supérieur de la conservation sociale.

J'affirme, par conséquent, et c'est ma conclusion sur ce point, que lorsque nous assimilons l'enfant légitime et l'enfant naturel reconnu, nous faisons une chose qui ne nous conduit nullement à leur assimiler les enfants nés d'un commerce adultérin ou incestueux.

La loi de 1896 n'accorda pas l'assimilation demandée, mais dans la mesure où elle améliora la condition de l'enfant naturel, elle s'inspira de cet esprit. L'enfant naturel simple reçut, dans les successions de ses père et mère, une part plus large, sans être cependant égale à celle de l'enfant légitime. Sa capacité de recevoir à titre gratuit fut également augmentée.

Ce n'est pas la seule loi favorable à l'enfant naturel.

Plus tard, une loi du 2 juillet 1907 prit également sa défense en organisant sur des bases nouvelles sa tutelle. Frappé de ce que les conseils de famille qui avaient à statuer sur les questions intéressant l'enfant naturel mineur n'étaient le plus souvent composés que de membres indifférents ou hostiles à l'enfant, le législateur modifia l'article 389 du Code civil et confia le soin de la tutelle de l'enfant naturel mineur au Tribunal civil.

C'est là encore une preuve de sollicitude du législateur à l'égard de l'enfant naturel.

Il réglementa également par la même loi, modifiant les articles 383 et suivants du même Code, la puissance paternelle à laquelle l'enfant naturel est assujéti.

Mais il ne fut rien fait pour l'enfant adultérin. Sa condition resta ce qu'elle était dans le Code, misérable et presque inexistante.

Son droit aux aliments resta ce qu'il était, un droit de créance et non un droit héréditaire.

* * *

En 1896, nous l'avons vu, les réformateurs laissèrent complètement de côté l'enfant adultérin et ne firent rien pour lui. Est-ce à dire que la loi de 1896 ne lui fut pas favorable ?

Loin de là ! Nous dirons plus, cette loi qui, en apparence, a repoussé complètement l'enfant adultérin, a inconsciemment préparé l'amélioration de sa condition. C'est

à elle que l'enfant adultérin doit la réforme actuelle de son état.

Ainsi évolue actuellement la législation. On entame le vieil édifice du Code, avec crainte, avec respect, avec timidité, on veut étroitement limiter la réforme, puis se produit un effet analogue à la tache d'huile qui va s'élargissant, d'autres réformes deviennent la conséquence nécessaire de celle-ci et on est entraîné plus loin qu'on ne l'aurait voulu. Un article est modifié, la modification entre en application, bientôt on s'aperçoit qu'elle crée une injustice ou une anomalie et on est obligé de continuer l'œuvre commencée et de compléter la réforme. Cela tient à ce que, malheureusement, le législateur actuel n'est pas toujours un jurisconsulte et qu'il n'aperçoit les conséquences de son œuvre que lorsqu'elles se réalisent.

C'est ce qui arriva pour la loi de 1896. On améliora la condition de l'enfant naturel simple avec la volonté bien ferme de laisser de côté l'enfant adultérin. Puis on s'aperçut que c'était chose impossible ; on comprit que c'était augmenter l'injustice qu'avait commise le Code à son égard. On se prit alors d'intérêt pour lui et on songea à améliorer sa condition.

A vrai dire, il se produisit dans les mœurs une évolution qui lui fut favorable.

En ce qui concerne l'enfant adultérin, si les deux causes générales que nous avons données de l'amélioration de la condition du bâtard, amoindrissement de l'idée de famille et protection de l'enfant se retrouvent ici, une cause spé-

ciale, d'ailleurs simple ramification des deux premières, entre en jeu, savoir : l'extraordinaire indulgence que les temps nouveaux manifestent pour l'adultère.

V. — INDULGENCE A L'ÉGARD DE L'ADULTÈRE

§ 1^{er}. — *Dans les mœurs et dans la Jurisprudence.*

Très sévère dans l'antiquité et même dans notre ancien droit pour ce délit, le législateur l'a été beaucoup moins dans le Code ; pourtant, il a maintenu dans les articles 337 et suivants du Code civil la différence de traitement existant entre la femme adultère et le mari qui commet la même faute. Tandis qu'il punit la femme dans tous les cas, il ne punit le mari que s'il entretenait sa concubine au domicile conjugal ; tandis qu'il infligeait de la prison à la première, il se contentait pour le second d'une amende.

Cette différence de traitement s'explique-t-elle ? Ainsi que nous allons le voir, il n'est pas inutile de se le demander pour expliquer les causes des réformes apportées à la condition de l'enfant adultérin.

D'après Garraud : *Les deux fautes n'ont pas la même gravité ; le mari coupable d'adultère peut avoir conservé son affection et son estime à sa femme, tandis que celle-ci se livre complètement à celui qui la possède.*

Montesquieu avait dit la même chose avec plus d'ampleur : *C'est que la violation de la pudeur suppose dans les*

femmes un renoncement à toutes les vertus ; c'est que la femme en violant les lois du mariage, sort de sa dépendance naturelle ; c'est que la nature a marqué l'infidélité de la femme par des signes certains : outre que les enfants adultérins de la femme sont nécessairement au mari et à la charge du mari, au lieu que les enfants adultérins du mari ne sont point à la femme ni à la charge de la femme. A ces considérations on peut ajouter des raisons tirées de l'état de nos mœurs mêmes, qui ne font rejaillir sur la femme trompée qu'une légère flétrissure, tandis qu'il en est tout autrement pour le mari. Ajoutons que la femme trompée peut encore être aimée et surtout respectée par son mari, tandis que la femme adultère n'a généralement que du mépris pour celui qu'elle voue au ridicule.

Cette inégalité si bien défendue et qui semble encore cependant bien défendable, est aujourd'hui et depuis déjà un certain nombre d'années, très combattue. Pas de ces distinctions, dit-on, pas de cette argumentation spécieuse, la faute est la même pour l'un et pour l'autre ; juste au point de vue moral, cela l'est peut-être moins au point de vue pratique. Quoiqu'il en soit, c'est vers l'égalité de traitement pour l'homme et pour la femme adultère que vont aujourd'hui les idées.

Et alors apparaît la conséquence de cette évolution sur la condition de l'enfant adultérin. Autrefois on punissait la femme adultère plus sévèrement que le mari, parce qu'on voulait, à tout prix, empêcher cet adultère, parce qu'il faisait horreur et portait atteinte à la règle : *Pater is est quem nuptiæ demonstrant.*

Aujourd'hui l'adultère de la femme n'effraye plus, on le punit à peine, on doit également, pour être logique, s'effrayer moins de voir naître quelques enfants adultérins ; de là à plaindre ces malheureux il n'y a qu'un pas. C'est ce pas qu'on franchit actuellement.

Pour se rendre compte de l'indulgence croissante manifestée au regard de l'adultère, il suffit de jeter un coup d'œil sur la statistique des délits.

Vers 1825, elle révèle que sur 1.000 prévenus de ce délit, plus de 100 étaient condamnés à plus d'un an d'emprisonnement et près de 500 autres à un emprisonnement inférieur à un an.

De 1880 à 1890, la même statistique donna, sur 1.000 prévenus, 3 à 400 condamnés à quelques jours de prison, le reste à une amende si légère qu'elle ne dépasse guère le coût d'une simple contravention.

Actuellement, c'est presque toujours la simple amende. Le président Magnaud est allé jusqu'à soutenir dans les motifs de ses jugements, que l'infidélité conjugale ne devrait pas être punie légalement.

Au contraire, les Anglais, gens pratiques, s'ils ne punissent pas beaucoup plus par la voie pénale, n'hésitent pas à infliger aux coupables d'énormes dommages-intérêts à verser à l'époux trompé.

Chez nous, on a déjà demandé à plusieurs reprises la suppression de toute sanction pénale.

En 1895, M. Viviani déposa sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à abroger les articles 338

et suivants du Code pénal. En 1904, M. Vallée, garde des sceaux, ne craignit pas de déclarer à la Tribune du Parlement, que l'adultère ne devait plus être considéré, à son avis, comme un délit et qu'il conviendrait d'en supprimer les pénalités.

En 1905, M. Le Normant, attaché au ministère de la Justice, prépara un projet de loi tendant aux mêmes fins (1).

Henri Coulon, dans ses ouvrages cités plus haut, les frères Margueritte, dans plusieurs articles du *Journal*, demandèrent, à différentes reprises, la même abrogation.

Enfin, M. Paul Meunier, déposa à la Chambre, le 13 juillet 1906, une proposition de loi tendant à l'abrogation des articles 336 et suivants du Code pénal.

Tous les Juristes, disait l'Exposé des motifs, reconnaissent que l'adultère du mari comme de la femme ne peut avoir d'autre sanction que le divorce, la séparation de corps ou le pardon.

La proposition viendra un jour en discussion et la tendance actuelle sera vraisemblablement consacrée.

Dès lors qu'on est si indulgent pour l'adultère, il est tout naturel que cette indulgence rejaillisse sur le produit de cet adultère, sur l'enfant adultérin.

Le plus fort argument de ceux qui défendent cet enfant est, en effet, celui-ci : Si vous jugez que l'adultère est un fait répréhensible, punissez-le dans la personne des délin-

(1) *Bulletin de la Société d'études Législatives*, 1905, p. 253 et suiv.

quants eux-mêmes, mais ne punissez pas les enfants, qui sont de la faute, les innocentes victimes.

L'adultère est un fait délictueux, criminel même, mais l'enfant en est-il coupable ? Si la loi veut sévir contre ces faits, que ne s'en prend-elle directement aux coupables eux-mêmes ? Ne punit-elle pas déjà l'adultère de peines correctionnelles ? Qu'elle le frappe donc si elle le juge à propos, de peines aussi graves qu'elle voudra, mais qu'elle ne touche pas aux enfants.

Or précisément, bien loin d'augmenter la rigueur de la loi à l'égard de l'adultère, on la modère, on l'annule. On considère donc que l'adultère est peu répréhensible ; comment, dès lors, ne pas faire droit à l'argument si puissant des défenseurs de l'enfant adultérin ; si on ne punit même plus les coupables, pourquoi continuerait-on à punir les innocents ? Si la faute est bénigne, bénignes en sont les conséquences.

§ 2. — *Dans la législation. Abrogation de l'article 298 du Code civil.*

On a fait plus que d'être indulgent à l'égard de l'adultère ; on a permis à ceux qui s'en étaient rendus coupables, de perpétuer leur faute, de la consolider, de la légitimer en quelque sorte. On a permis à l'époux coupable, dès qu'un veuvage ou un divorce le rendait libre, d'épouser son complice.

Le Code ne l'avait pas voulu : *Dans le cas de divorce*

admis en justice pour cause d'adultère, disait son article 298, *l'époux coupable ne pourra se remarier avec son complice*. Ainsi que l'avait dit Treilhard, lors de la confection du Code : *L'époux adultère ne doit pas trouver dans le jugement qui le condamne un titre et un moyen de satisfaire une passion coupable*. La loi n'avait pas voulu que l'époux coupable pût en épousant immédiatement son complice, trouver dans le divorce même une récompense de ses déportements.

La Jurisprudence appliquait rigoureusement cette disposition ; elle l'aggravait même un peu en l'interprétant de la façon la plus sévère à l'égard du complice de l'adultère. Un arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 30 octobre 1900 (1), autorisait, lorsque l'indulgence ou la prudence des juges avait évité de prononcer le nom du complice, l'enquête tendant à prouver l'identité de ce complice par tous les modes de preuves.

Attaqué déjà en 1882 par M. Jolibois et par M. Gatineau, cet article survécut néanmoins. Plus récemment, sur l'initiative de M. Barthou et de plusieurs de ses collègues qui déposèrent une proposition, le 28 novembre 1902 (2), l'article fut abrogé par une loi du 13 décembre 1904 (3).

M. Lintilhac, rapporteur de cette loi au Sénat, fit connaître les raisons qui, d'après lui, militaient en faveur de cette abrogation.

(1) *Gazette du Palais*, 1900, t. II, p. 674.

(2) *Journal officiel* du 13 décembre 1902, annexe n° 501, p. 383.

(3) *Journal officiel* du 14 décembre 1904.

Elles sont intéressantes à connaître. Pour lui, tout d'abord, la possibilité du mariage entre l'époux coupable et son complice, bien loin d'encourager l'adultère, doit plutôt arrêter le libertin qui cherche à s'amuser en évitant, avant tout, le danger de conséquences matrimoniales.

Et surtout la prohibition établie par l'article 298 est bien inefficace au point de vue moral.

La femme prête à succomber, expliqua M. Lintilhac, est-elle retenue, comme l'espérait M. Savoie-Rollin, grand défenseur de la prohibition, par l'idée affreuse qu'elle ne sera jamais la compagne avouée de celui qui l'a séduite. Il n'y a là qu'un grand peut-être, comme disaient nos pères. Le spectacle de la vie et la psychologie la plus élémentaire, nous avertissent assez que la passion qui veut s'assouvir ne trouvera cette idée *affreuse* qu'après s'être assouvie. Sous l'aiguillon de l'amour ou du simple caprice, quel obstacle vite franchi par la plupart, qu'une telle menace et si éventuelle ! Que d'autres sanctions plus graves de la loi et de la société, de la morale ou des mœurs sont couramment bravées en l'espèce ! (1).

Un troisième argument qui ne manque pas de valeur, donné par M. Lintilhac, est celui-ci : La prohibition de l'article 298 en empêchant les deux amants de se réunir légalement va à l'encontre de la raison d'être du divorce, qui doit mettre fin définitivement à la première union, pour permettre aux époux de se créer librement un nou-

(1) Rapport de M. Linthilac, D. P. 1905,4,28.

veau foyer. Les effets du divorce par rapport à la personne des époux, sont de rendre au mari et à la femme leur entière indépendance avec la faculté de contracter un nouveau mariage. Or, c'est précisément ce que ne permettait pas l'article 298 du Code civil.

M. Lintilhac s'attaque surtout à cette jurisprudence de l'arrêt de la Cour du 30 octobre 1900 précité, laquelle permet d'appliquer la prohibition de cet article, non seulement lorsque le complice a été puni correctionnellement, cas relativement rare, mais chaque fois qu'après le divorce prononcé, l'identité de l'amant peut être prouvée d'une façon quelconque.

N'est-ce pas une pénalité ?

Il le semble, dit-il. Si c'est une pénalité, comment peut-on la prononcer contre des personnes qui n'ont pas été poursuivies correctionnellement, contre un amant dont le nom a été révélé parfois par une simple enquête civile, contre une personne que les juges civils n'ont pas entendue, et qui n'ont été protégées par aucune des garanties de l'information criminelle.

L'idée semble juste, la jurisprudence de la Cour de Paris paraît être allée un peu loin.

Puis vient l'argument suprême. *Enfin et par dessus tout, s'écrit M. Lintilhac, cette prohibition si hérissée — du fait d'une jurisprudence extensive — de soupçons et d'enquêtes, elle a pour conséquence finale de condamner des innocents, ceux qui naîtront d'un concubinage rendu inévitable, à vivre dans la déchéance civile et la gêne sociale dont la loi frappe les enfants nés hors mariage.*

Il conclut ainsi : *Issu de l'idée surannée d'expiation par une souffrance qui est fort relative en l'espèce ; dicté par une illusion de vertu préventive que démentent les faits, faisant obstacle à un des bienfaits que le législateur attendait du divorce dès 1792, et qui devait être la possibilité de mettre fin à des concubinages féconds en douleurs comme en scandales ; portant un grave préjudice à l'ordre social par le scandale, qu'il perpétue, sous prétexte de servir l'ordre moral ; atteignant des innocents dans la personne des enfants qu'il condamne à naître hors mariage, aggravé par une jurisprudence draconnienne et inquisitoriale ; combattu par les mœurs et par l'opinion, abrogé à deux reprises par des majorités considérables de la Chambre des Députés, à moitié effacé par le Sénat, l'article 298 doit achever de disparaître.*

Effectivement, l'article 298 disparut, abrogé par la loi des 15 et 16 décembre 1904.

Dès lors, la rigueur de la législation qui régit la condition de l'enfant adultérin était condamnée. La réforme de 1904 devait inévitablement en entraîner une autre. Si on permet à l'époux adultère d'épouser son complice et si le plus fort argument pour le lui permettre est la crainte de forcer ces deux êtres à un concubinage, d'où naîtront des enfants naturels, si on prend soin des enfants qui vont naître de ces deux coupables, et si on permet de les faire légitimes, comment laisser de côté ceux qui sont nés de ces deux coupables auparavant ? Pourquoi faire une différence entre les deux frères, rigoureusement égaux devant la nature, l'un né alors que l'époux adultère était encore

dans les liens du mariage et que ses relations avec son complice étaient clandestines, l'autre né après que le premier mariage est rompu et que les deux complices ont pu s'unir au grand jour ? En tous cas, la différence de traitement entre les deux enfants ne doit pas être si grande. Si on tolère le mariage des coupables, peut-on ne pas pardonner à leurs enfants qui sont innocents de toute faute ? Si les enfants qui vont leur naître sont légitimes, ceux qui sont nés ne doivent-ils pas être légitimes ?

Le raisonnement est d'une logique irréfutable.

On a pu avoir tort, ainsi que beaucoup le pensent, d'abroger l'article 298 ; mais puisqu'il a été abrogé, on ne pouvait en rester là. Il fallait aller jusqu'au bout des conséquences.

VI. — PROPOSITIONS DE LOIS TENDANT A L'AMÉLIORATION DE LA CONDITION DE L'ENFANT ADULTÉRIN

C'est ce que nos législateurs ont pensé. C'est dans cet esprit de logique qu'ils sont arrivés à modifier, en 1907, la condition de l'enfant adultérin. Non pas qu'on ait attendu l'année 1904 pour parler de l'enfant adultérin et pour demander des réformes en sa faveur ; bien des efforts avaient été faits avant cette époque pour améliorer sa condition ; bien des propositions de loi avaient été déposées ; mais c'est seulement après 1904 que cette amélio-

ration s'est imposée et que ces propositions ont attiré l'attention.

Dès 1890, MM. Chiché, Henri Aimel et Jourde, proposaient d'accorder aux bâtards adultérins et incestueux des droits de succession égaux à ceux qui sont attribués, par le Code civil, aux enfants naturels simples ; ils se basaient sur des considérations d'ordre purement moral. On fait, disaient-ils, en substance, une condition précaire aux enfants adultérins ; parce que, selon le mot de Demolombe, leur filiation est un attentat aux principes essentiels de la famille et de l'Etat : « Injuste et monstrueuse théorie qui frappe l'innocent et lui fait subir le châtiment d'une faute que d'autres ont commises et dont la naissance est le déplorable fruit. Cette aveugle rigueur qui s'acharne sur ces infortunés dès le berceau pour leur faire expier le crime de leurs auteurs, est véritablement indigne d'une nation civilisée (1).

Ce sont à peu près les mêmes idées que développeront tous les promoteurs de l'amélioration de la condition de l'enfant adultérin ; d'autres y ajouteront des considérations d'ordre juridique, surtout après 1904, lorsqu'ils présenteront cette amélioration comme une conséquence de la réforme récente, mais ils ne manqueront jamais de donner ces considérations morales.

Ce qui mérite d'être remarqué dans la proposition de

(1) Projet du 28 juin 1890, *Journal officiel, Doc. parl., Chambre*, 1890, p. 1425.

MM. Chiché, Henri Aimel et Jourde, c'est qu'ils s'attachent surtout aux droits héréditaires de l'enfant adultérin, ainsi que l'avait fait le législateur de la Révolution.

Les propositions qui vont suivre et d'où est sortie la loi de 1907, se placeront sur un tout autre terrain ; elles tendront moins à obtenir un droit successoral plus large, qu'à faire disparaître le vice même de la filiation adultérine, en admettant la légitimation.

L'une des plus intéressantes, des plus sages et qui, tout récemment, a été reprise dans quelques-unes de ses idées par la Société d'Etudes législatives (1), est celle que déposa, le 12 mai 1891 (2), M. Henri Pontois. Partant de cette idée que s'il y a faute à punir, ce sont les coupables qu'il faut frapper, non les innocents, M. Pontois demande d'abord une réglementation répressive de l'inceste et l'application des peines de l'adultère. Puis il s'attache à améliorer corrélativement la condition des enfants incestueux et adultérins. Relativement à ceux-ci, il propose de leur accorder le bénéfice de la légitimation par le mariage subséquent de leurs parents, à la seule condition qu'ils ne soient pas en concurrence avec des enfants légitimes. Par exemple, une femme a des enfants de son mari, puis elle trompe ce dernier et a un enfant des œuvres de son complice ; ce dernier enfant est désavoué par le mari ; un divorce intervient pour une cause autre que l'adultère (*nous*

(1) V. *infra*, 3^e chapitre.

(2) *Journal officiel* du 28 mai 1891.

sommes avant 1904), et les deux amants s'épousent. Ils ne pourront pas, d'après la proposition de loi dont s'agit, légitimer leur enfant, adultérin à l'égard de la mère. Au contraire, ils le pourraient si la mère n'avait pas eu d'enfants de son premier mari ; en un mot, s'il y avait absence de famille légitime.

C'est là, évidemment, une distinction, et dans le cas d'existence d'enfants légitimes, une rigueur qu'il peut être pénible d'appliquer à l'enfant adultérin. Dans les deux cas, l'enfant est innocent, et cependant dans l'un des deux il pourra être légitimé, dans l'autre il ne le pourra pas.

Mais il n'en est pas moins vrai que la distinction est sage, car elle permet d'améliorer le sort de l'enfant adultérin tout en sauvegardant les droits respectables de la famille légitime (1).

Pratiquement, l'idée est juste. A qui la légitimation d'un enfant adultérin peut-elle causer tort en l'absence de la famille légitime ? A quelque parent plus ou moins éloigné et plus ou moins intéressant. Quelle insulte, au contraire, pour les enfants légitimes si leur mère pouvait et voulait faire leur égal de l'enfant né d'elle et de son amant du vivant de leur père et pendant son mariage avec lui.

M. Pontois proposait également d'autoriser sous les mêmes conditions la légitimation au cours du mariage,

(1) Cette proposition de M. Pontois nous paraît dans l'état actuel de la législation l'une des plus sagement applicables. Toutefois nous sommes partisans ainsi qu'on le verra plus loin (chap. III) d'un remaniement beaucoup plus profond de la législation.

par acte authentique, solution qui peut réparer des oublis fâcheux et qui a peu d'inconvénients.

Cette proposition, pourtant intéressante, ne fut jamais mise en discussion.

Celle bien autrement radicale de M. Arthur Groussier et de ses collègues du groupe socialiste, déposée en 1897 (1), eut les honneurs d'un rapport.

Elle tendait à rien moins qu'à accorder la légitimation à l'enfant incestueux ou adultérin, sans aucune condition. C'était l'unification de tous les enfants nés hors mariage au point de vue de la légitimation. Nous verrons plus loin que cette théorie n'est peut-être pas très loin de recevoir, actuellement, une consécration légale et, qu'en tous cas, elle a ses partisans décidés. Malgré un rapport favorable de M. de Folleville, la doctrine de M. Groussier ne vint jamais en discussion.

Celle de M. Dejeante, formulée sous forme d'une autre proposition, le 9 juillet 1902 (2), tendant à peu près aux mêmes fins, à l'unification des enfants naturels au point de vue de la légitimation, fut un peu plus heureuse ; elle fut prise en considération par la Chambre, qui parut indiquer son intention d'unifier la condition des enfants naturels. Mais elle n'alla pas plus loin et n'aboutit pas non plus.

Ce sont ces hardis promoteurs qui appuieront, en 1907,

(1) *Journal officiel*, 1897, Annexes, *Doc. Parl.*, n° 2880, p. 267 à 275.

(2) *Journal officiel*, 1902, *Déb. parl.*, Chambre, p. 2223.

la proposition que MM. Violette et Steeg et l'un d'eux, M. Groussier, ira plus loin que tous et plus loin que sa propre proposition en déclarant, pendant la discussion de la loi (1) : *Je suis partisan de l'égalité absolue de droits pour tous les enfants, qu'ils soient légitimes, naturels, incestueux ou adultérins.*

C'est ce qu'aucun n'avait encore osé affirmer, car il est intéressant de remarquer que, sauf M. Chiché et ses collègues, tous se sont attachés à la seule légitimation sans s'inquiéter des autres droits, sans même s'occuper, pour l'enfant adultérin, du droit à la reconnaissance.

Ce dernier point surtout est curieux. Il tient, selon nous, à deux raisons : Tout d'abord il n'est pas très intéressant, dans l'état actuel des lois pour un enfant adultérin, d'être reconnu comme tel ; mieux vaut pour lui, rester dans l'ombre et passer, ainsi qu'il y réussit le plus souvent par suite de la prohibition de la reconnaissance, pour un enfant naturel simple. Or, tous ces promoteurs sont, avant tout, des défenseurs de l'enfant adultérin et cherchent à lui être favorables bien plus qu'à être logiques. C'est pourquoi ils ne demandent nullement une reconnaissance néfaste pour leurs protégés.

D'autre part, la légitimation attire bien plus l'attention parce qu'elle est plus précieuse et qu'elle comble l'inégalité profonde créée entre les deux frères, l'un adultérin et n'ayant aucun droit, l'autre né un peu plus tard, après le

(1) Groussier, Chambre, 18 février 1907, *Journal officiel, Déb. parl.*, p. 381.

mariage des deux complices d'adultère, enfant légitime et ayant toutes les prérogatives. C'est surtout cette injustice qui a ému nos législateurs. Nous verrons qu'ils n'ont pas réussi à la faire disparaître.

En résumé, voici donc dans quelle disposition sont les esprits, en 1907, à la veille de la loi.

Sous l'influence de tendances qui cherchent à donner à l'individu le maximum de bonheur pendant une vie que la ruine des idées religieuses a faite sans lendemain, des tendances libertaires s'affirment. La femme cherche à s'émanciper, l'homme ne veut plus sacrifier sa vie à une union malheureuse, le divorce est établi. L'idée de famille s'amoindrit, cette institution devient moins rigoriste et aussi, disons-le, moins solide.

Au cours de cette évolution individualiste, on excuse l'adultère, on prend la défense de l'enfant, un peu parce que la dépopulation effraye les pouvoirs publics, un peu aussi parce que la criminalité croissante inquiète et qu'on espère la réfréner par une éducation meilleure de l'enfance. On prend la défense de l'enfant, surtout parce qu'il est un individu auquel on reconnaît des droits, notamment celui de jouir de la vie, quelles que soient sa naissance et sa condition. On le protège par toutes sortes de lois.

On songe à l'enfant naturel auquel on donne un droit successoral plus large, dont on organise la tutelle ; puis, peu à peu, sous la pression de ce faisceau d'idées, on arrive à songer à l'enfant adultérin. On plaint ce malheureux qui n'a commis

aucune faute, on vient à son secours, on cherche à effacer la tache qui marque sa naissance, par une légitimation qui le fera l'égal des plus avantagés.

Et on en arrive à la loi du 7 novembre 1907 sur les enfants adultérins,

CHAPITRE II

LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1907

PREMIÈRE PARTIE

I. — CONFECTION DE LA LOI

S'il est intéressant, lorsqu'on étudie une loi nouvelle, de connaître ce qui l'a précédée et l'évolution des esprits qui l'a préparée, il est nécessaire, par-dessus tout, de savoir comment elle est née, à la suite de quelles propositions et après quels débats parlementaires. On comprend ainsi l'idée créatrice du législateur qui l'a faite et on saisit mieux, par suite, l'esprit de cette loi.

Si cela est vrai de toutes les lois en général, ce l'est plus encore à l'égard de celle qui nous occupe. On peut dire que l'histoire de sa confection fait partie d'elle-même ; on ne peut vraiment en comprendre la portée et surtout en apprécier les restrictions étroites, que nous verrons tout à l'heure, si on ne sait pas à la suite de quelles observations elles y ont été insérées.

§ 1^{er}. — *La loi à la Chambre des Députés.*

C'est sur l'initiative de deux députés radicaux socialistes influents, dont l'un est aujourd'hui ministre, MM. Viollette et Steeg, que l'article 331 du Code civil fut l'objet de l'attention de la Chambre.

Le 30 novembre 1906, ils déposent (1) une proposition de loi tendant à la modification de l'article 331 du Code civil en ce qui concerne les enfants adultérins. L'*Exposé des motifs* nous fait connaître l'idée qui a poussé ces deux députés à demander la réforme et leur principal argument tiré de l'abrogation de l'article 298.

L'article 331 du Code civil est ainsi conçu, disent-ils. Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin pourront être légitimés par le mariage subséquent de leur père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration. L'exclusion qui atteint ainsi les enfants incestueux et adultérins et qui n'est d'ailleurs pleinement rigoureuse que pour les enfants adultérins, comme nous l'expliquerons plus loin, était dans la logique même du Code civil. Elle était notamment tout à fait d'accord avec l'article 298, qui interdisait au conjoint divorcé le droit de se remarier avec son complice. La loi partait de ce principe que les relations adultérines ne pouvaient

(1) Annexe, n° 494, *Journal officiel* du 30 avril 1907, p. 203.

être reconnues en aucune façon et elle se refusait à les sanctionner, soit dans les époux, soit dans les enfants.

Aujourd'hui, au contraire, l'article 298 du Code civil est abrogé. La loi admet, dès lors, que des relations qui ont commencé par être adultérines se régularisent. Comment, dès lors, persister plus longtemps à refuser aux nouveaux conjoints le droit de régulariser la situation de leurs enfants, même adultérins, par la légitimation du mariage subséquent.

Les mêmes arguments seront repris et développés dans le rapport fait sur cette proposition, rapport que nous examinerons plus loin.

La réforme demandée consistait simplement à supprimer du texte de l'article 331 les mots : *ou adultérins*. Cela revenait à supprimer pour l'enfant adultérin la prohibition de la légitimation.

Les auteurs de la proposition avaient bien soin de préciser que la prohibition de la reconnaissance restait entière.

A cette séance du 30 novembre 1906, la proposition de MM. Viollette et Steeg est renvoyée à la Commission de la réforme judiciaire et de législation civile et criminelle.

Plus heureuse que ses devancières, qui ne purent voir le jour devant les Chambres, la proposition de MM. Viollette et Steeg a les honneurs de la discussion. C'est M. Viollette lui-même qui est chargé du rapport devant la Chambre des Députés, rapport qu'il fait le 11 janvier 1907. Ce rapport, qui ne pouvait être qu'une ardente défense de la proposition, est remarquable. Tous les arguments qui peuvent être donnés en faveur de l'enfant adultérin sont

groupés d'une façon saisissante et nous ne pouvons mieux faire que de le rapporter dans son entier (1).

Messieurs, MM. Maurice Viollette et Steeg ont déposé une proposition de loi, renvoyée à votre Commission de réforme judiciaire, tendant à la modification de l'article 331 du Code civil et à la légitimation par mariage subséquent des enfants adultérins.

Il est nécessaire de replacer sous vos yeux l'article 331 dans sa rédaction actuelle. Il est ainsi conçu : Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, pourront être légitimés par mariage subséquent de leur père et mère lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

La proposition tend à supprimer de ce texte les mots : ou adultérin.

Il est bien entendu que les auteurs de la proposition ne portent nulle atteinte au principe posé par l'article 335 : « Cette reconnaissance (d'un enfant naturel) ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin. »

Ainsi donc, avant comme après le vote de la proposition de MM. Maurice Viollette et Steeg, la reconnaissance des enfants adultérins reste absolument interdite. Seule la légitimation par mariage subséquent se trouvera permise.

Les auteurs de la proposition n'ébranlent donc en rien les

(1) *Journal officiel, Doc. parl., Chambre, Annexe 629.*

bases constitutives de la famille. Ils ne portent pas atteinte à son organisation actuelle et se bornent à tirer les conséquences logiques de l'abrogation de l'article 298 du Code civil.

L'article 298 décidait que l'époux coupable d'adultère ne pourrait jamais se marier avec son complice. La loi refusait donc au couple adultérin le droit de constituer une famille. Il est donc très naturel de leur refuser le droit de régulariser, dans la personne de leur enfant, une situation que, de parti pris, la loi voulait ignorer.

Mais aujourd'hui et fort heureusement, il n'en est plus de même. Qu'on le regrette ou que l'on s'en réjouisse, l'article 298 du Code civil est abrogé. Désormais, deux personnes condamnées correctionnellement pour adultère, c'est-à-dire deux personnes dont la loi ne peut juridiquement ignorer la situation, peuvent, sans le moindre obstacle, se marier dès que le jugement de divorce aura acquis l'autorité de la chose jugée. Comment, dès lors, ne pas envisager la situation de leurs enfants communs ?

Peut-on vraiment dire plus longtemps à ceux à qui nous venons d'ouvrir une possibilité légale de mariage : « Vous, vous pourrez régulariser votre situation, bien que vous ayez été coupables. Mais vos enfants, qui sont innocents, c'est sur eux que la loi va exercer sa vengeance. Aussi nous, législateurs, nous allons les tenir avec soin hors de la famille que nous vous autorisons à fonder. Ils seront toujours là pour témoigner qu'elle n'est en quelque sorte qu'une famille frappée de déchéance morale. Certes, si vous êtes voleur ou criminel, nous nous efforcerons de voiler le plus possible votre faute.

Nous avons voté la loi de sursis et nous entourons, par ailleurs, la communication du casier judiciaire de toutes les garanties possibles de discrétion. Si vous avez eu le bonheur d'avoir un commerce adultérin stérile, ce sera également pour le mieux, n'avons-nous pas abrogé l'article 298 ? Mais si par malheur vous avez eu un enfant, il restera là toute votre vie dressé devant vous et le nom qu'il portera apprendra à tous les raisons pour lesquelles il est votre enfant suivant la nature sans pouvoir l'être suivant la loi » ? Un tel système est donc un véritable encouragement à l'infanticide ou à l'abandon des enfants adultérins.

Il ne se trouvera personne d'assez candide pour soutenir qu'accorder la légitimation par mariage subséquent des enfants adultérins, serait pousser au développement des relations adultérines. Si l'argument a en soi une valeur, c'est lors de l'abrogation de l'article 298 qu'il eut été opportun de le produire et si, à ce moment, il a déjà paru puéril et vain, à plus forte raison ne peut-il nous arrêter une seconde.

Il ne se formera avec notre texte ni plus ni moins de relations adultérines qu'avant. Le but des unions de cette nature est beaucoup moins le désir de fonder une famille que de satisfaire aux élans de la sympathie et de l'affection ou à l'entraînement des sens. On peut affirmer que d'une façon presque unanime les enfants y sont plus appréhendés que désirés. C'est, à notre sens, une raison de plus, d'ailleurs, pour ne pas, par une législation d'une rigueur inadmissible, aggraver encore les raisons qui y font, en général, redouter par dessus tout la présence des enfants.

Mais si, malgré tout, le couple adultérin a des enfants, dans quelle situation vraiment atroce place-t-on les parents le jour où il leur sera permis de régulariser leur situation ! Ils auront le choix entre trois solutions : renoncer à profiter des facilités que la loi leur accorde et maintenir une situation irrégulière que le législateur n'a vraiment pas intérêt à encourager, se résigner à écarter d'eux leurs enfants, ou accepter les risques d'une situation qui fera l'amertume de leur vie et empoisonnera leur existence. De toute façon, c'est un problème véritablement poignant qu'ils auront à résoudre. A notre avis, il n'est pas bon que la loi place le citoyen dans cette alternative : faire son devoir, mais pour faire son devoir sacrifier ses intérêts les plus légitimes.

Les auteurs de la proposition font d'ailleurs remarquer, avec raison, que ne pas admettre leur texte serait faire aux enfants adultérins un sort plus défavorable qu'aux enfants incestueux, et ici, nous tenons à reproduire un attendu d'un arrêt rendu le 27 janvier 1874 par la Cour de cassation, qui précisera notre pensée :

« Sur le second moyen tiré de la violation de l'article 331 du Code civil : Attendu qu'il résulte des termes et de l'esprit de cet article que la prohibition de légitimer par mariage subséquent les enfants incestueux, ne s'applique qu'aux enfants nés de personnes entre lesquelles le mariage est absolument interdit, ou qui n'ont pas obtenu du Gouvernement l'autorisation de le contracter ; que les dispenses accordées par le Gouvernement effacent l'empêchement pour le passé comme pour l'avenir et qu'elles ont pour effet de faire consi-

dérer les parents au degré prohibé comme ayant toujours été libres. »

Faisant application de cette jurisprudence constante, il en résulte que :

1^o L'interdiction de la légitimation est liée à l'interdiction absolue, rigoureuse, sans exception concevable du mariage ;

2^o Qu'une possibilité légale de mariage lève l'empêchement de légitimation.

Dans notre matière, c'est la loi qui relève de l'incapacité, qui donne la dispense, elle le fait de la façon la plus absolue, il ne devrait donc plus subsister le moindre empêchement à la légitimation.

C'est un autre arrêt de la Cour Suprême, du 22 janvier 1867, rendu par un célèbre jurisconsulte, M. le premier président Troplong, qui va en donner les raisons péremptoires :

« Qu'en déclarant que les enfants adultérins et incestueux ne peuvent être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, l'article 331 a posé un principe de haute moralité, mais qu'il ne faut pas en exagérer les conséquences, qu'on ne peut admettre que, quand les dispenses ont été accordées, le législateur ait voulu réhabiliter les auteurs de la faute sans effacer la tache qui en est résultée pour ceux qui leur doivent l'existence, et introduire dans la nouvelle famille qu'il permet de créer, des causes incessantes de division en accordant les avantages de la légitimité aux enfants nés depuis le mariage et en ne laissant à ceux qui sont nés antérieurement que la flétrissure et les incapacités de recevoir qui dérivent d'une origine incestueuse. »

« Qu'en décidant le contraire, l'arrêt attaqué a fausement appliqué le texte et méconnu l'esprit des articles ci-dessus visés, cass., etc. »

Toute la partie de cet arrêt que nous avons soulignée s'applique, comme on le voit, avec la plus grande précision, à la situation des enfants adultérins depuis l'abrogation de l'article 298 et, pour le marquer avec plus de force encore si c'est possible, nous voulons faire encore une citation empruntée à un arrêt de la Cour de Rennes, du 17 juin 1879 :

« Qu'il ne se comprendrait pas que le bénéfice de la réhabilitation fut accordé aux auteurs de la faute et impitoyablement refusé aux fruits innocents de leurs relations coupables, qu'une disposition destinée à faire cesser le scandale d'un inceste (ou d'un adultère), en perpétuât le souvenir ; qu'une nouvelle famille pût se fonder à l'abri de la loi et que ses membres issus du même sang restassent divisés par la date de leur naissance, sans avoir la même situation ni les mêmes droits héréditaires. Par ces motifs, infirmant le jugement dont est appel, etc. »

Que l'on rapproche ce langage de celui que dernièrement tenaient MM. Paul et Victor Margueritte sur cette question même, et il sera impossible de ne pas remarquer une identité absolue d'inspiration.

« Dire qu'on a abrogé, voici plus d'un an, l'imbécile article de loi qui empêchait vos papas, vos mamans de s'unir, de fonder pour vous le nouveau foyer, le nid où abriter vos existences précaires et ballottées ! Et vous, — enfants adultérins, — vous qui, les premiers, eussiez dû profiter de cette amélio-

ration de la loi du divorce, vous qui étiez la vraie, la profonde raison d'être de cette faculté de remariage, donnée « aux complices », vous êtes les seuls auxquels ait omis de songer le législateur.

« Vos parents sont maintenant, devant la loi, mari et femme ; ils ont pu effacer le pénible souvenir, réparer le tort qu'ils s'étaient, aux yeux de quelques-uns, causés. Nom, fortune, tout désormais leur est commun. Et vous, qui incarnez leur raison de vivre, vous qui devriez être leur revanche du sort, leur orgueil quotidien, le soutien de leur vieillesse, vous qui méritez, avant eux, toutes les réparations du bonheur, toutes les justices tardives, vous demeurez ce que vous étiez auparavant, ce que vous êtes toujours, tarés, flétris, un zéro social, quelle que puisse être votre valeur d'individu. »

On ne trouvera pas une décision de jurisprudence contraire aux trois arrêts qui consacrent le droit de légitimation des enfants incestueux quand les parents ont obtenu les dispenses nécessaires pour contracter mariage. Cette simple constatation nous permet donc dès maintenant et sans insister de considérer la cause comme gagnée.

Et maintenant qu'on nous permette, pour rassurer ceux de nos collègues qui seraient susceptibles de se laisser arrêter par des considérations d'ordre religieux, de citer les paroles que prononçait à la Chambre des Députés, le 3 novembre 1838, le procureur-général Dupin, pour justifier le droit de légitimation des enfants incestueux nés de beaux-frères et de belles-sœurs qui auraient obtenu les dispenses nécessaires pour se marier :

« C'était en honorant par le mariage une union auparavant illégitime, en faisant monter les enfants au rang de la légitimité sous le sceau de la religion et sous la bénédiction du prêtre, que le scandale se réparait aux yeux de la société et de la religion.

« Voilà ce que faisait la loi canonique ; elle ne disait pas à ceux qui auraient mal vécu :

« A présent vous êtes époux, vous l'êtes pour l'avenir, mais pour le passé vous restez concubins incestueux ; les enfants que vous aurez à l'avenir sont légitimes ; mais ceux que vous avez eus précédemment resteront incestueux ; nous établirons une séparation. Il y aura deux familles, l'une d'enfants légitimes, l'autre de bâtards qui ne pourront pas se regarder sans rougir et sans faire rougir leurs parents.

« Non ! Tel n'est pas le langage de la religion, elle disait, au contraire : « Contractez mariage et la famille entière sera légitimée pour le passé et légitimée pour l'avenir, et vous serez alors époux et vous serez frères dans toute la force du terme : il y aura une famille plus morale que si vous la scindiez en deux. »

Notre conclusion, ce sera celle même du procureur général Dupin :

« Puisque la loi actuelle, au lieu de rester ferme dans la prohibition, a permis ces mariages avec dispense, il est certain, sans que vous puissiez dénier cet effet du mariage, que toutes les fois qu'il y aura dispense et mariage à la suite, il y aura légitimation des enfants. »

C'est la justification absolue de notre point de vue qui

rattache notre proposition à l'article 298 du Code civil.

.

En conséquence, nous vous proposons le texte suivant :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1^{er}. — Le premier paragraphe de l'article 331 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leur père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les connaîtront dans l'acte même de célébration.

Art. 2. — Dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, les enfants nés d'un commerce adultérin, qui n'ont pu être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, pourront être l'objet d'une reconnaissance qui emportera légitimation.

Cette légitimation aura lieu devant l'officier de l'état civil de la commune où le mariage aura été célébré. Mention en sera faite en marge des actes de mariage et de naissance.

Quelques temps après ce rapport, le 5 février 1907 (1), M. Viollette fait un rapport supplémentaire pour répondre

(1) Rapport supplémentaire de M. Viollette le 5 février 1907, Annexe n° 732, *Journal officiel* du 12 mai 1907, p. 407.

à certaines observations de M. Perroche et de M. Groussier qui demandaient de supprimer également, dans le texte de l'article 331, les mots : *autres que ceux nés d'un commerce incestueux*. Au nom de la Commission, M. Viollette accepte cette modification, *qui ne peut, dit-il, que consacrer la jurisprudence unanime dont il a été tiré argument dans le rapport principal. En effet, on ne peut légitimer les enfants incestueux que par mariage ; or le mariage des personnes parentes au degré prohibé ne peut avoir lieu qu'avec une dispense du Chef de l'Etat. Du moment que nous ne portons pas la main sur cette prescription essentielle, même avec la rédaction de MM. Perroche et Groussier, la légitimation des enfants incestueux ne reste donc possible que dans le seul cas où actuellement le mariage lui-même est possible.*

C'est le 18 février (1) que la proposition vint en discussion devant la Chambre et fut adoptée après quelques observations.

Seul M. Paul Beauregard, tout en admettant le principe de la proposition comme conséquence de l'abrogation de l'article 298, fit une grave objection. En améliorant la situation des enfants adultérins, ne va-t-on pas nuire à celle des enfants légitimes, et ces derniers ne sont-ils pas aussi et plus intéressants que les premiers ? C'est l'avis de M. Beauregard, qui demande de modifier la proposition à l'effet de protéger les intérêts des enfants légitimes, qui

(1) Séance du 18 février 1907, *Journal officiel* du 19 février 1907, p. 377 et suivantes.

vont se trouver lésés par l'adjonction d'enfants nés en contradiction avec les engagements pris au moment du mariage.

Nous ne contestons pas, dit-il, qu'il soit juste, légitime et humain de corriger dans ce qu'elle a d'infiniment trop rigoureux la situation d'enfants qui, après tout, n'ont pas demandé à naître ; il y a là une question de principe sur laquelle nous sommes d'accord. Mais vous traitez ensuite avec une singulière légèreté, à mon sens, des droits qui, à coup sûr, ne sont pas moins sérieux.

Pourtant sur l'intervention de M. Guyot-Dessaigne, garde des sceaux, au nom du Gouvernement qui entendit se rallier aux conclusions du rapport de M. Viollette, la Chambre ne prit pas en considération l'objection de M. Beauregard et passa outre. La proposition fut acceptée dans son entier le même jour.

§ 2. — *La loi au Sénat.*

Au Sénat, la proposition devait éprouver plus de difficultés ; elle devait même être modifiée profondément et, de générale qu'elle était, devenir applicable seulement dans quelques cas limitativement déterminés.

M. Chaumié est chargé du rapport, qu'il fit devant le Sénat, le 20 juin 1907 (1).

Les objections qu'il fait au nom de la Commission nom-

(1) Annexe n° 166, *Journal officiel* du 23 octobre 1907, p. 140.

mée par le Sénat, à la loi votée par la Chambre des Députés, sont très graves et méritent d'autant plus d'être rapportées, qu'elles ont été admises et sont passées dans le texte définitif.

Sans méconnaître la haute valeur des considérations d'humanité qui avaient inspiré les auteurs de la proposition de loi, certains membres de votre Commission ont fait observer que maintenir dans la généralité de ses termes le nouvel article 331, pouvait amener à des conséquences qu'ils considéraient comme inacceptables.

L'hypothèse suivante pouvait notamment se produire : Un homme marié entretient à côté de son ménage une union illégitime au cours de laquelle des enfants lui naissent, concurremment de sa femme et de sa maîtresse. Le mariage se dissout par la mort de sa femme. Le mari, devenu veuf, épouse sa maîtresse, et révélant alors par la légitimation de ses enfants adultérins l'existence de ses relations coupables, en même temps que la date de naissance de ses enfants légitimes, atteste la continuité de ses relations conjugales, il donne une sorte de consécration légale à l'état de bigamie dans lequel il a vécu.

La question était importante, en effet, et l'hypothèse saisissante. C'est cette hypothèse qu'il développe à nouveau devant le Sénat, le 24 octobre 1907, lors de la discussion de la loi (1).

Après l'avoir rappelée, il continue ainsi :

(1) *Journal officiel* du 25 octobre 1907, p. 953.

Votre commission a pensé qu'il était impossible de l'admettre.

Elle vous propose, en conséquence, de modifier le texte et de n'autoriser la légitimation que dans le cas de l'enfant adultérin désavoué par le mari, et dont le père et la mère, malgré le divorce prononcé contre celle-ci, n'ont pu se marier ensemble à cause de l'obstacle que leur opposait l'ancien article 298 du Code civil, ou bien lorsqu'il s'agit d'enfants adultérins nés plus de 300 jours après l'ordonnance du Président du Tribunal prévue par l'article 878 du Code de procédure civile, intervenue entre celui de leurs auteurs qui était antérieurement dans les liens d'un précédent mariage et son conjoint. L'hypothèse est très facile à préciser. Ici il n'y a pas à redouter la conséquence choquante que je vous faisais entrevoir tout à l'heure. L'état de concubinage, les relations adultères, se produisent après la constatation légale par l'ordonnance du Président, d'une vie séparée et l'on ne retrouve pas la double existence constitutive d'une sorte de bigamie.

A côté des cas que vise le texte nouveau, il en est sans doute, — et combien m'ont été signalés — dignes d'un grand intérêt, très émouvants mêmes.

Il est certain, en effet, que souvent à la suite de l'abandon d'un mari par sa femme ou d'une femme par son mari, il a pu se créer de faux ménages dans lesquels des enfants sont nés, qu'il est cruel de laisser en dehors de la famille nouvelle que vont plus tard fonder leurs parents en régularisant leur situation.

Mais en dehors du cas de désaveu, ou bien de conception au cours d'un état de séparation de corps ou d'instance, si le vice d'adultérinité venait de la mère, la légitimation se heurterait au principe de la règle « pater is est... » et le conflit soulèverait les difficultés les plus graves. Si le vice d'adultérinité provenait du père, il serait presque impossible de formuler un texte assez précis pour qu'il pût, à la fois, éviter les inconvénients inacceptables dont je viens de signaler l'un, et favoriser les circonstances dignes d'intérêt.

C'est cet avis qui emporta celui du Sénat. Le texte proposé par M. Chaumié et qui n'est autre que celui de l'actuel article 331, fut immédiatement adopté par le Sénat.

Il est ainsi conçu :

Les enfants nés hors mariage pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration. En ce qui concerne les enfants adultérins, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leur père et mère, et dans l'acte même de célébration, ceux qui seront nés plus de 300 jours après l'ordonnance du président du Tribunal, prévue par l'article 878 du Code de procédure civile, intervenue entre celui de leurs auteurs qui était entièrement dans les liens d'un précédent mariage et son conjoint, lorsque cette procédure aura abouti à la séparation de corps ou au divorce ou aura été interrompue par le décès de l'autre conjoint. L'enfant né pendant le mariage et désavoué par le mari pourra également être légitimé par le mariage subséquent de la mère avec son

complice. Il sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

La loi ainsi modifiée revint alors à la Chambre. M. Viollette qui rapporta à nouveau la loi devant cette Assemblée, craignant sans doute un échec ou un ajournement de sa proposition, s'empessa d'accepter les restrictions apportées par le Sénat, tout en gardant le secret espoir d'aller plus loin ensuite.

Il y a beaucoup à dire sur la valeur de l'argument de l'honorable M. Chaumié, déclara M. Viollette dans ce rapport (1).

La loi passée et promulguée le 7 novembre 1907, MM. Viollette et Steeg devaient bientôt reprendre leur proposition primitive et la porter à nouveau devant la Chambre des Députés. Nous verrons plus loin que la Chambre l'accepta à nouveau et qu'un jour ou l'autre, elle devra, peut-être le premier pas étant fait, recevoir sa consécration légale.

DEUXIÈME PARTIE

La Loi prise en elle-même.

Nous venons de voir comment la Chambre désireuse de supprimer radicalement la prohibition de la légitimation

(1) Rapport de M. Viollette du 30 octobre 1907, Annexe n° 1284, p. 38, III annexes.

de l'enfant adultérin par mariage subséquent de ses parents et de le traiter sur le même pied que les enfants naturels simples, avait vu tronquer par le Sénat le projet qu'elle avait voté et limiter la possibilité de la légitimation à certains cas limitativement énumérés.

Cette limitation a été inspirée, nous l'avons vu également, par le désir de ne pas toucher à la règle : *Pater is est quem nuptiæ demonstrant*, principe qui, malgré sa rigueur parfois injuste et son immoralité souvent flagrante, constitue la base de l'institution de la famille.

Au contraire, cette règle est-elle exceptionnellement écartée par un désaveu, est-elle mise de côté par une procédure de divorce ou de séparation de corps, plus d'inconvénients à autoriser une légitimation.

Le principe fondamental ne peut souffrir alors d'une légitimation d'enfant adultérin.

C'est ce qu'a expliqué le rapporteur de la Commission du Sénat, M. Chaumié (1) : *Il s'agit, par exemple, d'un enfant adultérin désavoué par le mari et dont les père et mère, malgré le divorce prononcé contre celle-ci, n'ont pu se marier ensemble à cause de l'obstacle que leur opposait l'ancien article 298 du Code civil.*

Il s'agit encore d'un enfant né de relations intervenues entre un homme et une femme dont l'un était engagé dans les liens du mariage, liens non encore juridiquement rompus,

(1) Rapport de M. le Sénateur Chaumié du 20 juin 1907. *Journal officiel* du 23 octobre 1907, Annexe n° 166, p. 140.

mais relâchés cependant, soit par la séparation de corps, soit par le commencement de la procédure souvent très longue du divorce. Ces liens venant enfin à être brisés, soit par le divorce, soit par le décès de l'autre conjoint, il est juste de permettre à cet homme et à cette femme, qui, désormais, vont pouvoir se marier, de légitimer cet enfant ; il serait inhumain de le leur interdire ; et, bien des fois, la possibilité de donner un état civil à l'enfant né d'eux sera le motif le plus puissant pour les déterminer à régulariser leur situation et à fonder un foyer légitime.

C'est dans ce cadre un peu étroit que fut placée la loi de 1907, que fut autorisée la légitimation de l'enfant adultérin.

I. — EXAMEN DES DIFFÉRENTS CAS VISÉS PAR LA LOI

Examinons d'une façon précise les différents cas qu'elle a prévus.

Certains commentateurs ont cru devoir suivre la division qu'avait adoptée M. Chaumié dans son discours plutôt que celle de la loi, et ont examiné successivement :

1^o Les enfants désavoués par le mari ; 2^o les enfants nés pendant une instance en divorce ; 3^o ceux nés après une séparation de corps.

Nous ne croyons pas que cette division soit préférable

et nous aimons mieux suivre à la lettre l'article 331 nouveau.

Pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, deux classes d'enfants adultérins :

1^o Ceux nés pendant une instance en divorce ou en séparation de corps (*alinéa 2 de l'article 331*).

2^o Ceux que le mari a désavoués (*alinéa 3 du même article*).

§ 1^{er}. — *Première classe d'enfants adultérins pouvant être légitimés. Enfants nés pendant une instance en divorce ou en séparation de corps.*

Le nouvel alinéa 2 de l'article 331 s'exprime ainsi :
Pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, et dans l'acte même de célébration, ceux qui sont nés plus de 300 jours après l'ordonnance du président du Tribunal, prévue par l'article 878 du Code de procédure civile, intervenue entre celui de leurs auteurs qui était antérieurement dans les liens d'un précédent mariage et son conjoint, lorsque cette procédure aura abouti à la séparation de corps ou au divorce ou aura été interrompue par le décès de l'autre conjoint...

Ainsi la loi qui n'a pas voulu permettre aux époux d'avoir en dehors de leur ménage des enfants légitimes, se départit de sa rigueur, si les liens du mariage sont en voie de rupture ou de relâchement.

Alors, en effet, la situation est différente de celle d'un adultère banal, il ne s'agit plus d'un libertinage répréhensible ou d'une bigamie dangereuse ; les époux vont devenir des étrangers l'un pour l'autre et ce qu'il faut le plus ardemment souhaiter, c'est qu'ils fondent le plus tôt possible de nouvelles familles, ainsi que le leur a permis, dans tous les cas, l'abrogation de l'article 298 du Code civil. Or, il se trouve qu'ils n'ont pas attendu, pour reprendre une compagne ou un ami, la fin de la procédure, souvent fort longue, du divorce ou de la séparation de corps ; leurs amours clandestines ont porté leurs fruits ; un enfant est né ; puis le procès se trouve enfin terminé, ils vont pouvoir régulariser leur situation et fonder une famille légitime. Les empêcher de légitimer les enfants nés pendant le cours de la procédure de divorce était une rigueur inutile à laquelle la loi de 1907 a sagement remédié.

C'est une sorte de conséquence de ce principe que le plaideur ne doit pas souffrir des lenteurs de la justice.

Mais la loi choisit le point de départ de la période où la légitimation deviendra possible d'une façon arbitraire, et nous le verrons en faisant la critique de cette loi, un peu injuste.

L'alinéa 2 de l'article 334 que nous examinons actuellement, comprend différents cas.

Sa longueur confuse dit assez quelles difficultés les rédacteurs ont éprouvées pour y faire entrer les hypothèses qu'ils visaient. Ils ont eu le tort de vouloir viser à la fois

trop de cas, qui, au lieu d'être massés en une seule disposition, auraient gagnés à être différenciés.

Cet alinéa ne vise pas moins de quatre cas principaux, sans compter ceux plus compliqués qu'on peut imaginer facilement.

A. — Un homme marié en instance de divorce ou de séparation de corps a des relations avec une femme libre. Un enfant naît de ces relations 300 jours au moins après l'ordonnance de non-conciliation qui autorisait les deux époux en procès à avoir une résidence séparée. La femme peut reconnaître son enfant comme naturel simple, puisque son père est inconnu ; mais celui-ci ne pourrait, à cause de l'article 335 du Code civil, le reconnaître. Le divorce ou la séparation de corps est-il prononcé ou même l'épouse décède-t-elle pendant l'instance, le mari épouse-t-il sa maîtresse, il pourra, dans l'acte de mariage, légitimer l'enfant qu'elle lui aura donné.

B. — Une femme mariée, au cours de l'instance en séparation de corps ou en divorce, entretient des relations adultères avec un homme libre.

Il naît de ces relations un enfant plus de 300 jours après que le Président l'a autorisée à avoir une résidence séparée. Si la séparation de corps ou le divorce est prononcé, ou que le mari décède pendant l'instance et qu'après l'un de ces événements la femme épouse son amant, l'enfant pourra être légitimé par le mariage.

C. — Pour entrevoir une troisième et même à la rigueur une quatrième hypothèse visée par l'alinéa premier, qu'il

nous suffise de supposer que l'homme en instance de divorce, au lieu d'entretenir des relations intimes avec une femme libre, ait pour maîtresse une femme mariée. Un enfant naît de leurs œuvres. Après avoir été rendus libres tous les deux par le divorce ou par le veuvage, ils s'épousent. L'enfant pourra être légitimé, s'il se trouve à l'égard de tous les deux dans les conditions de la loi de 1907, c'est-à-dire s'il est né plus de 300 jours après chacune des ordonnances du Président intervenues dans les divorces ou séparations de corps de ses parents, ou encore, si né plus de 300 jours après cette ordonnance intervenue dans la procédure engagée à l'égard de son père, il a été désavoué par le mari de sa mère.

D. — Enfin, dans le dernier cas visé par l'article 1^{er} de la loi de 1907, se trouve implicitement celui de l'enfant né, non pas pendant l'instance, mais après une séparation de corps définitivement prononcée.

Un homme ou une femme séparés de corps prennent une maîtresse ou un amant, événement fréquent en pratique. Un enfant naît. Au moyen de la conversion rendue plus facile que jamais par la loi du 6 juin 1908 (1), la séparation de corps devient un divorce ou l'un des époux, en mourant, rend à l'autre son entière liberté.

Tout lien est rompu entre les époux. Les amants se ma-

(1) La Loi du 6 juin 1908, modifiant l'article 310 du Code civil, a décidé que le Tribunal devrait nécessairement prononcer la conversion après 3 ans écoulés depuis la séparation de corps.

rient alors. Ils pourront légitimer leur enfant. Ce dernier cas, l'un des plus fréquents, en pratique, est d'ailleurs infiniment juste en législation. Quel époux, en effet, est plus excusable d'avoir des relations adultères que l'époux séparé de corps.

§ 2. — *Deuxième classe d'enfants adultérins pouvant être légitimés. Enfants désavoués par le mari.*

Il s'agit ici d'une toute autre hypothèse.

Une femme mariée a des relations avec un amant ; un enfant lui naît des œuvres de ce dernier ; il est réputé être l'enfant légitime du mari de la mère, en vertu de la règle : *Pater is est quem nuptiæ demonstrant*, bien que ce soit souverainement injuste.

Supposons que le mari se trouvant dans l'un des cas des articles 312 et 313 du Code civil, parvienne à désavouer cet enfant ; par exemple, il établit que l'éloignement ou quelque accident l'a empêché de co-habiter avec sa femme pendant les délais légaux de la gestation ; l'enfant est désavoué et se trouvant fils d'une femme mariée et d'un autre que son mari, est adultérin. Puis le mari meurt, ou le divorce est prononcé et la femme épouse son amant.

Avant 1907, l'enfant né de leurs œuvres n'en serait pas moins adultérin sans aucune possibilité de légitimation. Au contraire, en vertu de l'article 2 de la loi, qui est devenu l'alinéa 3 de l'article 331, cet enfant pourra être légitimé.

Il ne semble pas qu'il y ait lieu de distinguer le désaveu demandé par le mari de celui demandé par les héritiers de celui-ci, conformément à l'article 317 du Code civil, lorsque celui-ci était encore dans les délais pour le faire. La loi dit *désaveu*, tout court. L'enfant pourra donc être légitimé, chaque fois qu'il aura été désavoué et, qu'en outre, les autres conditions imposées pour la légitimation se rencontreront.

Tels sont les cas de légitimation d'enfants adultérins admis par la loi du 7 novembre 1907.

Disposition transitoire. — Dans une disposition transitoire dont l'intérêt est mince aujourd'hui, le législateur de 1907 s'est préoccupé des enfants adultérins se trouvant dans les conditions prévues par cette loi et dont les parents se sont mariés antérieurement à 1907. La reconnaissance devant avoir lieu au moment du mariage la légitimation était pour eux impossible. La loi leur a accordé un délai de deux ans pour faire devant l'officier de l'état civil de leur domicile une reconnaissance, valant exceptionnellement légitimation (1).

Nous allons maintenant étudier au point de vue purement juridique le mécanisme de cette loi appliquée à chacun

(1) La jurisprudence a eu récemment à faire une application de cette disposition transitoire. Elle a décidé que la légitimation des enfants adultérins qu'elle permet ne peut avoir pour effet de faire révoquer *pour cause de survenance d'enfant* une donation faite antérieurement à la naissance de l'enfant. (Tribunal Toulouse, 26 mai 1908 D. 1909.2 125).

de ces cas, en signalant les progrès qu'elle a réalisés, comme les lacunes, les anomalies et les obscurités qu'elle n'a pas évitées.

Puis nous ferons une rapide critique de cette loi au point de vue législatif et social.

II. — DISCUSSION DE LA LOI AU POINT DE VUE JURIDIQUE

Avant d'entrer dans la discussion de la loi, remarquons que certains des législateurs de 1907 ont remis en cause des controverses qu'on croyait éteintes, relativement au moment où il faut se placer pour apprécier la filiation d'un enfant. Qu'on se souvienne qu'avec à peu près toute la doctrine, nous pensons qu'il faut se placer au moment de la conception pour dire si une filiation est légitime, naturelle, incestueuse ou adultérine.

Or, M. Viollette a dit en adoptant, comme pis-aller, la loi telle que l'avait modifiée M. Chaumié (1) : *Mais il est bien entendu que cette loi destinée de l'aveu unanime, à améliorer la situation des enfants adultérins ne peut, en une mesure quelconque, la rendre pire. La loi que nous vous proposons de voter ne permettra donc certainement pas la*

(1) Rapport de M. Viollette, séance du 11 octobre 1907, Annexe n° 1281, *Journal officiel, Doc. parl.*, 27 février 1908, p. 38.

légitimation dans les espèces que veut écarter M. Chaumié. Il est toutefois nécessaire de remarquer que l'honorable sénateur n'a pas visé le cas où les deux époux auraient la faculté légale de se marier au moment de la naissance des enfants que leur mariage postérieur doit légitimer. Conformément aux travaux préparatoires du Code civil, à la déclaration de Bigot-Préameneu et surtout à celle si précise et si formelle du tribun Duveyrier au Corps Législatif, dans cette hypothèse la légitimation est possible.

Les Chambres n'ayant pas relevé cette déclaration, il semble donc qu'il faille se placer au moment de la naissance pour dire qu'une filiation est adultérine ou naturelle simple.

Cependant nous ne croyons pas que cette déclaration de M. Viollette soit suffisante pour renverser un principe que, contrairement à l'Ancien Droit, toute la doctrine, Pothier en tête, a admise. Nous croyons plutôt que M. Viollette ne s'est pas embarrassé des principes, mais que, très favorable à la légitimation de l'enfant adultérin, il a cherché à la permettre dans le plus grand nombre de cas possible.

Peut-être, en pratique, cette solution présenterait-elle peu d'inconvénients graves, mais on ne peut vraiment l'admettre en présence des principes contraires universellement reconnus et d'ailleurs rigoureusement logiques.

*
* *

Ceci dit, abordons la discussion des différents cas visés par la loi et que nous connaissons.

Examinons tout d'abord le premier alinéa de l'article 334. Les enfants nés hors mariage *pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.*

Pour la légitimation de tout enfant naturel, il faut donc deux conditions, reconnaissance et mariage subséquent. La nouvelle loi ayant supprimé les mots *autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin*, cette double condition paraît s'adresser à l'enfant adultérin comme aux autres.

La première de ces deux conditions, la reconnaissance, semble en contradiction avec l'article 335 (1) qui prohibe précisément cette reconnaissance de l'enfant adultérin.

Le législateur de 1907 a-t-il donc voulu abroger également cet article et permettre la reconnaissance de cet enfant ? Nullement, c'est la légitimation seule qu'il a voulu autoriser.

Lors de la confection de la loi, cette idée était venue à certains parlementaires. M. Groussier, notamment, s'en était inquiété et avait demandé, à la séance du 16 février 1907, de préciser que la prohibition de la reconnaissance restait entière. Il craignait surtout que le désir de maintenir intacte cette prohibition n'empêchât les Chambres d'accepter la nouvelle loi, qui, de ce chef, aurait

(1) Article 335. — Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin.

pu paraître trop hardie ; il proposa donc un amendement tendant à modifier l'article 335 par l'adjonction de l'alinéa suivant : *Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin, sauf dans l'acte de célébration et en cas de mariage de leurs père et mère.*

M. Viollette demanda et obtint le retrait de cet amendement en donnant l'explication suivante (1) : *Il y a dans le Code deux sortes de reconnaissances : celle de l'article 331 qui est la reconnaissance afin de légitimation et celle de l'article 335 qui est la reconnaissance ordinaire. Nous donnons le droit de reconnaître les enfants, mais dans le cas de légitimation seulement, et comme nous laissons subsister l'interdiction de les reconnaître en dehors du mariage, nous laissons subsister l'article 335. La preuve d'ailleurs, que l'article 335 ne constitue pas un obstacle à ce qui est le vœu de la loi que nous vous demandons de voter, c'est qu'à l'heure actuelle, avec la réduction même de l'article 335, on arrive à légitimer par mariage subséquent les enfants incestueux lorsque les dispenses ont été données par le Chef de l'Etat.*

Cette théorie de la double reconnaissance, pure et simple, d'une part, et afin de légitimation, d'autre part, était-elle bien juridique ? C'est peut-être douteux.

Pourtant M. Beauregard s'étant joint à M. Viollette pour demander le retrait de l'amendement de M. Grousier comme inutile, celui-ci répondit par cette boutade :

(1) *Journal officiel* du 19 février 1907, *Déb. parl.*, Chambres, p. 382.

Je le retire très volontiers. Je n'ai pas la prétention de connaître mieux le droit que ceux qui le professent (1).

Il est donc acquis que la loi de 1907 a permis la légitimation de l'enfant adultérin sans permettre sa reconnaissance. N'y a-t-il pas là une anomalie ? Oui, certes, en apparence. Mais pas, à notre avis, dans la réalité. La légitimation de l'enfant adultérin est bien moins dangereuse que sa reconnaissance. Permettre de reconnaître librement un enfant adultérin, c'est laisser un homme ou une femme mariée avoir en dehors de leur famille des enfants et une véritable famille étrangère à tous leurs parents légitimes. C'est autoriser la bigamie et consacrer la ruine du mariage. Permettre, au contraire, la légitimation de l'enfant adultérin, c'est donner le moyen à des personnes auxquelles on accorde le mariage, d'en reconnaître les fruits antérieurs ; c'est aider à la reconstitution d'une nouvelle famille, c'est donner aux nouveaux époux des enfants légitimes, au nouveau mariage, un prix plus grand, une prime plus tentante.

Logiquement, la légitimation peut être admise où la reconnaissance est prohibée ; sans vouloir dire par là que la reconnaissance doit être prohibée et qu'elle ne pourrait être acceptée dans une légitimation différente de la nôtre ; sans vouloir dire, non plus, que la légitimation des enfants adultérins doit être admise dans tous les cas, même quand elle peut nuire aux enfants légitimes.

(1) Texte précité.

* * *

Examinons maintenant les hypothèses de l'alinéa 2 de l'article 334.

Nous avons vu qu'il autorise la légitimation des enfants adultérins de l'époux en instance de divorce ou de séparation de corps, pourvu qu'ils soient nés plus de 300 jours après l'ordonnance de non conciliation sans distinguer si cet époux est le mari ou la femme. Nous verrons pourquoi il eut été préférable de distinguer dans la loi ces deux situations très différentes et comment cette confusion nuit à la clarté de la loi et conduit à des inégalités regrettables de traitement.

Prenons d'abord la situation de l'homme, père d'un enfant adultérin.

§ 1^{er}. — *Enfant adultérin du mari.*

I. — Un homme marié en instance de divorce ou de séparation de corps entretient, comme cela arrive fréquemment en fait, des relations avec une femme libre. Un enfant naît de leurs relations ; puis le mariage est dissous par le prononcé du divorce, par une séparation de corps plus tard convertie en divorce ou par la mort de l'épouse. Il se marie avec sa maîtresse.

Pourra-t-il légitimer l'enfant né pendant l'instance ? Le législateur de 1907, nous le savons, a répondu : oui,

s'il naît au moins 300 jours après l'ordonnance de non conciliation rendue par le Président. Remarquons, en passant, l'effet étrange donné par la nouvelle loi à cette ordonnance. Alors que dans notre législation, les époux restent mariés jusqu'à la transcription du divorce, bien qu'ayant une résidence séparée et soient, en conséquence, tenus au devoir de fidélité, la loi de 1907 les relève, en quelque sorte, de ce devoir et anticipe les effets de la dissolution du mariage.

Le législateur a voulu, c'est certain, autoriser la légitimation de l'enfant conçu pendant l'instance et qui n'est adultérin que par une fiction de la loi consistant à faire durer le mariage, après que les époux ne vivent plus comme des gens mariés.

Mais pourquoi avoir pris comme point de départ l'ordonnance de non conciliation plutôt que la demande en divorce. Combien d'époux, en fait, ont eu des relations entre le jour où la demande est formée et celui de la tentative de conciliation ? Et combien d'époux, d'autre part, cohabitent ensemble pendant cette période ? A peu près aucun.

Le plus souvent même, la séparation de fait des époux précède de plusieurs mois ou de plusieurs années la demande en divorce.

Pourquoi ensuite avoir adopté ce délai de 300 jours après l'ordonnance de non conciliation ? Ce chiffre n'est-il pas en contradiction formelle avec les présomptions légales établies par le Code et le choix de ce chiffre n'est-il pas une méprise.

D'après les présomptions légales des articles 314 et 315 du Code civil, le minimum possible de gestation est de 180 jours, le maximum de 300 jours. La légitimité d'un enfant n'est suspecte qu'autant qu'il naît moins de 180 jours après le mariage ou plus de 300 jours après sa dissolution. Le Code a voulu être favorable à l'enfant et ne lui appliquer la solution la plus rigoureuse qu'à coup sûr. Appliquons ces principes à l'espèce visée par la loi de 1907. Si un enfant naît d'un homme marié et d'une femme libre plus de 180 jours et moins de 300 jours après l'ordonnance de non conciliation, il ne pourra pas être légitimé et pourtant notre législation présume qu'il a été conçu depuis l'ordonnance. En fait, si un enfant naît 295 ou 298 jours, par exemple, après l'ordonnance, il est hors de doute, d'après tous les traités de médecine, que l'enfant n'a pu être conçu que depuis l'ordonnance.

L'injustice n'est-elle pas flagrante ?

Si on autorisait la légitimation des enfants adultérins conçus depuis l'ordonnance de non conciliation, on n'aurait pas le droit de renverser toutes les présomptions légales et de créer, somme toute, une injustice à l'égard de l'enfant qui a eu le malheur d'être conçu dès après l'ordonnance de non conciliation. C'est 180 jours après cette ordonnance, que la loi de 1907 aurait dû dire, au lieu de parler de 300 jours.

Ce délai de 300 jours n'est ni juste, ni juridique.

D'où vient qu'il ait été adopté. Il peut y avoir à cela deux raisons, l'une de fait, l'autre de droit, qui ne sont pas

meilleures l'une que l'autre. La première vient peut-être de ce que les sénateurs qui ont fait la loi telle qu'elle est, n'étaient pas très favorables à la légitimation des enfants adultérins et s'effrayaient de cette innovation. Ils n'ont voulu accorder cette faveur à l'enfant adultérin que dans les cas où sa conception est indubitablement postérieure à l'ordonnance de non conciliation.

Mais ce n'était pas une raison pour renverser toutes les sages présomptions du Code. Il fallait ne pas innover où le faire d'une façon rationnelle.

La raison de droit est peut-être celle-ci. Les législateurs de 1907 ont voulu s'inspirer d'un précédent en la même matière, de l'article 313, alinéa 2, inséré dans le Code par une loi du 18 avril 1886. Cet alinéa stipule : *En cas de jugement ou même de demande soit de divorce, soit de séparation de corps, le mari peut désavouer l'enfant né 300 jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé et moins de 180 jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation.* Le législateur de 1907 a voulu adopter le même délai ; mais il ne paraît pas s'être aperçu que la situation était radicalement opposée.

Dans l'article 313 la longueur du délai de 300 jours est favorable à l'enfant. La loi n'autorise à le désavouer que s'il est né plus de 300 jours après l'ordonnance, c'est-à-dire s'il est indubitablement conçu après cette ordonnance.

Le législateur du Code, qui passe pour sévère, est favorable à l'enfant dans ses présomptions et ne veut le rejeter de la famille qu'à coup sûr. Au contraire, celui de 1907,

qui veut faire du sentiment, en arrive à rejeter de la famille des enfants qui, somme toute, devaient peut-être en faire partie. « Donc, la loi de 1907 devait autoriser, au moins lorsqu'il s'agit du père, la légitimation de l'enfant adultérin né 180 jours après l'ordonnance de non conciliation. Ce n'eût pas été une hardiesse ni une innovation, mais l'application pure et simple de principes juridiques qui ont fait leurs preuves (1). »

Nous l'avons vu, pour que l'enfant adultérin puisse être légitimé, il faut que le mariage ait été rompu ensuite par le divorce ou par la mort de l'autre conjoint ; peu importe que le divorce ait été prononcé immédiatement ou après une séparation de corps préalable, que la mort soit survenue pendant l'instance ou plus tard.

Il est à remarquer que l'enfant qui naîtrait plus de 179 jours après la transcription du divorce ou après la mort de la conjointe, n'aurait pas à faire usage de la loi de 1907 pour être légitimé ; considéré comme naturel simple, il pourrait être légitimé en cette qualité.

Mais supposons que la demande de séparation de corps ou de divorce échoue ; le Tribunal la repousse et voilà les époux qui se retrouvent dans les liens du mariage. Puis, par suite du décès de la femme, ou d'un divorce enfin admis par le Tribunal, le mari se trouve libre. Il épouse

(1) V. Note à l'*Officiel*. Sous rapport de M. Viollette cité plus loin, *Doc. parl.*, Chambre, Annexe n° 1331.

Session extraordinaire, 2^e séance du 25 novembre 1907.

sa maîtresse qui lui a donné un enfant pendant la première instance en divorce ou en séparation de corps et 300 jours au moins après l'ordonnance de non conciliation.

Pourra-t-il légitimer cet enfant ? Non, d'après la loi, puisqu'elle accorde le bénéfice de la légitimation seulement *lorsque cette procédure aura abouti à la séparation de corps ou au divorce, ou aura été interrompue par le décès de l'autre conjoint*. Il en sera de même si, après une séparation de corps dûment prononcée et pendant laquelle le mari aurait eu un enfant de sa maîtresse, puis se serait réconcilié avec sa femme ensuite et se serait retrouvé libre par veuvage ou par divorce et enfin aurait épousé sa maîtresse, mère de son enfant.

Cette solution est un peu étrange.

Que le divorce soit prononcé ou qu'il ne le soit pas, l'enfant n'en est pas moins né pendant une séparation que les époux pouvaient croire définitive, pendant une période où ils étaient dispensés du devoir de co-habitation. Il est extraordinaire que l'état d'un enfant dépende du succès ou de la perte d'un procès ou même d'une réconciliation.

§ 2. — *Enfant adultérin de la femme.*

Quand il s'agit de la légitimation par la femme d'un enfant adultérin, par application de la loi de 1907, la situation devient beaucoup plus compliquée et non moins anormale.

Nous supposons maintenant qu'une femme mariée en instance de divorce ou de séparation de corps a des relations avec un tiers. Un enfant naît de ces relations. Devenue libre par le divorce ou par le veuvage, la femme épouse son complice.

Il faut, pour faire la critique de la loi, relativement à cette hypothèse, en examiner les effets selon que l'enfant naît moins de 300 jours ou plus que ce laps de temps après l'ordonnance de non conciliation.

Dans le premier cas, la loi de 1907 n'a pas d'action ; l'enfant né moins de 300 jours après l'ordonnance est réputé légitimé à l'égard du mari ; cela résulte de l'article 313, alinéa 2 précité qui permet au mari de désavouer l'enfant né pendant l'instance en divorce seulement s'il est né 300 jours *après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé*. Dans ce cas seulement il aura le droit de le désavouer d'une façon péremptoire, c'est-à-dire par simple déclaration sans avoir rien à prouver et sans qu'on puisse lui opposer d'autre fin de non recevoir qu'une réconciliation avec sa femme. En dehors du cas de cet article 313, alinéa 2, le mari a, bien entendu, le droit de désavouer l'enfant dans les termes du droit commun, conformément aux articles 312 et 313, alinéa 1^{er}, mais les conditions sont alors si étroites que le désaveu est fort rare. Si donc l'enfant est né moins de 300 jours après l'ordonnance de non conciliation, pratiquement il est réputé légitime à l'égard du mari.

Né au contraire plus de 300 jours après l'ordonnance,

l'enfant peut être légitimé conformément à la loi du 7 novembre 1907. Ici nous n'avons pas à faire au législateur le reproche que nous avons fait quand nous traitions la même question à l'égard de l'enfant adultérin du père ; nous n'avons pas à regretter que le délai de 180 jours n'ait pas été préféré à celui de 300 jours. Ce dernier était le seul qui pouvait être adopté. En effet, pendant les 300 premiers jours après l'ordonnance, l'enfant qui naîtra sera protégé par la règle, *Pater is est...* et sera l'enfant légitime du mari. Après ce laps de temps et seulement alors, il pourra être désavoué péremptoirement et, par suite, être adultérin, mais aussi, dans ce cas, il pourra être légitimé en vertu de la loi de 1907.

Cette disposition est juridique et juste.

Mais combien il est regrettable que le législateur de 1907 ait confondu les deux situations, celle de l'enfant adultérin du mari et celle de l'enfant adultérin de l'épouse, au lieu de les distinguer et de leur appliquer des solutions différentes, comme il aurait dû le faire.

Il fallait dire que le mari pourrait légitimer l'enfant né en dehors de son ménage, 180 jours après l'ordonnance de non conciliation, et que la mère pourrait légitimer l'enfant né de son amant au moins 300 jours après cette ordonnance.

On aurait pu faire encore à la loi le reproche d'être arbitraire, on n'aurait pas pu lui faire celui d'avoir commis une véritable méprise juridique.

* * *

Supposons maintenant que la femme mariée mette au monde un enfant des œuvres d'un amant plus de 300 jours après l'ordonnance. C'est alors que l'article 331, alinéa 2, va pouvoir s'appliquer ; si la femme, libre plus tard, épouse le père de son enfant, la loi de 1907 nous indique qu'elle va pouvoir légitimer ce dernier. Mais on aperçoit, ici encore, un résultat étrange.

Quel est l'état de cet enfant que sa mère va légitimer en épousant son amant ? En vertu de la règle *Pater is est*, n'est-il pas toujours, aux yeux de la loi, l'enfant légitime du mari. Les époux ne cohabitent plus, c'est entendu, mais ils sont toujours mariés ; les enfants qui naissent à la femme sont toujours légalement les enfants du mari jusqu'à ce que celui-ci les ait désavoués s'il le veut et le peut.

Dans la législation du Code, même l'instance en séparation de corps ou en divorce n'avait aucun effet sur la filiation des enfants, le mari n'avait la possibilité du désaveu qu'en cas d'impossibilité matérielle de cohabitation ou de recel de naissance. C'est seulement depuis 1850 pour la séparation de corps, depuis 1886 pour le divorce qu'on a sagement accordé au mari le désaveu péremptoire de l'enfant né à sa femme pendant l'instance. Actuellement, en vertu de l'article 313, alinéa 2 précité, le mari peut désavouer, par simple déclaration, sans avoir rien à prouver, l'enfant né 300 jours après l'ordonnance de non concilia-

tion ; mais si, par négligence ou par malignité, il ne le désavoue pas, l'enfant reste lié à lui par la filiation légitime. Comment, dès lors, la mère pourra-t-elle donner à cet enfant, par son mariage, un autre père légitime. C'est encore une bévue incompréhensible du législateur de 1907. On en est réduit aux conjectures.

L'article 334, alinéa 2, a-t-il voulu dire que la mère pourrait légitimer l'enfant après seulement que le mari l'aurait désavoué ; alors à quoi bon le dire dans l'alinéa 2, puisque ce sera précisément l'objet de l'alinéa 3. Il faut chercher autre chose. On est allé jusqu'à penser que la loi de 1907 avait abrogé l'article 313, alinéa 2, et avait voulu déclarer que désormais l'enfant né de la femme 300 jours après l'ordonnance de non conciliation serait considéré de plein droit comme adultérin et n'aurait pas besoin d'être désavoué. Nous ne croyons pas que le Sénat qui créa cet article ait voulu aller si loin. Il s'est simplement trompé ; vraisemblablement ses connaissances juridiques ont été en défaut. Peut-être a-t-il cru trouver dans les motifs de quelques arrêts que l'introduction d'une demande en divorce ou en séparation de corps faisait cesser toute présomption de paternité de la part du mari (*Aix*, 6 décembre 1876. *D.* p. 77-2-183. *Montpellier*, 21 juin 1886. *S.* 88-2-100. *Lyon*, 3 juillet 1890. *D.* 91-2-99) ; alors que ces arrêts, dans un langage peut-être exagéré, expliquaient qu'ici le désaveu était péremptoire et s'administrerait sans preuve, contrairement au droit commun en cette matière.

Nous voyons ainsi l'erreur du législateur ; mais, défec-

tueuse, son œuvre reste toujours la loi, qu'il faut appliquer et interpréter. Comment devons-nous comprendre l'alinéa 2 de l'article 331 appliqué à l'enfant adultérin de la femme. A notre avis, on ne peut lui donner que l'interprétation suivante :

Si l'enfant né de la femme pendant l'instance n'a pas à être légitimé, si sa mère n'épouse jamais son complice, père de l'enfant, celui-ci restera l'enfant légitime du mari jusqu'à ce qu'il ait été désavoué ; il le restera toujours si le mari ne le désavoue jamais.

Si, au contraire, la mère épouse son complice, elle pourra le légitimer sans que son premier mari ait besoin de le désavouer ; de plein droit, automatiquement, pourrait-on dire, il cessera d'être l'enfant légitime du premier mari pour devenir celui du second, à la seule condition d'être né au moins 300 jours après l'ordonnance de non conciliation.

Il faut avouer que tout cela n'est pas très juridique et dénote une loi votée après une étude insuffisante.

L'interprétation que nous avons donnée, si imparfaite soit-elle, paraît s'imposer, pour deux raisons.

Tout d'abord, si on interprétait l'alinéa 2 de l'article 331 dans le sens de l'abrogation de l'article 343, ce serait rendre pire, dans bien des cas, la situation de l'enfant adultérin et ce n'est certainement pas ce qu'a voulu le législateur de 1907. Ce serait rendre adultérin de plein droit un enfant qui, avant 1907, ne l'était certainement que si le mari le désavouait ; et ce serait le rendre adultérin

inutilement, toutes les fois que sa mère n'épousera pas son complice et ne pourra pas le légitimer.

En outre, si on suppose une réconciliation des deux époux ou un échec de la demande en divorce ou en séparation de corps, notre interprétation s'impose plus encore. Dire que l'enfant né pendant la période suspecte est adultérin de plein droit, ce serait le rejeter de la famille légitime à peu près sans espoir de légitimation postérieure ; en fait, bien souvent, en cas de réconciliation surtout, le mari ne désavouera pas l'enfant né à la femme pendant l'instance, le maintien dans la famille de cet enfant étant un des éléments ou une des conditions de la réconciliation.

En résumé, d'après nous, aux termes de la loi de 1907, l'enfant conçu 300 jours après l'ordonnance sera désavoué de plein droit, lorsque cette mesure sera favorable à sa légitimation ; dans tout autre cas, il restera légitime tant qu'il ne sera pas désavoué.

Solution avantageuse sinon juridique et qui, en pratique, permettra d'éviter des chantages assez malpropres que le mari pourrait exercer en subordonnant son désaveu à toutes sortes de conditions.

*
* * *

Toutes ces explications font voir à quel point le législateur de 1907 aurait dû se garder de confondre les deux hypothèses auxquelles peut donner lieu la naissance, pendant

l'instance, d'un enfant adultérin, au mari, d'une part, et à la femme, d'autre part.

A ces deux cas différents convenaient des solutions différentes ; la confusion qui a été faite de ces deux cas a créé entre les enfants adultérins des époux une inégalité injuste. Alors que l'enfant adultérin du mari, s'il est né moins de 300 jours après l'ordonnance, ne pourra jamais être légitimé par son père, même si celui-ci épouse sa mère, celui de la femme mariée, né dans les mêmes circonstances, aura le choix entre deux pères, le premier mari de sa mère ou le second.

Nous avons vu, en outre, que le délai de 300 jours normal pour l'enfant adultérin de la femme mariée n'avait aucune raison d'être pour celui du mari et qu'il aurait dû être fixé à 180. Nous verrons, après avoir étudié l'alinéa 3 de l'article 331, relatif au désaveu, qu'une autre inégalité se manifeste entre les deux époux dans des hypothèses semblables, encore tout au désavantage de l'homme.

* * *

L'alinéa 3 de l'article 331 s'exprime ainsi : *L'enfant né pendant le mariage et désavoué par le mari pourra également être légitimé par le mariage subséquent de la mère avec son complice.*

Ici il ne s'agit plus d'époux en instance de divorce, dispensés de cohabiter ensemble, mais d'époux en cours de mariage.

La femme se dérange de son ménage, prend un amant et a un enfant des œuvres de cet amant. Que se passe-t-il ?

Neuf fois sur dix, pour ne pas dire toujours, le mari, qu'il ignore le vice de la filiation de l'enfant ou qu'il le connaisse, demeurera, aux yeux de la loi, le père de cet enfant. Ainsi le veut la règle *Pater is est quem nuptiæ demonstrant*, règle, nous l'avons vu, souvent immorale et cruelle, mais nécessaire à la solidité de la famille, utile à celle de la société.

Peu importe qu'ensuite l'épouse adultère se trouve veuve ou divorcée et qu'elle épouse son amant, père de son enfant. Celui-ci est légalement le fils légitime du premier mari et il ne peut être question pour le second mari ni de le reconnaître, ni de le légitimer. Mais le nouvel article 331, alinéa 3, suppose que le mari absent au moment de la conception de l'enfant ou dans l'impossibilité accidentelle de le concevoir, ou encore ayant ignoré, par suite des manœuvres de sa femme, la naissance de l'enfant, en un mot se trouvant dans les cas d'application de l'article 313, parvient à le désavouer. Voilà cet enfant rejeté du sein de la famille légitime. Le voilà adultérin.

Le législateur de 1907 a pensé qu'il était humain de permettre à la mère, si elle devient libre par le veuvage ou par le divorce et qu'elle épouse son complice, de légitimer l'enfant qui n'a pu faire partie de la première famille.

C'est à coup sûr très humain et c'était logique dans la loi telle qu'elle fut votée par la Chambre.

L'un ou l'autre des époux pouvait légitimer ses enfants

adultérins, qu'ils soient nés pendant le mariage ou pendant l'instance en divorce. Mais dans la loi de 1907, telle qu'elle est, la solution n'est plus logique ; le traitement qu'on applique aux deux époux n'est pas égal ; seule la femme peut légitimer ses enfants adultérins nés pendant le mariage ; quant au mari il n'en faut pas parler, cet alinéa de la loi n'est pas écrit pour lui. L'inégalité n'est-elle pas flagrante ?

Elle saute aux yeux, en effet.

Pour en montrer toute l'injustice et tout l'illogique, on ne peut mieux faire que de laisser la parole à M. Viollette.

Lorsque sa proposition de loi, qui tendait à assimiler les enfants adultérins et incestueux aux enfants naturels simples, fut modifiée jusqu'à devenir la loi de 1907, M. Viollette l'accepta, nous l'avons vu, comme un pis-aller. Mais aussitôt il reprit sa proposition dans sa teneur intrinsèque et la déposa sur le bureau de la Chambre.

Après un nouveau rapport (1) de M. Viollette, fait le 25 novembre 1907, la Chambre adopta la proposition. Depuis on attend la décision du Sénat.

C'est de ce rapport de M. Viollette que nous détachons la critique qui va suivre : *Comment l'honorable M. Chaumié n'a-t-il pas vu que son objection, si elle était fondée, devait lui interdire de rapporter même le texte qui est aujourd'hui promulgué ?*

La polyandrie n'est, en effet, pas moins rigoureusement

(1) *Doc. parl.*, Chambres, Annexe n° 1331.

interdite par nos lois que la bigamie. Elle constitue aussi bien que la bigamie le délit d'adultère.

Est-ce que, dès lors, nous ne sommes pas fondés à reprendre littéralement l'argumentation de l'honorable M. Chaumié, en transposant seulement les termes ?

Situation que créait le texte de la Chambre :

Un homme marié entretient à côté de son ménage une liaison illégitime au cours de laquelle des enfants lui naissent, concurremment de sa femme et de sa maîtresse. Le mariage se dissout par la mort de la femme. Le mari, devenu veuf, épouse sa maîtresse et révélant alors par la légitimation de ses enfants adultérins l'existence de ses relations coupables, en même temps que la date de la naissance de ses enfants légitimes atteste la continuité de ses relations conjugales, il donne une sorte de consécration légale à l'état de bigamie dans lequel il a vécu.

Situation créée par le texte du Sénat, aujourd'hui promulgué :

Une femme mariée entretient à côté de son ménage une liaison illégitime au cours de laquelle des enfants lui naissent, concurremment de son amant et de son mari. Le mariage se dissout par la mort du mari. La femme, devenue veuve, épouse son amant et révélant alors par la légitimation de ses enfants adultérins l'existence de ses relations coupables, en même temps que la date de naissance de ses enfants légitimes atteste la continuité de ses relations coupables, elle donne une sorte de consécration légale de l'état de polyandrie dans lequel elle a vécu.

Qui pourra expliquer la différence de situation dans l'un et l'autre cas ? Il est vrai, pour que la situation créée par le texte du Sénat puisse se présenter, il faudra que l'enfant soit désavoué, mais le désaveu n'est pas une hypothèse théorique. Les cas d'exercice de l'action en désaveu sont encore relativement très fréquents et la preuve en est la nombreuse jurisprudence qu'on peut trouver sous les articles 312-313-314-316 du Code civil. Alors pourquoi à deux situations de valeur morale et juridique si complètement identiques, apporter deux solutions aussi violemment contradictoires ?

Dans un cas on accepte sans difficulté de donner « consécration légale » à l'adultère, dans l'autre cas on présente le même résultat comme la plus monstrueuse des aberrations. Vraiment, en tout cela, la logique et le bon sens se trouvent traités de fort cavalière façon.

Le texte du Sénat a donc cette conséquence de ne jamais permettre la légitimation d'enfants nés des relations d'un homme marié avec une femme libre, sauf toutefois si la naissance a eu lieu plus de 300 jours avant l'ordonnance du Président, préliminaire de toute instance en séparation de corps ou en divorce. On pourrait cependant soutenir que c'est le cas le plus intéressant qui se trouve ainsi écarté. Et puis, quelle contradiction !

Ce raisonnement de M. Viollette, dont nous sommes loin de partager toutes les idées par ailleurs, est profondément juste.

On pourrait faire, en entrant dans le menu détail, bien d'autres critiques à cette loi. Celles-ci faites au point de

vue strictement juridique, sont les principales ; elles suffisent amplement, par toutes les erreurs, les lacunes, les injustices que nous avons relevées, à faire de cette loi l'un des monuments les plus imparfaits qu'on ait introduit, dans notre Code.

III. — CRITIQUE DE LA LOI AU POINT DE VUE SOCIAL

Nous avons maintenant à examiner la loi de 1907, d'un peu plus loin, au point de vue social, et à nous demander si elle est juste et si elle satisfait les aspirations légitimes des personnes qu'elle a voulu protéger.

Tout d'abord, le fondement sur lequel elle repose, d'après les législateurs même qui l'ont faite, savoir l'abrogation de l'article 298, est-il juste.

En d'autres termes, peut-on dire qu'au point de vue social comme au point de vue juridique, le fait de permettre à l'époux adultère d'épouser son complice entraîne nécessairement l'obligation de permettre la légitimation des enfants adultérins.

Un commentateur (1), qui s'est peut-être placé trop exclusivement sur le terrain juridique, a prétendu que le fondement était faux et que l'innovation de 1907 ne devait nullement être considérée comme une conséquence de celle de 1904.

(1) RAYMOND, *Thèse Province*, 1908, t. LXXXVI.

Les auteurs du projet, dit-il, ont inexactement interprété le système du Code civil.

D'après lui, l'ancien article 334, qui prohibait la légitimation des enfants adultérins, concevait parfaitement le mariage de la mère et de son complice, puisqu'il n'y a pas de légitimation sans mariage subséquent ; et ce mariage, dit-il, était fréquent même avec l'ancien article 298, soit lorsque le divorce était prononcé pour d'autres causes que l'adultère ; soit lorsque le décès du mari survenait avant que la preuve de l'adultère ait été faite.

Par conséquent, la légitimation de l'enfant adultérin pouvait se concevoir bien avant la loi de 1904 et pouvait être autorisée ou prohibée indépendamment de cette loi.

De la possibilité de cette union et de sa fréquente réalisation, a-t-on tiré avant les auteurs du nouveau projet de loi la conclusion « Logique et nécessaire », d'après eux, que les enfants issus de ce commerce devaient être légitimés ? Aucunement. Un enfant naît dont la conception se place nécessairement au cours du mariage de l'amant : l'enfant est adultérin. L'homme devient veuf ou divorce, pour des motifs autres que l'adultère commis avec la mère de l'enfant ; il pouvait, avant l'abrogation de l'article 298 du Code civil, épouser sa complice, mais cette possibilité d'union ne rendait nullement cet enfant légitimable ; l'ancien article 334 du Code civil s'y opposait.

Une femme mariée a un enfant contre lequel son mari intente une action en désaveu ; le désaveu est admis en justice : l'enfant est adultérin. Le mariage est dissous pour des

raisons où l'adultère n'entre pas en jeu ; cette femme pouvait s'unir à son complice, sans que l'enfant né de leurs relations pût être légitimé.

L'observation est juste en soi ; avant la loi du 15 décembre 1904, des femmes adultères et leurs complices avaient pu se marier, des veufs ou divorcés avaient pu épouser leurs maîtresses. M. Maxime Lecomte, dont l'opinion est fort intéressante, puisqu'il est rapporteur au Sénat de la nouvelle proposition de MM. Viollette et Steeg, est de ce même avis. A différentes reprises, tant dans des articles de journaux (1), que dans un rapport (2), il a fait remarquer que le point de vue était faux, qui faisait découler la légitimation de l'enfant adultérin de l'abrogation de l'article 298 du Code civil. Cet article, a-t-il dit, visait le cas de divorce, mais en cas de veuvage, l'époux devenu libre a toujours pu se remarier avec son complice.

C'est rigoureusement exact. Alors les auteurs de la loi de 1907, MM. Viollette et Steeg, et avec eux MM. Perroche, voire même M. Beauregard, se sont-ils grossièrement trompés ?

Nullement à notre avis.

M. Maxime Lecomte et ce commentateur précité, qui raisonnent juste au point de vue juridique, ont peut-être le tort seulement de ne s'attacher qu'à la lettre de la loi, sans en pénétrer l'esprit.

Tout d'abord, si l'article 298 n'a pas empêché de tous

(1) *Le Journal*, 6 avril 1910, cité *infra*.

(2) *Journal officiel*, 1912, *Doc. parl.*, Sénat, Annexe 356, p. 312.

temps le mariage de l'époux adultère et de son complice, du moins son abrogation l'a-t-il rendu plus fréquent.

Dès lors ses conséquences vis-à-vis des enfants issus d'eux avant ce mariage, sont-elles devenues plus intéressantes et de nature à inspirer au législateur une réforme concernant ces enfants.

Ensuite et surtout, c'est le même esprit qui avait abrogé l'article 298 qui modifia l'article 331, à savoir : affaiblissement de l'idée de la famille, défense de l'individu. Au point de vue social la première réforme prépara et amena la seconde. Le législateur que l'adultère n'avait pas effrayé, ne devait plus s'effrayer de ses fruits. Si l'on ne craignait pas d'ébranler la famille en tolérant ce délit, on ne devait pas craindre de lui faire tort en légitimant ses produits. C'est pour avoir permis ce mariage entre coupables, qu'on pensa à pardonner à leurs enfants et à permettre leur légitimation. Sans y penser, très probablement, les législateurs de 1904 ont préparé la réforme de 1907.

*
* * *

Au point de vue philosophique et social, il peut être adressé diverses critiques à la loi du 7 novembre 1907. Les uns lui reprochent d'être trop hardie et d'avoir introduit la bigamie dans nos mœurs ; les autres se plaignent qu'elle

est trop timide et qu'elle a laissé subsister des injustices.

Il est certain que la plupart de ces critiques si contradictoires sont fondées. Cette loi n'est pas nette, elle est pleine de contradictions et semble ne pas savoir ce qu'elle veut.

Ses auteurs ont voulu en faire une transaction, ils n'ont réussi à en faire qu'une cote mal taillée. En outre, elle est injuste et arbitraire.

Il y a, dans ses dispositions, cette contradiction flagrante : tandis que, même en cours d'instance en divorce ou en séparation de corps, les époux restent tenus du devoir de fidélité et sont punissables en cas d'adultère, ces mêmes époux peuvent, pendant le même temps, avoir des enfants légitimes, l'un avec sa maîtresse, l'autre avec son amant.

Dans ce même cas, et plus encore peut-être en cas de désaveu d'un enfant par le mari en cours de mariage, c'est une véritable bigamie ; or, c'est précisément ce que le Sénat s'est occupé d'éviter. Avouons qu'il n'y a guère réussi.

C'est cette contradiction et ce danger qu'a indiqués si clairement et si brièvement un auteur moderne (1) : *La légitimation est possible pour les enfants qui naissent plus de 300 jours après l'ordonnance du Président, autorisant la femme à avoir une résidence séparée. A partir de ce moment, les deux époux qui plaident en divorce ayant des habitations distinctes, celui des deux qui entretient des relations adultères avec une tierce personne est implicitement autorisé à les*

(1) PLANIOL, t. I, p. 506, n° 1553.

continuer, puisque l'enfant qui sera désormais conçu pourra acquérir plus tard la qualité d'enfant légitime. Cependant l'adultère continue à être considéré comme un délit, ce qui fait une contradiction de plus dans nos lois, mais qui en a cure ?

.
La loi de 1907 a bel et bien installé chez nous, sous une forme indirecte, la polygamie et la polyandrie, puisque l'un des époux pourra avoir des enfants légitimes d'une autre personne que son conjoint, et même, si c'est le mari qui est adultère, il pourra avoir, pendant la même période de temps, des enfants légitimes de deux femmes différentes.

Cette loi qui n'a craint ni une contradiction ni un grave danger, contente-t-elle au moins les partisans de l'amélioration de la condition faite à l'enfant adultérin. Nullement, et elle n'a pas de plus ardents détracteurs.

M. Viollette, nous l'avons vu, au lendemain de vote de la loi de 1907, a repris sa première proposition tendant à admettre la légitimation de tout enfant adultérin quel qu'il soit et quelles que soient les circonstances. Nous avons déjà vu que pour défendre cette proposition, il a su mettre à nu les plus graves défauts de la loi faite par le Sénat.

Les inconvénients les plus sérieux de cette loi, aux yeux des défenseurs de l'enfant adultérin, sont ceux-ci :

La loi a laissé, dans la plupart des cas, subsister l'injustice qui frappait cet enfant dans le Code.

Le délai de 300 jours adopté est arbitraire et ne répond, en fait, à aucune réalité et à aucune vraisemblance.

Ensuite, les dispositions de la loi peuvent créer entre divers enfants du même père et de la même mère des inégalités vraiment criantes.

Tout d'abord, que reprochait-on surtout à la législation du Code à l'égard de l'adultérin ? de punir les parents dans leurs enfants, c'est-à-dire de frapper les innocents pour châtier bien indirectement les coupables. Or, la nouvelle loi, dans la plupart des cas, a laissé subsister cette injustice, puisqu'elle n'a permis la légitimation des enfants adultérins qu'exceptionnellement.

C'est ce qu'exprimait M. Viollette (1) dans le rapport fait par lui à la Chambre, le 25 novembre 1907, sur la proposition déposée à nouveau après le vote de la loi.

La seule question qui se pose, ce n'est donc pas du tout, comme le pense le rapporteur du Sénat, la question des parents — encore une fois on ne peut et on ne pourra jamais rien contre eux — c'est la question des enfants parfaitement innocents, eux, de la faute de leurs parents.

Pourquoi, dès lors, lorsqu'il s'agit d'administrer le châ-timent, se garde-t-on bien de l'infliger aux coupables ? Pour eux, mais c'est parfait, on abroge l'article 298 du Code civil. Ils vont pouvoir se marier. Même si leur complicité a été éclatante, même s'ils ont été condamnés pour adultère, ils auront, de par la loi, le bénéfice de la consécration légale que redoute le Sénat.

Ces unions qui, hier encore, étaient secrètes, cachées, dé-

(1) Doc. parl., Journal officiel, Chambre, Annexe 1331.

· lictueuses, aujourd'hui, par le fait de la mort ou du divorce de l'époux légitime, elles deviennent hautement avouables, très régulières, et l'officier de l'état civil, au nom de la loi, unit ceux qui étaient, ou auraient pu être, quelques jours avant, sur les bancs de la police correctionnelle; ainsi en a décidé un texte voté par le Sénat lui-même.

Il est tout de même d'une singulière conception de trouver ce moyen admirable de punir les parents : les frapper dans la personne de leurs enfants. De sorte que s'ils n'ont pas d'enfants, jamais ils ne seront punis. Couples adultères qui voulez bénéficier des bonnes grâces du Sénat, soyez stériles. A ce prix tout vous sera permis ; on a abrogé, à votre intention, l'article 298. Mais surtout, ne vous avisez pas d'avoir un enfant, car aussitôt, paraît-il, votre adultère deviendrait infiniment plus grave. Il y a rémission générale pour les parents coupables, il n'y en aura jamais pour les enfants innocents, malheur aux enfants !

D'autre part, le délai fixé par la loi de 300 jours après l'ordonnance de non conciliation, à partir duquel l'enfant adultérin pourra être légitimé, ne répond à aucune réalité et est parfaitement arbitraire (1) : *Voici une union légitime, et, à côté, des relations adultères qui s'établissent. On pense bien que ces dernières n'attendent pas, pour prendre naissance, la fameuse ordonnance du Président, à laquelle se réfère le texte du Sénat. L'ordonnance du Président sera, non pas la cause, mais la conséquence des relations adultères.*

(1) Document précité.

Ce n'est pas parce que la femme aura demandé le divorce ou la séparation de corps que du jour au lendemain, en vingt-quatre heures, le mari se précipitera à la recherche d'une maîtresse. C'est parce que le mari avait une maîtresse, parce que la femme légitime se sera rendu compte qu'il s'agit, non d'une faiblesse passagère, mais d'une affection, que le sentiment de sa dignité lui défend de tolérer, c'est pour cela que la femme demandera le divorce ou la séparation de corps.

Donc, le Sénat ne peut pas se faire d'illusion, il ne peut pas ignorer que dans le seul cas où il permet la légitimation d'enfants nés des relations d'un homme marié avec une femme libre, il s'agira pourtant d'enfants nés de relations qui auront préexisté à l'ordonnance du Président.

Il est vrai que l'enfant, signe révélateur de ces relations, n'apparaîtra qu'après, mais tout le monde saura bien qu'il s'agit là d'un mariage irrégulier qui co-existait à côté de la famille légitime. La procédure de divorce ou de séparation de corps sera là, du reste, pour l'attester d'une façon certaine.

Alors pourquoi permettre la légitimation de ceux des enfants nés après l'ordonnance, et interdire la légitimation de ceux nés avant l'ordonnance ? Nous supplions que l'on nous donne une raison, puisqu'il est démontré que celle qu'invoquait M. Chaumié ne vaut rien ou que, si elle vaut, elle vaut contre tous indistinctement, qu'ils soient conçus avant ou après l'ordonnance.

Pour que le Sénat puisse avoir raison contre nous, il aurait fallu qu'il permette de légitimer, non pas les enfants nés plus de 300 jours après l'ordonnance, mais seulement

les enfants nés dans les relations postérieures à l'ordonnance en séparation de corps ou en divorce. Alors le Sénat aurait pu soutenir sa thèse et justifier son souci de ne pas donner une sorte de consécration légale à l'état de bigamie dans lequel un homme a vécu ; mais pour décider cela, il aurait fallu revenir sur l'abrogation de l'article 298, car, qu'on le comprenne bien, l'état de bigamie est indépendant de la question de savoir si, oui ou non, il y a des enfants, et ce n'est pas la légitimation éventuelle des enfants qui lui donne la consécration légale, c'est le mariage sans lequel la légitimation ne peut avoir lieu.

Enfin et surtout, la loi de 1907 comporte un vice plus grave et qui la rend vraiment injuste, en créant des inégalités entre les divers enfants d'un même père et d'une même mère.

Certains d'entre eux ne peuvent-ils pas bénéficier de la loi, parce que la date de leur naissance ne le leur permet pas, certains autres le peuvent-ils, voilà des frères dont les uns seront légitimés, tandis que les autres resteront adultérins. M. Viollette (1) a dépeint cette situation d'une façon saisissante : *Voici une situation qui se présente très souvent, de nombreuses lettres l'attestent : un homme est séparé de fait de sa femme légitime, soit pour cause de brusque départ de cette dernière, soit pour toute autre cause. Il noue des relations avec une autre femme et plusieurs enfants naissent. La femme légitime finit par se décider à demander*

(1) Document précité.

le divorce et l'obtient. Le père, en se remariant avec sa maîtresse, veut légitimer ses enfants ; or, à cause de la date de l'ordonnance, il ne pourra le faire que pour quelques-uns, les autres sont exclus à tout jamais du bénéfice de la loi. Pourtant quelle différence y a-t-il entre ces différents enfants ; ils sont bien frères et sœurs nés dans des conditions identiques, pourquoi briser et disloquer ainsi cette famille de façon aussi arbitraire ?

Voici ce qu'écrivit à ce sujet un de ces pères de famille :
« On en référa au maire qui en référa au Parquet. On me demanda les pièces de procédure, puis, après examen, on me déclara que la légitimation des deux derniers enfants était possible, mais qu'à l'égard du premier elle n'était pas possible parce que sa naissance était postérieure à l'ordonnance ou du moins postérieure aux 300 jours. Donc, voilà une loi que j'appelais de tous mes vœux (et combien comme moi), qui, au lieu d'être un bienfait pour mes enfants, ne ferait qu'apporter une terrible aggravation à la situation du premier, si elle devait être interprétée ainsi. Il restera lui seul le paria, l'enfant adultérin, il ne me sera même pas permis de lui léguer la quotité disponible. Il sera dans la famille moins qu'un étranger. Est-ce possible que telle ait été la pensée du législateur ? »

Le législateur n'a pu avoir une telle pensée, mais c'est tout de même à ce résultat monstrueux qu'aboutit le texte du Sénat.

Ainsi la loi de 1907, pleine de contradictions, arbitraire et injuste, n'a pu satisfaire au point de vue social ni les novateurs, ni les conservateurs.

Nous avons vu combien elle est défectueuse au point de vue juridique.

Dès lors, que reste-t-il à dire de cette loi ? Peut-être, et c'est le seul éloge qu'on puisse lui faire, d'avoir été créée dans une bonne intention, celle de secourir un enfant innocent de la faute dont on le chargeait dans la législation du Code. Mais combien peu cette louable intention a été couronnée de succès.

Peut-être aussi, peut-on partager la responsabilité de ceux qui l'ont faite avec les législateurs de 1904 qui abrogèrent l'article 298. N'est-ce pas eux qui sont entrés dans une voie délicate et qui y ont entraîné leurs successeurs ! Il est bien certain que si l'article 298 avait été encore debout en 1907, jamais M. Chaumié ni le Sénat n'auraient modifié l'article 334. Est-ce un bien, est-ce un mal d'être entré dans cette voie, nous allons nous le demander un peu plus loin.

En tout cas, telle qu'elle est, la loi de 1907 est défectueuse ; elle est appelée à disparaître dans un avenir prochain.

Que devra-t-on mettre à sa place ?

Voici la question délicate qui va faire l'objet du chapitre final qui suit.

CHAPITRE III

LA CONDITION DE L'ENFANT ADULTÉRIN DANS L'AVENIR

On èst bien d'accord lorsqu'il s'agit de critiquer la loi de 1907 ; ses défauts ne sont pas difficiles à découvrir et sont indéniables ; on est encore d'accord lorsqu'on demande de la réformer ; les vœux, en ce sens, sont unanimes. Mais la question devient autrement délicate, lorsqu'il s'agit de savoir ce qu'on mettra à sa place.

Faut-il constater qu'on a eu tort d'aller en avant, que la légitimation des enfants adultérins présente trop d'inconvénients pour trouver place dans nos lois et demander le retour à la législation du Code ? Cette solution a bien peu de chance de succès.

Faut-il, au contraire, accepter le texte voté par la Chambre sur la proposition de M. Viollette et décider que, dans tous les cas, les enfants adultérins pourront être légitimés par mariage subséquent ?

C'est peut-être bien hardi et bien dangereux.

Ou bien faut-il adopter une solution transactionnelle et proposer un texte dont le principe soit analogue à la loi

actuelle, tout en évitant les principaux inconvénients.

C'est ce qu'a tenté une assemblée de savants dont nous relaterons un peu plus loin les travaux ; et c'est probablement la solution qui sera suivie par le Parlement.

Pourtant, nous serions partisan d'un système tout différent. A notre avis, ce n'est pas d'une modification de détail qu'a besoin la condition de l'enfant adultérin et même celle de l'enfant naturel, c'est une modification de fond, d'un bouleversement complet, englobant reconnaissance, légitimation, droit successoral, recherche de paternité, en un mot, la condition de l'enfant né hors mariage. Tout cet édifice, à notre avis, est vermoulu et pèche par la base. Il aurait besoin d'être rénové et remplacé par une législation analogue au Code allemand, si supérieur sur ce point et dont nous exposerons les grandes lignes sur la matière.

Auparavant, il nous faut indiquer où en sont les propositions de modification de la loi de 1907 actuellement soumises au Parlement, et relater les travaux remarquables faits sur la matière par la Société d'Etudes Législatives, composée de Professeurs à la Faculté de Paris et de hauts magistrats. Cette Société, dont le but statutaire est, d'une façon générale, de donner un développement nouveau aux études de législation dans toutes les branches du droit, et particulièrement dans celle du Droit privé, en vue surtout de faciliter la réforme des Codes et des Lois (article 3 des statuts), a traité, au cours de l'année 1910, la légitimation des enfants adultérins d'une façon si approfondie et

si magistrale, qu'on ne peut que suivre son travail.

Actuellement, le Parlement est saisi non seulement de la proposition de loi de MM. Viollette et Steeg (1) relative à la réforme de la loi de 1907 et à la légitimation adultérine, mais il est, en outre, saisi de deux propositions voisines de cette question : l'une de MM. Cicéron et Catalogne, visant à dissocier l'acte de mariage et l'acte de légitimation, et d'un amendement de M. Mazière tendant, en cas d'erreur de droit de la part des parents, à autoriser la légitimation après le mariage sous le contrôle des Tribunaux (2).

Cette double proposition n'a pas un rapport direct avec notre question ; aussi n'en parlons-nous que pour expliquer certaines dispositions admises par la Société d'Etudes Législatives visant à la fois, la réforme de la loi de 1907 et ces deux propositions.

I. — TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ D'ETUDES LÉGISLATIVES

§ 1^{er}. — *Travaux de la Commission. Son projet.*

Saisie de la question à la fin de l'année 1909, cette Société nomme une Commission chargée de l'étudier et de lui

(1) Citée *supra*.

(2) Proposition. — Le premier paragraphe de l'article 334 du Code civil est ainsi modifié : « Les enfants nés hors mariage sont légitimés

soumettre un rapport. Cette Commission, présidée par M. Rau et composée de MM. Francastel, rapporteur, Crémieu, secrétaire, Cotelle, Capitant, Lefebvre et Ambroise Colin, tient sa première séance le 14 janvier 1910 (1).

Les questions posées à la Commission sont celles-ci : Convient-il de modifier les dispositions de l'article 334 nouveau ? Faut-il parler des enfants incestueux à côté des enfants adultérins ? Faut-il augmenter le nombre des enfants adultérins qui pourront être l'objet d'une légitimation par mariage subséquent ; faut-il supprimer toute différence entre les enfants nés de l'adultère du mari et les enfants nés de l'adultère de la femme, pour en revenir ainsi à la proposition de loi déposée en 1906 et reprise après la loi de 1907 par MM. Viollette et Steeg ?

L'unanimité de la Commission estima qu'une réforme était nécessaire, la loi nouvelle étant pleine de défauts et aussi illogique qu'injuste en faisant un sort plus favorable aux enfants nés de l'adultère du mari qu'à ceux nés de l'adultère de la femme.

La Commission pensa que si on pouvait contester la légitimité de la loi du 7 novembre 1907 et également de celle

par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant le mariage ou qu'ils les reconnaissent à la suite de leur célébration. Lorsqu'un enfant naturel reconnu par ses père et mère l'aura été par l'un d'eux ou par l'un ou l'autre postérieurement à leur mariage, cette reconnaissance n'emportera légitimation qu'en vertu d'un jugement rendu après enquête et sur les conclusions du ministère public. »

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1910, p. 137.

du 15 décembre 1904, abrogeant l'article 298 du Code civil, il ne fallait pas oublier l'existence de ces lois ; et que ne pouvant s'insurger contre l'évolution suivie par les mœurs en proposant un retour en arrière, il fallait continuer le mouvement en avant, mais en trouvant un texte plus juste et plus équitable que la loi actuelle, sans cependant aller aussi loin que MM. Viollette et Steeg.

A la séance du 17 mars 1910, tenue sous la présidence de M. Lyon-Caen, M. Fran castel, dans un rapport remarquable (1), fit part à la Société des travaux de la Commission.

Tout d'abord, il pose le principe : *De tous les moyens imaginés par le législateur pour relever la situation des enfants qui ont eu le malheur de naître en dehors du mariage, la légitimation, conséquence du mariage des parents, c'est-à-dire d'un acte réfléchi et volontaire, est assurément le meilleur et celui qui est de nature à soulever le moins de controverses.*

Tandis qu'en effet la reconnaissance des enfants naturels les laisse dans une situation forcément inférieure, ce qui souvent suscite des regrets ou des jalousies, la légitimation faisant entrer ces enfants dans la famille, les mettant sur le pied d'égalité avec ceux nés du mariage, est, au contraire, de nature à amener l'apaisement et l'oubli ; c'est en un mot assurer l'unité de la famille.

Seulement, il ne faut pas non plus ouvrir la porte trop

(1) Bulletin cité *supra*, 1910, p. 104.

grande, et faire entrer dans la famille des membres qui, quelque malheureux qu'ils soient, n'y peuvent prendre place.

Puis M. Francastel expose les défauts qui nécessitent la modification de la loi de 1907 ; ce sont les mêmes que nous avons examinés dans notre chapitre précédent. Il examine ensuite la question dans les législations étrangères, allemande, suisse, espagnole, belge, néerlandaise. Enfin il arrive à la proposition nouvelle qu'a émise la Commission, au texte nouveau que celle-ci propose de substituer au texte de la loi actuelle.

L'article 331 qu'il soumet à l'approbation de la Société est fort compliqué ; il ne comprend pas moins de cinq paragraphes, dont certains se composent de plusieurs alinéas ; il est vrai que cet article englobe à la fois l'article 331 actuel transformé, la proposition de MM. Cicéron et Catalogue, ainsi que l'amendement de M. Merle.

Ce projet d'article 331 vise trois chefs :

1^o Des règles générales sur la légitimation, qu'il s'agisse d'enfants naturels simples, d'enfants adultérins ou d'enfants incestueux.

2^o La légitimation des enfants incestueux.

3^o La légitimation des enfants adultérins.

Il est ainsi conçu :

Article 331, paragraphe 1^{er}, 1^{er} alinéa :

Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin dont la condition est réglée par les dispositions ci-après, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les ont léga-

lement reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaissent au moment de sa célébration. Dans ce dernier cas, l'officier de l'état civil qui procède au mariage constate la reconnaissance et la légitimation dans un acte séparé porté sur le registre des naissances.

Il y a lieu de remarquer la disposition *sont légitimés* au lieu de « *pourront être légitimés* » et également la dissociation que fait la proposition de la reconnaissance de l'enfant naturel et de sa légitimation par mariage subséquent.

Alinéa 2. — Les enfants, non reconnus avant le mariage de leurs père et mère ou au moment de sa célébration, peuvent être légitimés lorsqu'ils sont légalement reconnus au cours du mariage et qu'un jugement aura admis leur légitimation. Ce jugement rendu en Chambre du Conseil sur la requête des deux époux, par le Tribunal de leur domicile, doit constater, d'une part, que le défaut de légitimation, lors de la célébration du mariage, est le résultat d'une erreur ou d'un oubli, et, d'autre part, que les enfants ont eu, depuis cette époque, la possession d'état constante d'enfant commun.

C'est l'innovation demandée par M. Merle, le moyen accordé par la loi de réparer les oublis qu'ont pu commettre les époux lors de leur mariage.

Toutefois, des précautions sont prises pour éviter que des parents stériles se donnent une descendance fictive. Une intervention judiciaire est nécessaire, et un jugement de légitimation ne peut intervenir que s'il y a eu une possession d'état constante. En cela, la Commission a suivi

beaucoup de législations étrangères. Certaines d'entre elles admettent même la légitimation unilatérale, par rescrit du prince.

Paragraphe 2. — Les enfants nés d'un commerce incestueux sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, contracté en conformité de l'article 164, lorsque les époux les reconnaissent au moment de leur mariage ou postérieurement, selon les règles et conditions fixées au paragraphe 1^{er} pour la légitimation des enfants naturels simple.

C'est la consécration de la Jurisprudence que les législateurs de 1907 avaient jugée inutile.

Pour la suite, indique en substance M. Francastel, pour les enfants adultérins la difficulté est plus grave, si la loi de 1904 et celle de 1907 n'existaient pas, si la question était entière, la Commission se serait prononcée pour le maintien de l'ancien article 331, rigoureux, mais logique.

Le pas est fait, il est difficile de reculer, on ne peut guère que continuer dans cette voie, la Commission s'est donc contentée de modifier, dans un sens plus juridique et plus juste, l'article 331 datant de 1907.

Paragraphe 3. — Les enfants adultérins ne peuvent être légitimés que dans les cas suivants :

Sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les reconnaissent au moment de leur mariage ou postérieurement, selon les règles et conditions ci-dessus :

1^o *Les enfants nés du commerce adultérin de la mère et désavoués par le mari ou ses héritiers.*

Pour les enfants nés du commerce adultérin de la mère, il faut donc désaveu pour qu'ils puissent être légitimés.

C'est une restriction à l'article 331 actuel qui admet la légitimation sans désaveu de l'enfant né plus de 300 jours après l'ordonnance de non conciliation.

Ce dernier système avait, en effet, nous l'avons vu, pour inconvénient une double paternité possible.

Mais si, par vengeance ou par malignité, le père légitime (d'après la loi) n'entame pas la procédure du désaveu, l'enfant ne va pas alors pouvoir être légitimé par son véritable père.

La Commission s'était émue de l'objection et avait adopté tout d'abord la disposition suivante :

Si, dans les cas prévus au 2^e alinéa de l'article 313, ni le mari, ni les héritiers ne désavouent l'enfant, la mère pourra, en cas de mariage subséquent avec son complice, contester la paternité de son premier mari. Cette demande devra, à peine de nullité, être introduite par les deux époux dans les deux mois de leur mariage et contenir déclaration qu'ils agissent dans le but de légitimer l'enfant issu de leurs œuvres. La décision définitive admettant la demande entraîne de plein droit légitimation de l'enfant.

Puis la Commission est revenue sur sa première impression. Cette combinaison soulèverait, pensa-t-elle à l'instigation de M. Rau, président, des scandales parfois répugnants, notamment par suite de l'intervention possible et même nécessaire de l'amant, père de l'enfant.

En outre, ce serait aller à l'encontre du principe de droit .
nemo auditur turpitudinem suam allegans.

Enfin, comme troisième considération, l'enfant qui, de toutes façons, trouve une famille légitime, n'est pas très intéressé à ce procès. Il n'est pas sans famille, s'il n'est pas désavoué. Il n'aura pas son véritable père ? Qu'en sait-on ? La certitude de la paternité existe-t-elle jamais ?

Alinéa 2. — Sont légitimés. Les enfants nés d'un commerce adultérin du mari, plus de 300 jours après l'ordonnance rendue en conformité de l'article 878 du Code de procédure civile au cours d'une instance en divorce ou en séparation de corps, lorsque l'instance a abouti à la séparation de corps ou au divorce, ou a été interrompue par le décès de la femme.

Cet alinéa n'est que la reproduction de partie du texte actuel.

Alinéa 3. — Tous les autres enfants nés du commerce adultérin du mari, s'il n'existe pas lors du mariage subséquent d'enfants ou descendants légitimes issus du mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu (1).

C'est ici qu'est la grosse innovation.

*
* *

Quant à l'extension apportée au droit de légitimation, certains d'entre vous, dit M. Francastel, trouveront peut-

(1) Il y a lieu de remarquer en passant qu'aux termes de cette disposition la Commission a tranché la question de savoir à quel moment il faut se placer pour juger de la filiation d'un enfant. (V. verso).

être cette conception hardie. Nous vous en avons précédemment donné la raison ; c'est que la Commission a voulu faire œuvre pratique.

Il ne faut pas oublier que le Sénat est saisi d'un projet, voté par la Chambre et autorisant la légitimation de tous les enfants adultérins.

La Commission, par son projet, a voulu montrer qu'elle allait jusqu'à l'extrême limite des concessions admissibles ; au delà c'est la destruction de la famille, par conséquent l'une des bases de toute société. Aussi, quant à la dissolution d'un mariage, il existe des enfants, c'est-à-dire une famille, il est impossible d'autoriser le père, chef de cette famille, à légitimer par un nouveau mariage avec sa concubine, les enfants adultérins qu'il aurait eus au cours du mariage ainsi dissous.

On ne peut admettre, même en pensée, que des enfants nés du concubinage, en même temps que naissent les enfants formant la famille légitime, viennent, parce qu'il aura plu au chef de famille, devenu libre, d'épouser sa concubine, prendre place dans cette famille au même titre que les autres enfants. C'est impossible, même dans l'état actuel de nos mœurs.

C'est pour empêcher un pareil résultat que la Commission a pensé utile d'autoriser la légitimation des enfants adulté-

C'est répond-elle au moment de la conception qu'il faut se placer, non à celui de la naissance.

Nous avons vu que lors de la discussion de la loi de 1907, M. Viollette avait indiqué un avis contraire. Nous avons déjà indiqué qu'il n'était pas juridique.

rins, quand il n'existe pas d'enfants ou descendants du mariage dissous, parce que, dans ce cas, il n'y a pas de famille légitime à défendre.

Mais, dira-t-on, vous n'avez pas imposé cette condition d'absence de descendance légitime à la mère que vous autorisez à légitimer, dans tous les cas, son enfant désavoué par son mari. C'est donc le retour à l'inégalité de traitement entre le père et la mère, inégalité si combattue dans la loi de 1907.

C'est, a répondu M. Francastel au nom de la Commission, qu'il est bien délicat d'enlever des enfants à leur mère, à laquelle ils sont bien plus liés qu'au père. Le fait scandaleux est déjà connu de tous par le désaveu. La légitimation n'est plus, dans ce cas, qu'une réparation à laquelle la morale a tout à gagner. Puis l'adultère du mari est, quoi qu'on en dise, plus fréquent que celui de la femme. Et, d'autre part, le père est le chef de la famille, les enfants portent son nom et on comprend que la possibilité de légitimer des enfants adultérins lui soit rendue plus difficile.

Ce maintien de l'inégalité avait été très combattu dans le sein de la Commission. MM. Rau et Colin l'avaient sévèrement combattu. C'est M. Cotelle qui obtint son maintien partiel.

M. Francastel lui-même, qui s'était montré également hostile à cette inégalité, exprima, dans son rapport, un avis contraire basé sur un argument solide tiré de l'intérêt de la famille légitime.

On dit que les intéressés se plaignent de ces lois incomplètes, qui ne donnent pas satisfaction à toutes leurs réclamations, on signale des cas assurément dignes d'intérêt. Tout cela est exact ; mais quand on parle ainsi des intéressés, c'est-à-dire de ceux qui se sont mis en contravention avec la loi, on oublie trop qu'il y a d'autres intéressés auxquels il faut aussi songer et qui ont fait entendre des plaintes contraires, ce sont les enfants légitimes.

* * *

Quant aux paragraphes 4 et 5 de l'article 331 proposé par la Commission, ils visent, l'un, la mention de la légitimation en marge de l'acte de mariage, l'autre, le consentement que doit donner l'enfant naturel majeur pour être légitimé.

Ils ont peu d'intérêt dans notre sujet.

Pour la concordance des articles, la Commission proposa d'insérer dans l'article 335 : *Sauf les exceptions prévues à l'article 331.*

Nous avons vu qu'en 1907, M. Groussier avait fait cette proposition que MM. Viollette, Paul Beauregard et, avec eux toute la Chambre, avaient jugée inutile.

Quant aux dispositions transitoires, la Commission n'en proposa pas, ne voulant donner aucun effet rétroactif à des lois si graves.

La famille, dit le rapporteur, a besoin de stabilité et est

en droit de demander au législateur de ne pas lui imposer les conséquences rétroactives de lois de cette nature.

Voilà la rédaction proposée par la Commission de la Société d'Etudes Législatives, voyons dans quelle mesure elle modifie les dispositions de la loi de 1907.

* * *

En ce qui concerne les enfants adultérins par la mère, le projet restreint les dispositions de l'article 331 actuel, puisque celui-ci autorise, sans désaveu de la part du mari, la légitimation des enfants nés plus de 300 jours après l'ordonnance de non conciliation. Le projet exige, dans tous les cas, le désaveu, afin d'éviter la double paternité, qui, nous l'avons vu, peut se rencontrer avec le texte actuel. Cette décision de la Commission est juridique ; en effet, pour que l'article 331 actuel soit logique sur ce point, il aurait fallu que le législateur de 1907 décidât, en même temps, que la présomption de paternité du mari n'existe plus pour les enfants nés plus de 300 jours après l'ordonnance de non conciliation et qu'il modifiât, dans ce sens, l'article 313. Disposer l'article 331 tel qu'il l'a été en 1907, et, d'autre part, laisser l'article 313 sans modification, était un non sens que le projet de la Commission relève et répare.

La Commission n'a pas voulu davantage, nous l'avons vu, autoriser la mère à contester la légitimité de l'enfant ;

dans tous les cas, elle exige, pour admettre la légitimation des enfants adultérins par la mère, le désaveu du mari.

En ce qui concerne les enfants nés du commerce adultérin du mari, la Commission décide qu'il est possible de les légitimer, si la naissance se produit plus de 300 jours après l'ordonnance qui a fixé à la femme un domicile séparé ; sur ce point elle ne modifie en rien le texte actuellement en vigueur. Nous verrons que ce maintien pur et simple du délai de 300 jours, qui ne correspond ni avec le délai réel de la grossesse, ni avec les présomptions ordinaires du Code, fut vivement critiqué lors de la discussion du projet par la Société.

Enfin, dans son paragraphe 3, le texte proposé étend le droit pour le mari de légitimer l'enfant adultérin. Il autorise cette légitimation, quel que soit le moment de sa naissance et quelle que soit l'époque où l'adultère a été commis, à la condition qu'au moment où il épouse sa complice, le mari n'ait pas, lui-même, d'enfants légitimes nés de son précédent mariage, au cours duquel l'enfant adultérin a été conçu ou est né.

C'est ici la grande innovation où subsiste le souci, tout en étendant les cas de légitimation, d'éviter l'espèce de bigamie qui émut tant M. Chaumié et le Sénat en 1907.

Ce point non plus n'a pas été exempt d'objections ; cependant il faut reconnaître que la disposition est profondément juste et juridique ; où réside, en effet, l'inconvénient de légitimer un enfant adultérin, si cette légitimation ne nuit pas à la famille légitime ?

Somme toute, le projet mis en avant par la Commission de la Société d'Etudes Législatives est une œuvre transactionnelle, qui se contente de reprendre l'idée des législateurs de 1907 et de la traduire dans un sens plus juridique, en évitant les objections dont on a justement accablé leur loi.

§ 2. — *Discussion du projet de la Commission par la Société d'Etudes Législatives.*

C'est précisément cet esprit de transaction qui lui a été gravement reproché par certains membres lorsque le projet de la Commission est venu en discussion devant la Société, le 7 avril 1910 (1).

M. Edouard Lévy, notamment, après s'être déclaré partisan d'un texte simple, à la portée des officiers de l'état civil, ajoute : *Il faut, soit maintenir les solutions du Code qui traite différemment l'adultérin et le naturel simple ou les assimiler complètement. La solution de la loi de 1907 est une transaction, le projet de la Commission en est une autre, peut-être meilleure, mais qui n'est pas encore définitive.*

M. Ambroise Colin se fit le défenseur du projet et expliqua qu'il n'y avait aucun inconvénient à se borner à un texte transactionnel, attendu que la logique pure n'est pas toujours l'idéal en législation. Il s'explique en ces termes : *M. Appert a dit très justement qu'il y avait deux idées con-*

(1) *Bulletin des Sociétés d'études législatives*, 1910.

tradictaires en présence : l'idée de justice, d'équité absolue qui milite en faveur de l'assimilation complète des enfants, étant donné que le fait de leur naissance ne leur est pas imputable ; et d'autre part, l'intérêt social, qui a pour objet la conservation du prestige attaché au mariage. Nous avons été amenés à une transaction entre ces deux idées, nous ne croyons pas qu'elles soient irréductibles. Nous tenons d'ailleurs à faire observer que toute œuvre de législation est une œuvre de transaction, que la logique absolue, qui paraît constituer l'idéal de plusieurs d'entre nous, ne pourrait pas triompher sans inconvénients. Une loi n'est pas viable, quand elle n'est dominée que par des considérations de logique pure. Il faut donner satisfaction autant que possible à toutes les tendances, à toutes les idées directrices, à tous les instincts qui se manifestent dans une nation. D'ailleurs, l'institution même de la légitimation n'est-elle pas elle-même une transaction ?

D'autres membres de la Société font au projet des objections d'un ordre différent.

C'est au principe même de la légitimation des enfants adultérins que s'attaque M. Lefebvre.

Je repousserais absolument l'idée de légitimation des enfants adultérins, dit-il, parce qu'elle me paraît bouleverser toute notre institution du mariage et aussi toutes nos traditions de légitimation. Qu'est-ce que l'enfant légitime ? C'est, en principe, l'enfant né du mariage, qui a été institué précisément pour assurer la légitimité des enfants dans la famille et dans la société. Et qu'est-ce que la légitimation ? Elle a pour but exceptionnellement de rendre après coup un en-

fant légitime, en lui donnant la plénitude de la parenté et des droits de succession, non pas seulement vis-à-vis de la famille, qui sera obligée de l'accepter comme tel. La légitimation n'a donc été qu'une mesure de faveur, qui même ne s'est introduite que tardivement dans l'histoire et dans l'unique but de pousser au mariage les unions libres pour les moraliser. Voilà comment la légitimation a été introduite. Elle peut être appliquée à des enfants naturels nés de gens qui se sont unis trop vite et qui souvent sont poussés du concubinage au mariage en vue de cette bienfaisante légitimation. Ici, l'intérêt social apparaît évident; mais il n'en va pas de même quand il s'agit de l'enfant adultérin, né contre la loi du mariage, que la faute, dont il est issu a gravement troublée; et c'est alors que je me demande où réside l'intérêt social à permettre une telle faveur de légitimation.

En conséquence, il s'étonne que la Commission tout en admettant la légitimation des enfants adultérins en quelque sorte à regret, ait cru devoir céder au courant de l'opinion publique et autoriser cette légitimation.

Ce sont là, dit-il, des concessions dangereuses... si le courant qui vous entraîne est mauvais, pourquoi ne pas essayer d'y résister de prime abord ?

...Plutôt que de s'y résigner en poussant des soupirs, il faut réagir contre cette prétendue réforme et demander que cette légitimation des enfants adultérins ne soit pas consacrée.

Certes, lorsqu'il s'attaque à la légitimation de ces enfants prise en elle-même, M. Lefebvre fournit des arguments d'une logique remarquable; mais était-il vraiment

possible à la Société d'Etudes législatives de chercher à remonter le courant de l'opinion publique, à contrecarrer l'évolution des esprits. C'est plus douteux.

M. Rau, président de la Commission, ne le pensa pas et répondit en ces termes aux arguments si impressionnants de M. Lefebvre : *La légitimation des enfants adultérins présente quelque chose de choquant au point de vue moral. Mais au point de vue social, il n'y a aucun intérêt à laisser hors de la société des gens qui ne sont pas responsables de leur naissance. L'intérêt de la famille prime cet intérêt là, je le veux bien, mais je ne pense pas qu'il faille négliger entièrement ce dernier et c'est pour cela qu'en favorisant le mariage de la mère et de son complice, comme on l'appelle, on réalise une œuvre qui a un but social très légitime. Nous ne sommes pas des créateurs. Si nous étions en présence simplement d'une tendance des mœurs, d'une indication de la majorité en France, on pourrait nous reprocher d'avoir fait ce que nous avons fait ; mais nous sommes en présence d'une loi qui est mauvaise, qui a des résultats inacceptables, que nous avons voulu éviter, car elle a conduit notamment à la possibilité pour les enfants d'avoir deux pères légitimes.*

Pour arriver à cette modification, il a fallu proposer quelque chose. Nous n'avons pas voulu demander simplement la suppression de la loi de 1907. C'eût été une œuvre vaine. Nous sommes donc arrivés à une meilleure transaction que celle qui a été adoptée dans cette loi. Nous n'avons pas fait sans doute une œuvre nouvelle, complète, irréprochable. Nous avons fait de l'opportunisme, car on peut faire de l'op-

portunisme en toute chose, même en matière législative.

M. Colin, partisan d'une œuvre transactionnelle insista, dans le même sens et défendit lui aussi le texte de la Commission. Au cours de cette argumentation, il fixa d'une manière curieuse la façon dont il comprenait son rôle et celui de la Société d'Etudes législatives tout entière.

...Nous ne sommes pas, dit-il, des créateurs, nous ne pouvons pas nous flatter d'enrayer une tendance législative. Mais il nous appartient, en qualité de techniciens, de faire des textes bien étudiés. Nous ne sommes pas ici un Parlement au petit pied, nous ne sommes pas des législateurs en chambre..... Mais nous pouvons servir d'auxiliaires au législateur, pourvu que nous sachions nous borner à ce rôle modeste et nous contenter de traduire les idées dominantes dans le meilleur style législatif possible.

§ 3. — *Objections de M. Massigli et de M. Lévy.*

Les plus graves objections faites au texte proposé par la Commission ont certainement été celles de M. Massigli ; et si le texte de la Commission n'a peut-être pas suivi suffisamment leur indication, le législateur qui réformera la loi de 1907 fera bien de tenir compte de ces objections si justes et si graves.

M. Edouard Lévy, également, fit une observation intéressante.

M. Massigli, en principe, se montre partisan de la légiti-

mation de l'enfant adultérin ; on ne peut guère faire autrement à son avis dès l'instant où l'article 298 est abrogé. Si on permet à l'époux adultère d'épouser son complice, on doit lui permettre de légitimer l'enfant qu'il a eu de ce complice.

Mais à son avis le texte de la Commission prête à la critique : *Comment justifier, demande-t-il, la différence proposée entre le père et la mère, quant à leur droit de légitimer l'enfant adultérin ?*

En effet, d'après le texte de la Commission, la mère d'un enfant adultérin pourra le légitimer chaque fois qu'il aura été désavoué par son mari, qu'elle ait, en plus de cet enfant adultérin, des enfants légitimes ou qu'elle n'en ait pas. Au contraire, le père pour qu'il puisse légitimer son enfant adultérin, il sera nécessaire qu'il ne possède pas de descendance légitime (nous ne parlons naturellement pas de l'enfant né 300 jours après l'ordonnance de non conciliation, lequel pourra être légitimé par son père ou par sa mère indifféremment). *Si j'aperçois bien les motifs, continue M. Massigli, de ne pas autoriser la légitimation de la part du père qui a une descendance légitime, il ne me paraît pas que ces mêmes motifs perdent leur force à l'égard de la mère. S'il y a une famille légitime à défendre, pourquoi la Commission ne s'arrête-t-elle plus aux intérêts de la descendance légitime lorsqu'il s'agit de la mère ?*

D'après M. Massigli, la Commission, en établissant ces dispositions, a supposé qu'un divorce suivrait l'adultère de la mère, et que la garde des enfants issus du mariage étant

confiée au père, ceux-ci auraient un foyer différent de celui où se trouve l'adultérin. Partant, pas d'inconvénient à ce que ce dernier soit légitimé par sa mère. Mais il peut en être autrement ; le mari peut mourir, les enfants peuvent alors se trouver sous l'autorité du second mari qui a démoli le premier mariage et se trouver en rapports constants avec leur frère adultérin. Le dommage moral et matériel qui peut en résulter pour eux est considérable. *Ainsi, dit M. Massigli, en interdisant la légitimation au père qui a des descendants légitimes, le projet semble avoir pris souci d'épargner à ces descendants des froissements d'ordre moral et un dommage pécuniaire ; il laisserait au contraire se produire les mêmes froissements et le même préjudice lorsque la légitimation serait le fait de la mère. Ce n'est pas là, à mon sens, une solution très heureuse, et je crois que la distinction du projet devrait disparaître. Soyez rigoureux dans l'intérêt des enfants légitimes ou soyez indulgents malgré cet intérêt ; mais que la rigueur ou l'indulgence soit égale, et dans le cas de légitimation par le père et dans le cas de légitimation par la mère.*

Cette objection ne manqua pas d'émouvoir la Société. Pourtant, M. Francastel entreprit de la combattre et de défendre son rapport contre elle ; et il réussit à en triompher. L'Assemblée maintint le texte de la Commission. D'après M. Francastel, la Société n'a aucun intérêt à laisser en dehors de la famille un enfant que le mari a désavoué, même si la femme a des enfants légitimes. *Du moment, dit-il, que le mari rejette de la famille l'enfant, du moment que*

c'est lui qui a proclamé l'adultère, nous avons pensé qu'alors, malgré les inconvénients qui en résultent au point de vue de la famille, il y aurait un inconvénient plus grave à laisser cet enfant en dehors de la société.... Pourquoi, dans ce cas là, puisque le scandale est connu, puisque toute la famille sait le malheur arrivé au mari, pourquoi empêcher la femme, quand elle se remariera, de légitimer cet enfant ?

Cette considération humanitaire n'avait peut-être pas une portée aussi juridique que l'observation de M. Massigli. Pourtant nous l'avons indiqué, la Société d'Etudes législatives maintint, malgré cette observation, le texte de sa Commission.

M. Massigli fut plus heureux en faisant une seconde objection, aussi juridique et non moins juste.

Le projet de la Commission pose comme condition au père d'un enfant adultérin pour le légitimer de n'avoir pas de descendance légitime ; M. Massigli fit remarquer que ce système pouvait causer préjudice à la première épouse dans l'hypothèse suivante : *Une femme mariée a eu le chagrin de n'avoir pas eu d'enfants, ou elle a eu la douleur de perdre ceux qu'elle a eus. Elle a été une compagne sans reproche, mais son mari ne s'en est pas moins laisser aller à une liaison adultère. A cause de cette liaison d'où il est né des enfants un divorce a eu lieu ; la femme légitime a dû se résigner à cette extrémité qui répondait aux vœux de la maîtresse. Le divorce prononcé en faveur de la femme lui a laissé le bénéfice d'une libéralité contenue dans son contrat de mariage et dont l'émolument lui est nécessaire pour assurer la*

dignité de son existence. Le mari divorcé épouse la femme qui a été sa maîtresse et les enfants nés de l'adultère sont légitimés. Pourront-ils, à la mort de leur père, invoquer leurs qualités d'héritiers réservataires pour faire réduire, le cas échéant, la libéralité faite à la femme dont la vie a été brisée par la liaison d'où ils sont nés, et faudra-t-il qu'à ses douleurs passées cette femme voit s'ajouter une lutte pour une question d'argent (1) ? M. Massigli invoque, en outre, en faveur de cette objection l'article 337 (2) qui protège la famille légitime contre les prétentions que pourrait émettre un enfant naturel simple ; il semble qu'en l'espèce cette protection s'impose plus encore, puisqu'il s'agit d'enfants adultérins.

Cette observation de M. Massigli reçut immédiatement l'approbation de l'Assemblée tout entière ; une disposition fut incorporée dans le texte de la Commission pour remédier à l'inconvénient ainsi mis à jour.

M. Edouard Lévy, manifestement favorable à l'enfant adultérin, fit à son tour une remarque qui n'eut point

(1) Il serait intéressant de rapprocher de cette objection la jurisprudence d'un jugement du Tribunal de Toulouse de 1908, cité chapitre II, p. 25, lequel décide qu'une légitimation d'enfant adultérin ne peut donner ouverture à la révocation d'une donation pour cause de survenance d'enfant.

(2) Art. 337. — La reconnaissance faite pendant le mariage, par l'un des époux au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu, avant son mariage, d'un autre que son époux ne pourra nuire ni à celui-ci, ni aux enfants nés de ce mariage.

Néanmoins, elle produira son effet après la dissolution de ce mariage, s'il n'en reste pas d'enfants.

d'écho et qui pourtant méritait un meilleur accueil.

Parlant du cas où une descendance légitime a empêché le mari de légitimer ses enfants adultérins, M. Edouard Lévy suppose que cette descendance légitime disparaît. Quelle raison subsiste d'empêcher la légitimation des adultérins ; alors que d'autres enfants ont pu naître du second mariage et qui, légitimes, se trouvent frères germains adultérins.

Cette situation, certes, ne manquait pas d'intérêt et méritait d'être prise en considération. Elle ne fut pas accueillie.

M. Lévy, d'ailleurs, est nettement hostile au système qui consiste à empêcher le père de légitimer ses enfants adultérins en l'existence d'une descendance légitime. Pour le combattre, il donna un exemple, certes intéressant, mais pas suffisant toutefois pour empêcher la Commission de faire triompher son texte. *Il s'agit d'un homme marié jeune ayant un ou deux enfants. Deux ou trois ans après son mariage sa femme devient folle, elle est enfermée dans un asile d'aliénés. Puisque l'aliénation mentale dans notre Code civil n'est pas un cas de divorce, cet homme se trouve dans l'impossibilité de se remarier. D'autre part, comme il ne peut pas soigner son enfant, ses occupations professionnelles le retenant tout le jour hors de la maison, il se met en ménage avec une maîtresse, quelquefois avec la sœur de sa femme ; il se met en ménage par nécessité économique, au sens de l'économie ménagère (Rires), je ne l'en blâme pas. Voilà un homme qui n'a pas entendu rester célibataire et qui n'a pas*

le goût de la débauche. D'autre part, cet homme a besoin d'avoir quelqu'un qui prenne soin de son enfant, et on ne peut raisonnablement lui imposer de rester perpétuellement chaste. Eh bien, s'il a des enfants de sa maîtresse, ces enfants ne pourront pas être légitimés. En vérité, cette situation est-elle équitable et morale ?

M. A. Colin eut raison de cette objection facilement et par cette seule remarque : *Demandez le divorce en cas d'aliénation mentale.* C'était la réponse qui s'imposait. La situation décrite par M. Lévy est certes intéressante, mais c'est sur le terrain d'une réforme du divorce qu'elle devait être renvoyée.

Bref, seule la seconde objection de M. Massigli trouva un écho : le texte de la Commission fut maintenu dans son entier, l'article 331 resta tel qu'il avait été conçu par elle, mais à l'article 1094 (1) il fut ajouté un paragraphe ainsi conçu : *L'existence d'un enfant adultérin, légitimé en conséquence de l'une des dispositions contenues au paragraphe 3 de l'article 331 ou de descendants de celui-ci, ne portera pas atteinte à l'effet des libéralités que le père ou la mère de cet enfant aura faites en faveur de son précédent conjoint.*

Telle est l'étendue du travail accompli par la Société

(1) Art. 1904. — L'époux pourra, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage pour le cas où il ne laisserait point d'enfants ni de descendants, disposer en faveur de l'autre époux en propriété, de tout ce qu'il pourrait disposer en faveur d'un étranger. Et pour le cas où l'époux donateur laisserait des enfants ou descendants, il pourra donner à l'autre, ou un quart en propriété et un autre quart en usufruit, ou la moitié de tous ses biens en usufruit seulement.

d'Etudes législatives, telle est l'indication donnée par elle au législateur actuel. Celui-ci en tiendra-t-il compte ?

II. — § 1^{er}. — *Le nouveau projet devant le Parlement.*

Le Parlement aura-t-il la force de résister au courant de la presse et de l'opinion et de s'en tenir au texte prudent de cette Société, ou bien adoptera-t-il celui si radical de MM. Viollette et Steeg, tendant à accorder la légitimation à tous les enfants adultérins quels qu'ils soient ? Nous savons que la Chambre des Députés n'a pas hésité à voter, le 5 juin 1908, ce texte hardi. C'est au Sénat de dire s'il veut conserver la tradition conservatrice de M. Chaumié et de ses collègues de 1907, ou si, l'abandonnant, il préfère aller dans une voie nouvelle, inconnue et peut-être semée d'écueils. Il est très probable que le Sénat n'ira pas dans cette voie à en juger par l'opinion de son rapporteur, M. Maxime Lecomte, dont nous allons parler bientôt.

Quoi qu'il en soit, la question semble embarrassante, car le Sénat saisi du projet de la Chambre depuis 1908, ne paraît pas pressé de lui donner le jour et de le discuter. Vainement M. Henri Coulon, dans un article du journal *Le Siècle* (1), s'est adressé directement à M. Lecomte : *Il faut en finir*, lui disait-il, *mon cher rapporteur, avec la ques-*

(1) *Le Siècle*, 29 avril 1910.

tion de la légitimation des enfants adultérins en suspens devant le Parlement depuis six ans, c'est une nécessité juridique, plus encore c'est une nécessité morale.

A vrai dire, M. Henri Coulon ne demandait pas à M. Maxime Lecomte d'en finir d'une manière quelconque, mais d'une manière favorable à sa propre opinion, c'est-à-dire par l'adoption pure et simple de la proposition Viollette, votée par la Chambre : *C'est à vous, M. Maxime Lecomte, qu'il appartient d'enlever le vote décisif de la Haute Assemblée en lui présentant des conclusions nettement, résolument favorables à la légitimation comme à la reconnaissance de tous les enfants adultérins. Étendre seulement la possibilité pour les enfants adultérins « par le père » d'être légitimés lorsqu'il n'existe pas de descendants légitimes du précédent mariage, ce n'est pas..... faire un grand pas dans les voies du libéralisme et de l'humanité, c'est simplement retomber dans les erreurs précédentes, c'est étendre une déplorable iniquité, c'est ajouter une catégorie de privilégiés à deux autres catégories, c'est, en un mot, faire fi de l'égalité de droits qui doit être reconnue indistinctement à tous les enfants dès leur naissance.*

Avant même cette véhémence exhortation, M. Maxime Lecomte avait fait connaître son opinion. Dans un article du *Journal* (1), après avoir montré les défauts de la loi du 7 novembre 1907, il se posait la grave question : *Faut-il autoriser sans restrictions la légitimation de l'enfant adul-*

(1) 6 avril 1910.

térin par le père, l'enfant qu'un homme marié a eu d'une femme libre de liens conjugaux ? C'est ici qu'existe à l'état aigu le conflit entre la réforme que l'on veut faire et l'institution du mariage, entre le souci de la défense de l'enfant et celui du maintien des prérogatives de la famille légitime. Il répond nettement : Non ! pas sans restrictions ! et il explique ainsi sa réponse. L'objection à faire à la thèse de M. Viollette, laquelle tend à cette légitimation sans restrictions, est celle que précisait M. Ollivier à la Chambre des Députés, dès le 5 juin 1908 : *Comment saurez-vous, disait celui-ci, si les enfants sont réellement de l'homme dont vous parlez*. C'est très grave, en effet ; l'homme qui légitime des enfants prétendus adultérins ne fait-il pas une simple complaisance à la femme qu'il épouse ? Et ne va-t-il pas ainsi introduire dans la famille légitime des enfants qui n'avaient aucun droit d'y entrer. Si l'on répond, comme l'a fait M. Viollette à la Chambre, que le même doute existe en cas de reconnaissance d'enfants naturels par un homme libre, on doit opposer l'article 337 du Code civil, qui prévoit ce cas et protège la famille légitime contre une pareille reconnaissance. Cet article dit qu'une pareille reconnaissance ne peut nuire ni à l'autre époux, ni aux enfants nés du mariage. On est donc tout naturellement amené à préconiser une solution analogue en cas de légitimation d'enfants adultérins, et à demander une analogue protection de la famille légitime. Et M. Maxime Lecomte de conclure : *Je veux que les enfants adultérins par le père puissent être légitimés par mariage subsé-*

quent, à la condition qu'au moment de ce mariage il n'existe pas d'enfants légitimes ou descendants d'eux.

A l'article du *Siècle* (1): « *Il faut en finir* », il répond dans le même journal (2) qu'il s'efforce de faire vite, mais qu'il voudrait aussi, et surtout faire bien, ce qui n'est pas chose facile en cette matière.

Et plaçant le débat sur son vrai terrain, il montre qu'appliquer la légitimation à tous les enfants adultérins sans distinction, comme le demandent les Viollette, les Margueritte et les Coulon, c'est en réalité ruiner le mariage et mettre à sa place l'union libre. Or, l'union libre n'est pas organisable et ne peut que consacrer l'anarchie familiale.

Les partisans de l'égalité absolue ne se tinrent pas pour battus malgré tout. Dans un autre article (3), M. Viollette lui-même prit la défense de sa proposition et chercha à montrer que ce préjudice causé à la première famille légitime pouvait se produire dans tout second mariage, par la naissance d'enfants de ce mariage. L'argument n'est certes pas à l'abri de toute critique et ne répond que très imparfaitement à l'objection si grave de M. Ollivier, reprise depuis par M. Lecomte.

Et ainsi d'articles en articles, d'arguments en répliques par cette voie moderne de la presse, on en arrive à un document plus officiel et plus complet ; nous voulons

(1) *Le Siècle*, numéro précité, 29 avril 1910.

(2) *Le Siècle*, 24 juin 1910.

(3) *Le Journal*, 20 décembre 1910.

parler du rapport même de M. Maxime Lecomte, qu'il a fait au Sénat le 21 décembre 1911 (1).

Nous allons voir que la Commission, dont il est le rapporteur, n'a pas admis, sans de graves restrictions, la proposition votée par la Chambre.

Après avoir rappelé dans ce rapport, d'ailleurs remarquable, les défauts de la loi de 1907 et avoir passé en revue quelques législations étrangères, M. Maxime Lecomte pose, d'une façon nette, son opinion et celle de la Commission.

On veut permettre la légitimation des enfants adultérins au moment du mariage subséquent, ce qui implique nécessairement une reconnaissance de paternité. — Nous y consentons, mais dans les limites que permettent le respect de l'institution de mariage et la protection de la famille. Nous voulons sauvegarder les droits des enfants légitimes.

C'est ce que la Commission a cherché à faire en élaborant un texte, à coup sûr un peu compliqué, mais dont la plupart des dispositions ne se départissent pas d'une grande sagesse. La proposition de loi, telle qu'elle fut présentée par M. Lecomte vise à la fois, comme celle de la Société d'Etudes législatives, la réforme de la loi de 1907, la proposition de M. M. Catalogue en elle-même concernant les formes de la légitimation, celle de M. Mazière, une de M. Reymonencq tendant à supprimer la publication préalable à tout mariage entraînant légitimation d'enfant naturel.

(1) *Journal officiel*, 1912, *Doc. parl.*, Sénat, Annexe, n° 356, p. 83.

Enfin le texte de la Commission modifie également l'article 316 du Code civil, et ce, sur une proposition déposée par M. Lecomte lui-même, le 13 juin 1911, à l'instigation d'un ancien notaire de Bordeaux, M. Dircks-Dilly, qui lui avait fait remarquer l'utilité de cette modification (1).

§ 2. — *Proposition de la Commission du Sénat.*

Bref, la proposition de loi élaborée par la Commission du Sénat est ainsi conçue :

Article 1^{er}. — Les articles 313, 315, 316 et 331 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

Il est ajouté au second paragraphe de l'article 313 (2), la disposition suivante :

Toutefois cet enfant sera tenu pour désavoué s'il a été légitimé par un nouveau mariage de sa mère.

Ceci a été inséré afin d'éviter la possibilité pour l'enfant adultérin, qui existait dans la loi de 1907, d'avoir deux pères légitimes.

Article 315. — L'enfant né 180 jours au moins et 300 jours

(1) V. rapport de M. Lecomte précité, n° V.

(2) Art. 313, § 2. — En cas de jugement ou même de demande, soit de divorce, soit de séparation de corps, le mari peut désavouer l'enfant né 300 jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé, et moins de 180 jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation.

au plus après la dissolution du mariage de sa mère et légitimé par un nouveau mariage de celle-ci, ne pourra ensuite invoquer la disposition du premier alinéa de l'article 312 (1) pour se prétendre conçu des œuvres du précédent mari.

La disposition du premier alinéa de l'article 312 ne peut être invoquée en faveur de l'enfant né plus de 300 jours après la dissolution du mariage de sa mère.

Il est ajouté à l'article 316 la disposition suivante : Sera tenu pour désavoué l'enfant dont la filiation légitime, ne résultant pas de son acte de naissance, n'aura pas été établie, soit à la requête du mari ou de ses héritiers s'ils se trouvent dans le cas prévu par l'article 317, soit contradictoirement avec le mari ou ses héritiers à la requête de la mère, dans les dix mois qui suivront la dissolution du mariage.

Cette dernière disposition était celle que proposa M. Lecomte, le 13 juin 1911, pour éviter que certains enfants, que leur acte de naissance ne révèle pas comme issus du premier mariage, et que le défaut des conditions nécessaires pour la légitimation des enfants adultérins empêche de faire entrer dans la nouvelle famille, ne se trouvent sans père légitime.

La proposition de loi modifie surtout l'article 331 du Code civil. En ce qui concerne les enfants adultérins, qui seuls nous intéressent dans ce travail, le paragraphe 3 de l'article 331 proposé qui les vise, est ainsi conçu :

Les enfants adultérins sont légitimés, dans les cas suivants,

(1) Art. 312, al. 1^{er}. — L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari.

par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les reconnaissent au moment de la célébration du mariage dans les formes déterminées par le premier paragraphe du présent article :

1^o Les enfants nés du commerce adultérin de la mère lorsqu'ils sont désavoués ou tenus pour désavoués par le mari ou ses héritiers.

2^o Les enfants nés du commerce adultérin du père ou de la mère, lorsqu'ils sont réputés conçus d'après les présomptions établies par les articles 312 et 313 à une époque où le père ou la mère avait un domicile distinct en vertu de l'ordonnance rendue conformément à l'article 878 du Code de procédure civile, sauf en cas de réconciliation judiciairement constatée.

3^o Les enfants nés du commerce adultérin du mari, dans tous les autres cas, s'il n'existe pas au moment du mariage subséquent, d'enfants ou des descendants légitimes issus du mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu. Même au cas où existeraient des descendants légitimes, la légitimation pourra avoir lieu s'ils sont majeurs, non interdits ou bien émancipés, et s'ils déclarent par acte authentique ne pas s'opposer à la légitimation.

.

Article 2. — La loi du 7 novembre 1907 est abrogée.

Enfin, toujours en ce qui concerne les enfants adultérins, la disposition transitoire suivante est proposée :

Les enfants adultérins se trouvant dans les conditions prévues par les dispositions qui précèdent et dont les père et mère auront contracté mariage avant la promulgation de la

présente loi pourront être, de la part de ceux-ci, dans le délai de deux ans à partir de cette promulgation, l'objet d'une reconnaissance qui emportera légitimation dans les conditions prévues par la présente loi.

Par cet examen de la proposition faite par M. Maxime Lecomte, au nom de la Commission du Sénat, on se rend compte que c'est à une solution transactionnelle qu'on s'est arrêté. Les articles de presse cités plus haut, qui révélaient les opinions du rapporteur, le faisaient prévoir.

On peut se rendre compte également que, somme toute, la Commission a fait son profit des travaux de la Société d'Etudes législatives et que, sauf quelques modifications ou innovations, elle s'en est approprié les conclusions.

Lorsque la proposition viendra en discussion devant le Sénat (1), la lutte sera chaude ; souhaitons qu'elle se termine par l'adoption du texte de la Commission, qui est une transaction acceptable.

Ensuite, il faudra la faire admettre par la Chambre des Députés, ce qui ne sera pas chose facile ; à moins qu'agissant comme en 1907, elle accepte cette amélioration de la condition de l'enfant adultérin, sauf à demander encore d'aller plus loin ensuite.

Tel est l'état actuel de notre législation. Les dispositions logiques, mais sévères du Code civil ont été battues en brèche par la loi de 1907. Celle-ci, à peine entrée en vi-

(1) M. Maxime Lecomte a fait le 26 mars 1912 devant le Sénat un rapport supplémentaire sur la question. Ce rapport n'a pas encore été publié à l'*Officiel*.

gueur, manifesta de tels défauts qu'on fut unanime à demander sa réforme. Nous avons vu ce que les jurisconsultes conseillent au législateur de mettre à sa place. Nous avons vu dans quelle mesure le législateur semble disposé à suivre ces conseils ; ce qui en résultera, nul ne peut le savoir d'une manière certaine. La question est, certes, infiniment délicate et elle n'est peut-être pas près d'être résolue d'une manière satisfaisante.

III. — LA QUESTION EN DROIT COMPARÉ

Pour terminer cet examen des solutions qu'il conviendrait de lui donner, on ne peut manquer de parcourir rapidement les législations des nations voisines de la nôtre, pour y glaner des enseignements ou des exemples. M. Francastel, à la Société d'Etudes législatives, dans son rapport si savant, M. Maxime Lecomte dans le sien au Sénat, n'ont pas manqué d'examiner la question en Droit comparé ; nous ne pouvons mieux faire que d'imiter cet exemple. Et quant à nous, cet examen présente d'autant plus d'intérêt que c'est dans un Code étranger que nous nous proposerons, comme conclusion de ce travail, de trouver la solution du problème soumis actuellement au Parlement.

En général, les peuples de race latine n'admettent pas la légitimation de l'enfant adultérin et lui font une condition assez misérable.

En Italie, la reconnaissance et la légitimation de cet enfant sont formellement prohibées ; pas même un décret du Roi, qui suffit dans tous les cas à légitimer un enfant naturel simple, ne peut permettre la légitimation d'un enfant adultérin.

En Espagne, également, la reconnaissance et la légitimation de cet enfant sont interdites ; mais avec cette différence que tous les enfants, même adultérins, peuvent être légitimés par faveur royale, à condition toutefois que les parents n'aient pas, en outre, d'enfants ni de descendants légitimes.

Au Portugal, c'est la même législation. L'adultérin ne peut, en règle générale, ni être reconnu ni être légitimé par mariage subséquent. Toutefois, détail curieux, la filiation adultérine peut être reconnue par jugement, si elle se révèle dans une instance en recherche de maternité ou de paternité (*cette dernière ouverte seulement en cas de rapt ou de viol*).

La Belgique est régie en cette matière par les dispositions de notre Code civil, telles qu'elles étaient avant la réforme de 1907. C'est l'ancien article 334 qui s'applique.

— Au contraire, les peuples d'origine saxonne ou slave distinguent rarement les enfants adultérins des enfants naturels simples.

Sans parler du *nouveau Code allemand*, dont les dispositions sur ce point sont, à notre avis, remarquables et auquel nous reviendrons un peu plus loin, la loi *Autrichienne*, la loi *Suisse*, la loi *Roumaine* et celle de la *Suède*, ne font

aucune différence, ni au point de vue de la reconnaissance, ni au point de vue de la légitimation entre les enfants naturels simples, adultérins ou incestueux ; chacune de ces législations se distingue évidemment par des détails particuliers, mais c'est là le caractère primordial. Spécialement en *Autriche*, le cas d'existence de descendance légitime est prévu ; la légitimation est possible même dans ce cas, mais il est stipulé qu'elle ne pourra nuire en aucune façon aux droits acquis des enfants légitimes.

La législation du *Danemark* et celle de la *Norvège* se séparent de celles de leurs voisins en interdisant aux enfants adultérins la légitimation qu'ils accordent aux enfants naturels simples.

Quant à la loi *Anglaise*, suivie en grande partie par celle des *Etats-Unis d'Amérique*, elle est toute spéciale. Elle traite tous les enfants naturels avec une telle dureté, qu'il n'était guère possible de faire plus pour ceux nés d'un adultère. La loi ne fait aucune distinction entre les diverses catégories de bâtards ; tous sont frappés des mêmes déchéances. *Filius Nullius*, sans père ni mère, l'enfant naturel, en Angleterre, n'a aucun droit héréditaire, ni dans la succession de sa mère, ni dans celle de son père. Seule la grande liberté de tester, qui existe dans la loi Anglaise permet de remédier à cette rigueur. Quant à la légitimation par mariage, elle n'existe pas. Le bâtard doit toujours rester un bâtard, paria en dehors de la société ; jamais il ne peut être élevé au rang d'enfant légitime. Ainsi le veut le tempérament entêté et sévère de l'Anglais.

CONCLUSION

De quel côté est la route qu'il faut suivre ? Le législateur français doit-il adopter cette rigueur, doit-il au moins retourner vers celle qu'avait admise notre Code civil, ou doit-il se tourner vers un horizon nouveau, comme semble le demander l'évolution actuelle des idées ; et s'il se tourne vers cet horizon nouveau, doit-il accepter nettement la solution radicale adoptée par la Chambre des Députés, ou doit-il chercher un texte plus prudent, mais plus compliqué et rempli encore d'exceptions et de restrictions ?

Certes, la famille légitime mérite des considérations ; c'est sur elle que repose toute l'organisation de notre société et le législateur doit, avant tout, veiller sur sa conservation.

Ces considérations sont si fortes que nous ne pouvons nous décider à accepter la réforme proposée par MM. Viollette et Steeg et acceptée par la Chambre ; ses défauts ont été mis à jour ; elle introduirait dans nos lois, en pleine paix, une désagrégation plus dangereuse qu'un cataclysme, la désorganisation de la famille et de la société.

D'autre part, et pour revenir encore une fois sur cet

éternel dilemme qui domine toute la question, l'enfant, innocent des fautes ou des crimes commis par ses parents, ne doit pas en porter toute la charge. Ce n'est pas le moment surtout de frapper l'innocent, lorsqu'on pardonne aux coupables, de punir l'enfant adultérin, quand on tolère l'adultère.

Par conséquent, la condition de l'enfant adultérin doit être améliorée.

Mais, à notre avis, ce n'est ni la loi de 1907, ni, il faut bien le dire, le texte proposé d'une façon si savante par la Société d'Etudes législatives, ni celui que le Sénat se propose d'adopter, qui réalisent le véritable progrès.

Ce ne sont, somme toute, que des transactions honorables, mais beaucoup trop timides. C'est plus loin qu'il faut viser, c'est toute la condition du bâtard qu'il faut reviser dans un sens plus moderne. Ce ne sont pas des réparations qu'il faut faire à cette partie de notre édifice légal, c'est une réédification.

Et pour y réussir, d'une façon satisfaisante, c'est dans le Code allemand, plus jeune que le nôtre d'un siècle, qu'il faut puiser les enseignements.

Les dispositions sont bien autrement justes et juridiques que toutes celles proposées actuellement au législateur français. Elles peuvent se résumer en ces quelques mots : Pas de distinction entre les bâtards, qu'ils soient naturels, simples, incestueux ou adultérins. Pour tous, la législation est la même ; vis-à-vis de la mère ils sont assimilés aux enfants légitimes ; vis-à-vis du père ils n'ont aucun lien

de parenté civile, mais ils peuvent prouver sa paternité pour obtenir une créance d'aliments.

Par conséquent, pas de rigueur spéciale pour l'enfant adultérin, pour tous une législation logique et équitable ; mais également pas d'introduction intempestive, dans la famille légitime, d'enfants qui ne doivent pas y entrer.

Le principe de notre Code civil français, d'après lequel la manifestation d'un désordre caché n'est jamais pour l'intérêt social, compensé par la réparation d'un dommage individuel n'a pas semblé décisif au législateur allemand. Ni au point de vue de la morale, ni au point de vue du droit, il n'a cru utile de frapper des rigueurs de la loi cette catégorie d'enfants naturels (les adultérins) qu'il traite sur le pied de l'égalité avec les enfants naturels simples. Sans doute, les droits de la famille légitime sont respectables, aux yeux des rédacteurs, mais ceux de l'enfant quelle que soit son origine, ne le sont pas moins à leur avis (1).

Nous avons indiqué, en un mot, le principe de cette législation allemande.

Voyons comment il fonctionne.

Rapports juridiques de l'enfant naturel avec la mère et les parents de celle-ci.

L'enfant naturel a, nous l'avons dit, vis-à-vis de la mère et de la famille maternelle, la même place que l'enfant légitime.

(1) ROUX, *Thèse*, Paris, 1902, t. XXXVII, *De la condition juridique des Enfants naturels dans le Code civil allemand*.

L'Exposé des motifs du Code de 1900 expliquait ainsi cette disposition.

On doit chercher à améliorer le sort des enfants naturels ; il existe entre eux et les parents maternels des rapports de famille et de succession que l'on ne saurait méconnaître..... L'enfant est confié, par la nature, à la tendresse et au dévouement de la mère ; le père, au contraire, est moins attaché en dehors du mariage à sa descendance. Le même lien du sang unit non seulement l'enfant à la mère, mais encore à la famille maternelle, dont il partage souvent la vie domestique.

L'idée semble profondément juste.

L'enfant naturel, pour prouver la maternité de sa mère (de même qu'en cas de filiation légitime), doit établir l'accouchement de la femme, qu'il prétend être sa mère et son identité avec l'enfant qu'elle a mis au monde.

Le mode normal de démonstration est la production de l'acte de l'état civil relatant la naissance. L'enfant naturel a le domicile et la nationalité de sa mère.

Il porte le nom de fille de sa mère, et n'en change pas si elle se marie, sauf avec le père. Dans ce cas il y a légitimation, l'enfant prend le nom du père.

Pourtant même si ce n'est pas le père qu'elle épouse, le mari, au moyen d'une déclaration à l'état civil, peut faire prendre à l'enfant de sa femme son nom, pour le soustraire à la malignité publique.

Comme d'une mère légitime, l'enfant peut exiger de sa mère naturelle et de ses parents des aliments, c'est-à-dire les sommes nécessaires pour vivre, y compris les

frais d'éducation et de préparation à une profession.

Cette obligation est réciproque.

Seule, la puissance paternelle n'est pas donnée complètement à la mère naturelle, comme à la légitime. Elle n'a cette puissance que sur la personne de l'enfant, non sur ses biens qui se composent, le plus souvent, de la pension payée par le père. Le législateur allemand, craignant l'ignorance des femmes aux affaires, leur a enlevé l'administration de la fortune de leur enfant naturel et la jouissance des revenus.

Mais la mère consent au mariage, choisit la religion, le mode d'éducation de son enfant naturel.

L'administration, au contraire, est confiée au Tribunal.

L'enfant naturel succède à sa mère. Il a absolument les mêmes droits sur ce point que s'il était légitime.

Rapports juridiques entre l'enfant naturel et le père.

Au contraire, il n'existe pas de parenté civile entre le père et l'enfant naturel. Le père naturel n'a pas le droit de prendre soin de l'éducation de l'enfant et, dans le cas où il aurait emmené ce dernier chez lui, il doit le rendre à la mère sur la demande introduite par elle devant le Tribunal des Tutelles.

L'enfant n'a pas de droit dans la succession de son père.

Toutefois celui-ci peut lui faire des libéralités entre vifs ou testamentaires comme à un tiers quelconque.

L'enfant naturel, est, en droit allemand, sans père, « vaterlos ». Toutefois, pour un motif de convenance le mariage est interdit entre le père, l'enfant illégitime et leurs parents.

C'est le seul lien que reconnaît la loi.

La recherche de la paternité est autorisée, mais elle ne consiste pas à faire constater un lien de famille entre le père et l'enfant. C'est une action en reconnaissance de dette, tendant à faire payer par le père à l'enfant une pension alimentaire.

Pour prouver la paternité il suffit à l'enfant de prouver qu'un homme a eu, entre le 302^e et le 181^e jour avant sa naissance, des relations avec sa mère. Ce sera suffisant pour présumer la paternité. Mais le prétendu père pourra se défendre, soit en prouvant le contraire, soit en opposant l'exception *plurium concubentium*, c'est-à-dire en cherchant à prouver que d'autres que lui ont eu des relations sexuelles avec la mère dans le délai légal de la conception.

Cette exception fera repousser la demande de la mère, sauf si elle prouve, par exemple, qu'il est manifestement impossible que son autre amant soit le père de l'enfant, parce que, par exemple, c'est un nègre et que l'enfant est blanc, etc...

L'action en recherche de paternité appartient à l'enfant, non à la mère, elle sera exercée par le représentant légal du mineur, le tuteur, qui pourra être la mère ou une autre personne.

Le père, s'il est reconnu tel par l'action, sera tenu de fournir des aliments à l'enfant jusqu'à sa 16^e année, ou plus tard, en cas d'infirmité de l'enfant. Lui seul est tenu, non ses ascendants.

L'enfant devra, pour obtenir des aliments, s'attaquer à son père, avant de s'attaquer à sa mère. La dette doit toujours s'acquitter en argent, non en nature. Elle comprend tout ce qui est nécessaire pour vivre, vêtement, logement, frais de maladie, d'éducation et de préparation à une profession. Ces frais sont estimés *d'après la situation de la mère*. La dette du père ne s'éteint pas par sa mort, elle passe à ses héritiers.

La mère peut demander des frais d'entretien au père, provisoirement, avant la naissance de l'enfant. Elle a droit aux frais de l'accouchement et à six semaines d'entretien.

Elle a aussi une action en indemnité, personnelle, contre le père de son enfant.

D'autre part, la légitimation est admise, en droit allemand, par mariage subséquent et par déclaration de légitimité, celle des enfants adultérins comme celle des autres.

Par le mariage de ses parents, l'enfant illégitime, quelle que soit sa filiation, acquiert la situation juridique d'un enfant légitime.

En pratique cependant, la légitimation des enfants adultérins (1)... aura lieu rarement par suite des empêchements au mariage, contenus dans l'article 1312 ainsi

(1) *Article 1591.* — L'enfant, né après que le mariage a été contracté est légitime, lorsque la femme l'a conçu avant ou pendant le mariage et que le mari a cohabité avec la femme pendant le temps de la conception. L'enfant n'est pas légitime lorsqu'il est manifestement impossible d'après les circonstances que la femme l'ait conçu des œuvres de son mari.

conçu : *Le mariage n'est pas permis entre l'époux divorcé pour adultère et celui avec qui il a commis l'adultère, lorsque cet adultère est constaté dans le jugement de divorce comme cause de divorce. Il peut être octroyé dispense de cette règle.*

Mais si, malgré la prohibition légale, ou par suite de dispense, le mariage est conclu, les enfants sont légitimés.

Il est facile de voir en quoi cette législation est supérieure à la nôtre. En droit allemand, plus de ces distinctions odieuses entre les enfants naturels, plus d'enfants laissés complètement en dehors de la société, sans famille, privés de tout et presque du droit de vivre. C'est l'égalité absolue.

Et combien cette étroitesse de lien entre la mère et l'enfant est plus logique que la nôtre, en supprimant pour elle cette formalité de la reconnaissance de son enfant, formalité qui semble extraordinaire et qu'à leur détriment tant de mères naturelles ignorent chez nous. Combien aussi la

Article 1705. — L'enfant naturel a, vis-à-vis de la mère et les parents de la mère, la condition légale d'un enfant légitime.

Article 1708. — Le père de l'enfant naturel est tenu d'assurer à l'enfant jusqu'à ce qu'il ait accompli sa 16^e année, un entretien conforme à la condition sociale de la mère.

Article 1717. — Est réputé père de l'enfant naturel, au sens des articles 1708 à 1716, celui qui a cohabité avec la mère pendant le temps de la conception, à moins qu'un autre n'ait aussi cohabité avec elle dans le même temps, la cohabitation toutefois n'est pas prise en considération lorsque, d'après les circonstances, il est manifestement impossible que la mère ait conçu l'enfant des œuvres de celui qui a cohabité avec elle. Est réputé temps de la conception le temps écoulé du 181^e au 302^e jour avant le jour de la naissance de l'enfant y compris aussi bien le 181^e que le 302^e jour.

nature des rapports entre le père et l'enfant naturel est plus vraie que la nôtre ; c'est bien une dette alimentaire, une responsabilité pécuniaire qui incombe à ce père, plutôt qu'une véritable parenté qui le lie à un enfant, au contact duquel, le plus souvent, il ne vit pas et que parfois il connaît à peine.

Quant à la légitimation possible de l'enfant adultérin, qu'on ne vienne pas dire qu'elle présente, en droit allemand, les mêmes inconvénients qu'elle présenterait chez nous si on admettait l'article 331, tel qu'il a été voté par la Chambre. De l'autre côté du Rhin, le mariage entre l'époux adultère et son complice ne peut être contracté que sur dispense, la légitimation d'enfants adultérins ne sera donc que rare et par le fait de cette nécessité d'une dispense, elle aura été soumise préalablement au contrôle des pouvoirs publics.

En tous cas, la légitimation de l'enfant adultérin présente encore, en droit allemand, cette supériorité qu'elle cadre avec le reste de la législation concernant le bâtard. Elle lui est accordée, comme lui est accordée la reconnaissance, le droit héréditaire et tous les droits conférés à l'enfant naturel avec lequel on ne le distingue pas.

Au contraire, chez nous, autoriser sa légitimation, en laissant subsister toutes les autres prohibitions qui le visent, c'est créer un système hybride et illogique.

Plutôt que de faire une nouvelle réforme de notre article 331, réforme qui sera nécessairement imparfaite et incomplète, embrassons la question d'une manière plus

large, refondons la condition du bâtard. Donnons-lui une condition meilleure, plus humaine et plus juste ; pour cela inspirons-nous de la législation voisine, n'hésitons pas à y puiser largement des enseignements précieux ; prenons ce qu'elle a de bon ; faisons une œuvre grandiose plutôt qu'un rafistolage médiocre.

La justice et l'égalité y gagneront beaucoup, la famille n'y perdra rien.

Vu par le président de la Thèse :

R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le doyen :

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,

Le vice-recteur

de l'Académie de Paris :

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	1
PRÉFACE	5

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'ENFANT ADULTÉRIN AVANT LA LÉGISLATION ACTUELLE

<i>Première Partie.</i> — L'enfant adultérin avant le Code civil. Evolutions qui ont préparé les dispositions du Code.....	15
I. — L'enfant adultérin avant la Révolution Française	17
II. — La condition de l'enfant adultérin sous la Révolution et pendant la période intermédiaire.....	20
§ 1 ^{er} . — Influences ayant agi sur cette condition...	20
§ 2. — Le bâtard pendant la période intermédiaire de (1789 à 1795).....	24
§ 3. — La réaction contre le bâtard. Sa condition de 1795 jusqu'au Code civil.....	36
§ 4. — L'enfant adultérin lors de la rédaction du Code	39
<i>Deuxième Partie.</i> — L'enfant adultérin dans le Code civil.....	45
I. — Nature de l'adultérinité.....	46
II. — Etat de l'enfant adultérin.....	48

§ 1 ^{er} . — Prohibition de la reconnaissance.....	48
§ 2. — Nature de la nullité de la reconnaissance....	52
§ 3. — Prohibition de la recherche de la filiation...	53
§ 4. — Cas où la filiation adultérine a une existence juridique	54
§ 5. — Prohibition de la légitimation.....	58
III. — Droits et obligations de l'enfant adultérin.....	61
§ 1 ^{er} . — Ses Droits.....	62
§ 2. — Ses obligations.....	69

CHAPITRE PREMIER

ÉTUDE DE L'ÉVOLUTION DES IDÉES QUI A PRÉPARÉ
LA RÉFORME DE 1907

I. — Affaiblissement de l'institution du mariage.....	73
II. — Affaiblissement de l'idée de famille.....	78
III. — Protection de l'enfant	85
IV. — Amélioration de la condition de l'enfant né hors mariage	90
§ 1 ^{er} . — L'enfant naturel dans la littérature.....	90
§ 2. — L'enfant naturel dans la législation. La loi du 25 mars 1896.	93
V. — Indulgence à l'égard de l'adultère.....	101
§ 1 ^{er} . — Dans les mœurs et dans la jurisprudence..	101
§ 2. — Dans la législation. Abrogation de l'ar- ticle 298 du Code civil.	105
VI. — Propositions de lois tendant à l'amélioration de la condition de l'enfant adultérin.....	110

CHAPITRE II

LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1907

<i>Première Partie.</i> — Confection de la loi.....	118
§ 1 ^{er} . — La loi à la Chambre des Députés.....	119

§ 2. — La loi au Sénat.....	131
<i>Deuxième Partie.</i> — La loi prise en elle-même.	135
I. — Examen des différents cas qu'elle vise.....	137
§ 1 ^{er} . — Première classe d'enfants adultérins pouvant être légitimés. Enfants nés pendant une instance en divorce ou en séparation de corps.....	138
§ 2. — Deuxième classe d'enfants adultérins pouvant être légitimés. Enfants désavoués par le mari.	142
II. — Discussion de la loi au point de vue juridique.	144
§ 1 ^{er} . — Enfant adultérin du mari	149
§ 2. — Enfant adultérin de la femme.....	154
III. — Critique de la loi au point de vue social.....	166

CHAPITRE III

LA CONDITION DE L'ENFANT ADULTÉRIN DANS L'AVENIR

I. — Travaux de la Société d'études législatives.....	180
§ 1 ^{er} . — Travaux de la Commission ; son projet....	180
§ 2. — Discussion du projet de la Commission.....	193
§ 3. — Objections de MM. Massigli et Lévy.....	197
II. — § 1 ^{er} . — Le nouveau projet devant le Parlement.	204
§ 2. — Projet de la Commission du Sénat	209
III. — La question en Droit comparé.....	213
CONCLUSION	216

